

Parti unique et démocratie à l'Est

Le mécanisme électoral qui se met en place en URSS n'est pas le meilleur exemple de transparence que M. Gorbatchev ait offert à ses concitoyens depuis son arrivée au pouvoir. Finalement retenue par l'Institut de physique de Moscou, la candidature d'André Sakharov avait été rejetée la veille par l'Académie des sciences, dans des conditions que le Prix Nobel de la paix a lui-même critiquées. A elle seule, la complexité du mode de sélection des futurs élus au Congrès des députés du peuple tend à rendre opaque un exercice de démocratie, au travers duquel on entend bien brider l'expression de la souveraineté populaire.

La sélection des organisations habilitées à proposer des candidats témoigne, par ailleurs, d'un conservatisme dont font les frais les innumérables clubs informels qui ont vu récemment le jour en URSS, et plus encore les « fronts », à travers lesquels les habitants de plusieurs Républiques non-russes avaient cru trouver une manifestation légale de leurs sentiments nationaux. Pour ne rien dire du Comité Karabakh en Arménie, dont les membres sont pourchassés par la police...

A vrai dire, le projet de M. Gorbatchev tient un peu de la quadrature du cercle. Ne cherche-t-il pas à rendre la parole au peuple - et donc à lui reconnaître une liberté d'opinion et de choix politique, - tout en maintenant un système de parti unique, c'est-à-dire confortant le PC dans le monopole du pouvoir qu'il a toujours exercé ? De Budapest à Varsovie, on tourne autour du même problème, avec un peu plus d'audace peut-être, et sous la pression d'opinions publiques plus exigeantes, mais sans encore être parvenu à de véritables solutions.

S'il y a progrès, il est perceptible sur deux points. La pluralité, au moins dans certains cas, des candidatures, voire l'usage de l'isolier, va d'abord permettre à des millions d'électeurs de faire l'apprentissage d'une participation à la vie politique dont il n'ont pas pas la moindre expérience. Ce n'est pas la démocratie, mais les rituels vides de sens hérités du totalitarisme stalinien sont relégués au rayon des mauvais souvenirs.

Le second progrès réside dans la mise en garde lancée par M. Gorbatchev au sujet de « l'écrit de confiance » que doivent justifier les communistes d'URSS devant l'ensemble de la population soviétique. Il y a tout juste dix ans, un haut dirigeant chinois, Chen Yun, dramatisait sur le même thème en observant que la manière dont un parti communiste exerce le pouvoir qu'il détient « est pour lui une question de vie ou de mort ». Le chef du Kramlin ne va pas aussi loin, mais l'idée qu'il suggère est que, à moins d'un retour à l'Etat policier - difficilement pensable aujourd'hui dans le contexte intérieur et international - le parti ne peut se considérer comme propriétaire exclusif et permanent du pouvoir.

Qu'il se révèle incapable de l'exercer dans l'intérêt des citoyens, et ceux-ci seraient en droit d'exiger qu'il lui soit retiré. En droit ? C'est assez pour faire passer des frissons dans le dos des millions d'apparatchiks que dérange la perestroïka.



M 0146 - 0123 D - 6.00 F

3790146006000 01230

Le rachat d'American Can par Pechiney

Un rapport sur les délits d'initiés a été remis à M. Mitterrand M. Pelat aurait acquis 50 000 actions

Selon un rapport confidentiel remis, vendredi 20 janvier, au président de la République sur l'affaire American Can-Pechiney, M. Roger-Patrice Pelat, proche ami de M. Mitterrand, aurait acquis, quelques jours avant le rachat de la firme américaine, 40 000 actions Triangle supplémentaires, qui s'ajouteraient aux 10 000 titres qu'il a déjà reconnus. Ces 40 000 actions n'auraient pas été achetées « en clair » mais par des intermédiaires en Suisse et au Luxembourg.

En lisant le rapport qui lui a été remis, vendredi soir, à son retour de Bonn, M. Mitterrand a appris que, dans les jours précédant le rachat, annoncé le 21 novembre 1988, d'American National Can par Pechiney, M. Roger-Patrice Pelat aurait acheté au total 50 000 actions Triangle Industries. Aux 10 000 titres qu'il avait acquis en passant ses ordres « en clair », le 15 novembre, auprès de la banque Hottinguer à Paris, s'ajouteraient en effet 40 000 autres achetées, cette fois de façon détournée et masquée, à partir d'un compte à la Banque cantonale vaudoise, à Lausanne, en Suisse.



Recoupée dans l'entourage de la Commission des opérations de Bourse (COB), qui s'apprête à clore en début de semaine prochaine son enquête sur les délits d'initiés, cette information a circulé dans les hautes sphères gouvernementales, durant la journée du vendredi 20 janvier, créant une certaine consternation en raison des très anciens liens d'amitié de M. Pelat avec M. François Mitterrand. Elle est cependant soumise à une réserve : le fils de M. Pelat se prénomme lui aussi Roger-Patrice. Le Monde a cherché en vain à joindre M. Pelat depuis le jeudi soir 19 janvier, en

laissant des messages à son domicile parisien et à sa propriété de Solagne.

A travers son fils ou de sa seule initiative, M. Pelat n'aurait donc pas été un acheteur de second rang ainsi que le laissait entendre M. Max Théret, seul à s'exprimer publiquement dans cette affaire, alors que l'ami du président de la République restait silencieux.

ERIC IZRAELEWICZ, JEAN-FRANÇOIS LACAN, GEORGES MARION et EDWY FLENIOL.

(Lire la suite page 6 et le point de vue de GILBERTE BEAUX page 7.)

Le discours inaugural au Capitole

La « brise nouvelle » du président Bush

Le nouveau président américain George Bush a officiellement pris ses fonctions vendredi 20 janvier, après avoir prêté serment devant le Congrès. Dans son discours inaugural, au ton conciliant, il a mis l'accent sur la « brise nouvelle » qui doit marquer son mandat.

WASHINGTON de notre correspondant

Ronald Reagan est parti, simplement, en silence, et avec le sourire, et George Bush a entamé son mandat de président par un discours plein de bonnes intentions et de sentiments élevés. Vendredi 20 janvier fut une journée où les Américains se sont fait chaud au

cœur, et se sont congratulés d'être... Américains.

Devant l'hélicoptère, un homme fait un bref salut militaire ; un autre, debout sur les marches de marbre du Capitole, lui rend son salut ; entre eux, quelques dizaines de mètres, la distance qui sépare déjà l'ancien président Reagan du nouveau président Bush.

Telle fut la dernière séquence de la transition, la dernière image de la plus amicale des passations de pouvoirs que les Etats-Unis aient connues depuis plus d'un siècle. Après quoi les caméras ont longtemps suivi dans le ciel l'hélicoptère qui emmenait les Reagan vers une base militaire, première étape vers la Californie. Et puis on a fini par revenir à autre chose, au présent.

Tout au long de la matinée, M. Reagan n'avait pas prononcé une parole à l'intention du public, malgré tous les micros qui se tendaient et les injonctions des journalistes. Sans doute parce que tout avait été dit et qu'il ne voulait pas voler la vedette à son successeur.

La journée avait commencé presque normalement - par un rapport de son conseiller pour les affaires de sécurité, mais un rapport bien succinct et taillé sur mesure. « Le monde est calme aujourd'hui, monsieur le président », lui avait déclaré le général Colin Powell. Après quoi, M. Reagan, sacrifiant à la tradition, avait glissé dans un tiroir de son bureau un petit message à l'intention de son successeur.

JAN KRAUZE. (Lire la suite page 3.)

Ouverture du 23^e MIDEM à Cannes

Disques : l'art et le marché

Le vingt-troisième MIDEM (Marché international du disque, de l'édition musicale, de l'équipement et de la vidéo-musique) s'est ouvert le samedi 21 janvier à Cannes. Huit mille professionnels y sont attendus : un chiffre record.

L'art de la phonographie est celui de la musique multipliée par elle-même, écrit Evan Eisenberg, « phonomaniaque » dont le remarquable ouvrage sur les heurs et les malheurs de la musique enregistrée, vient de paraître en français (1). Une activité artistique que l'édition phonographique ? L'assertion est à méditer quand s'ouvre, pour la vingt-troisième année consécutive, l'un des Salons où se réunit l'ensemble de la profession : un « marché ».

A Cannes, cette année, l'optimisme régnera sur les stands

grâce au boom provoqué sur les ventes par le succès du support compact, dans la foulée d'une baisse de la TVA obtenue de haute lutte par une profession naguère quasi asphyxiée. 34,3 % de progression pour le chiffre d'affaires de l'industrie du disque, tous supports confondus. Un million d'albums de Jean-Jacques Goldman vendus... Des chiffres, des chiffres. Qui font une fois de plus oublier que si le disque est en effet destiné à être vendu, il a pour première fonction d'être écouté. Qu'il doit donc être conçu comme un objet d'art. On est loin du compte !

ANNE REY. (Lire page 13 les articles de CLAUDE FLEOUTER et ALAIN LOMPECH.)

(1) Phonographies. Editions Aubier, 128 francs.

Le Monde

RÉGIONS

L'informatique change la vie

La gestion du personnel dans le Val-de-Marne

Le tour de France de nos correspondants

PAGE 16

JACQUELINE GRAPIN

Pacific America

Pour tout savoir, ou en tout cas comprendre, le maximum des Etats-Unis à l'aube d'une nouvelle présidence. Michel Tatu "Le Monde"

Ce livre décrit avec rigueur la singularité américaine. Paul-Jean Franceschini "L'Express"

Qui souhaite comprendre ce que furent les années Reagan doit ouvrir le livre de Jacqueline Grapin. Georges Sureau "Le Figaro"

PLOD

JACQUELINE GRAPIN

Pacific America

Pour tout savoir, ou en tout cas comprendre, le maximum des Etats-Unis à l'aube d'une nouvelle présidence. Michel Tatu "Le Monde"

Ce livre décrit avec rigueur la singularité américaine. Paul-Jean Franceschini "L'Express"

Qui souhaite comprendre ce que furent les années Reagan doit ouvrir le livre de Jacqueline Grapin. Georges Sureau "Le Figaro"

PLOD

La réception de Michel Debré à l'Académie française

Contre une Europe politique

Le discours du récipiendaire

La réponse du professeur Jean Bernard

Pages 9 à 12

هكذا من الواجب

هكذا من الأصل

2 Le Monde • Dimanche 22-Lundi 23 janvier 1989 •••

Dates

Il y a quarante ans

Le procès Kravchenko

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850 672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-91

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Daniel Vernet.

Rédacteur en chef :
Claude Salas.

Le Monde

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarifs	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	780 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
PORTAGE :
Pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

□ □ □ □

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

« MESSIEURS, je suis heureux de me trouver en France devant un tribunal démocratique. Les États-Unis m'ont sauvé la vie en ne me livrant pas aux soviets. Je demande aux juges d'établir la diffamation et la provocation, et de rendre publics les noms de mes diffamateurs et de ceux qui les ont inspirés. Depuis quatre ans, j'ai rompu avec le régime soviétique. Pourtant, j'aime mon pays... Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour mes compatriotes qui n'ont pas pu s'échapper, qui ne peuvent rien dire, qui doivent souffrir. Ce que j'ai fait, je l'ai fait pour le monde entier... »

En quelques mots, tout est dit en ce 24 janvier 1949 devant la 17^e chambre correctionnelle de la Seine. Ce que l'histoire retiendra sous le nom de « procès Kravchenko » — et qui est en réalité le procès en diffamation intenté par Victor Andreïevitch Kravchenko au journal littéraire communiste *Les Lettres françaises*, à son directeur Claude Morgan et au journaliste André Wurmser, — débute à Paris.

Curieux et fascinant personnage que le héros de ce procès. Portant beau, élégamment vêtu, les cheveux noirs ondulés, il apparaît aux journalistes, en ce premier jour du procès, comme un homme de quarante ans d'élégante stature, au grand calme apparent. En fait, au fil des débats, il se montre emporté, fougueux, violent, autoritaire, ayant le sens de la formule et de la publicité. Mais plus que sa personnalité, c'est le caractère exemplaire de son histoire qui retient l'attention. Né en 1905 en Ukraine, d'abord ouvrier mineur, il adhère en 1930 au Parti communiste. Commence alors son ascension dans la nomenklatura naissante. A ce titre, il est envoyé en 1932 en Ukraine, jouant un rôle dans la collectivisation forcée des campagnes soviétiques. Grâce à la protection d'Ordjokindze, il franchit les échelons de la hiérarchie communiste, non sans éprouver, après la mort de son protecteur, les rigueurs de la répression soviétique. Nommé directeur d'usine, il est accusé de détournement de fonds, puis acquitté. Il continue d'exercer des responsabilités importantes en Ukraine. En août 1943, ce haut fonctionnaire est envoyé à l'étranger comme membre de la mission d'achats de l'URSS à Washington. C'est dans cette position qu'il décide, le 4 avril 1944, de se démettre de ses fonctions et de se placer sous la protection de « l'opinion américaine », à une époque où le gouvernement de Washington, allié de Staline dans le conflit contre l'Axe, n'apprécie guère les dissidents qui perturbent ses relations avec Moscou.

« J'ai choisi la liberté »

Dès lors, Kravchenko se voue à une entreprise politique de dénonciation du régime soviétique, publiant des articles dans *Cosmopolitan* et travaillant avec acharnement à la rédaction d'un ouvrage autobiographique destiné à mettre à nu les tares du communisme qu'il connaît de si près. Dès 1945 paraissent dans l'*American Mercury* quelques « bonnes feuilles », mais c'est en février 1946 que les éditions Scribner's mettent sur le marché *J'ai choisi la liberté*. Le succès est foudroyant : 503 000 exemplaires sont vendus en France, et le best-seller reçoit le prix Sainte-Beuve. Comment s'expliquent et le succès et le scandale qui entourent l'ouvrage ? D'abord par son contenu même : au fil des pages, l'auteur révèle, en racontant les désillusions d'un jeune communiste, la faillite du régime, la misère, la faim, le froid pour le plus grand nombre, contrastant avec les privilèges et l'aisance dont jouissent les fonctionnaires du parti ou des soviets. Il dénonce l'arbitraire du pouvoir, l'espionnage institutionnalisé, la sourde terreur des « purges » qui habite les responsables et chacun des membres du parti. Témoin visuel, il décrit ce que fut la collectivisation forcée en Ukraine, l'incendie des villages, la famine planifiée, le troupeau lamentable des paysans en

route pour la déportation. Il y a pis : Kravchenko dénonce l'existence de camps de concentration en Union soviétique, l'utilisation systématique de la torture pour briser les accusés, le travail forcé des déportés.

Mais il est une autre raison qui explique le retentissement du livre de Kravchenko. Lorsque celui-ci paraît, la « guerre froide » entre les États-Unis et l'Union soviétique est en train de se mettre en place, mais l'opinion française, attachée, comme le gouvernement Ramadier, aux alliances de la période de guerre, marque un temps de retard. Pour elle, l'Union soviétique et son chef Staline demeurent les grands vainqueurs de Hitler en Europe. Comment admettre chez des alliés dont on admire le courage, auxquels on voue une reconnaissance sans bornes, l'existence d'un régime d'oppression ou le hideux visage de l'univers concentrationnaire ?

C'est sur ces sentiments de l'opinion publique qu'entend jouer le Parti communiste français pour dévaloriser le témoignage en discréditant l'auteur. Dès sep-

tembre 1947, dans l'hebdomadaire *Action*, Roger Vailland donne le ton : « Au sens précis du mot, objectivement, historiquement, Kravchenko est un traître... Il saute aux yeux que tout témoignage de Kravchenko sur sa patrie d'origine, c'est-à-dire sur son adversaire à lui, homme déloyal, doit être suspect. » Franchissant un pas de plus, les *Lettres françaises* publient le 13 novembre 1947 un article signé Sim Thomas (mystérieux personnage dont nul ne retrouvera la trace et dont on n'apprendra qu'en 1979 qu'il sert de pseudonyme pour l'occasion à André Ulmann, collaborateur de l'hebdomadaire), article intitulé « Comment fut fabriqué Kravchenko » : l'auteur y présente le transfuge comme un petit fonctionnaire intrigant, paresseux, coupable de malversations, recruté par les services secrets américains alors qu'il allait être renvoyé à Moscou, et tout à fait incapable d'écrire le livre qu'on lui avait commandé et que les menchevistes vivant aux États-Unis se sont chargés de rédiger à sa place. C'est à la suite de cet article que Kravchenko, après avoir pris les conseils d'un grand avocat résistant, M^{re} Izard, décide en janvier 1948 d'assigner les *Lettres françaises* pour diffamation. La polémique se poursuivait, seront joints à l'assignation d'autres articles des *Lettres françaises*, en particulier un billet de critique littéraire André Wurmser affirmant : « Autrefois, les prédécesseurs de Kravchenko défendaient les « trotskistes ». Aujourd'hui, leur presse défend Kravchenko. Aujourd'hui comme autrefois, ces gens font l'éloge du déshonneur... De deux choses l'une : ou Kravchenko ment, ou c'est un être abject... »

Si ce procès a une apparence — la plainte en diffamation déposée par Kravchenko contre l'hebdomadaire communiste, — sa réalité est tout autre : il s'agit, comme l'affirme le Monde du 25 janvier, d'« un duel de publicité politique ». C'est un réquisitoire contre le régime soviétique qu'entend présenter l'ancien haut fonctionnaire en se servant de la barre du tribunal correctionnel et de l'exceptionnelle couverture journalistique des audiences.

C'est au contraire à ruiner cette entreprise que s'appliquent les *Lettres françaises* et leurs défenseurs, à la fois en ôtant toute crédibilité au transfuge et en présentant des contre-témoignages de personnalités au-dessus de tout soupçon afin de démentir les allégations du livre sur la réalité soviétique. Du 24 janvier au 4 avril, au long de vingt-six audiences passionnées, les deux tactiques se déroulent implacablement, avec le souci non d'établir une vérité dont chacun sait bien qu'elle ne parlera qu'aux convaincus, mais de marquer des points sur l'adversaire en espérant secrètement l'incident d'audience qui conduirait à son effondrement.

Pour détruire Kravchenko, les *Lettres françaises* n'épargnent rien, assimilant sans sourciller leur cause à celle de la

les besoins de sa vente aux États-Unis, adapté par un journaliste américain.

Et surtout, fait plus important aux yeux de Kravchenko, des témoins établissent la véracité de ses affirmations sur la réalité soviétique. Voici Olga Marchenko et son mari, un couple de paysans ukrainiens, qui décrivent la persécution des paysans de leur région, réputés « koulaks » pour les besoins de la cause, l'arbitraire administratif, la famine organisée, la brutalité de la répression (Olga Marchenko, enceinte de huit mois, expulsée manu militari de sa maison et jetée dans la neige). Voici l'ingénieur Kysilo, autre témoin de la famine ukrainienne, qui raconte par le menu le système carcéral soviétique, la peur, les menaces, les coups, les aveux extorqués à force de chantage et concernant des crimes imaginaires, avant d'évoquer la vie quotidienne dans un camp de déportés de l'Oural, dont il a été libéré après un acquittement aussi peu compréhensible que sa condamnation. Voici Margarethe Buber-Neumann, fille du philosophe Martin Buber et épouse du dirigeant communiste allemand Heinz Neumann, incarcérée par Staline dans un camp en Sibérie (que M^{re} Blumel, avocat de la défense, s'obstine à nommer « zone de résidence forcée ») avant d'être livrée aux SS en janvier 1940 et de faire à Ravensbrück l'expérience comparée des systèmes concentrationnaires soviétique et nazi. Témoignage accablant qui, pour une fois, interdit à la défense de tenter de discréditer le témoin en lui demandant ce qu'il faisait durant la guerre (affin de sous-entendre qu'il avait partie liée avec les Allemands...).

Dialogue de sourds

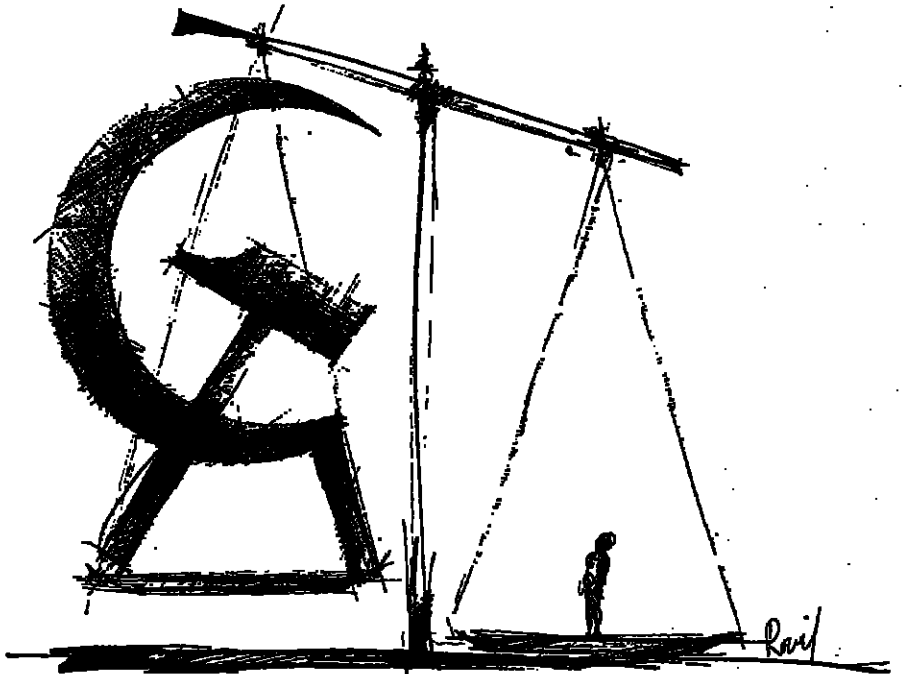
Ce n'est qu'à la mi-mars que s'achève l'interminable dialogue de sourds, prolongé cependant par les plaidoiries. C'est sans surprise que l'on entend les avocats de la partie civile réclamer la condamnation pour diffamation des *Lettres françaises*, au nom de l'authenticité du livre et de ses révélations, et ceux de la défense dénoncer la machine de guerre anticommuniste dont Kravchenko a été l'instrument. Sur le plan judiciaire, Kravchenko l'emporte. N'ayant pu démontrer qu'il n'était pas l'auteur de *J'ai choisi la liberté* ni que les allégations du livre étaient fausses, Claude Morgan, directeur des *Lettres françaises*, et André Wurmser sont condamnés chacun à 5 000 francs d'amende et à 50 000 francs de dommages et intérêts (peine que la cour d'appel, tout en confirmant le fond du jugement, ramènera un an plus tard au franc symbolique de dommages et intérêts).

Politiquement, la victoire de Kravchenko est moins évidente. Si la quasi-totalité de la presse et si la plus grande partie de l'opinion ne mettent pas en doute l'authenticité du livre, la crainte de verser dans l'anticommunisme retient la plupart des intellectuels de la gauche non communiste (à *Témoignage chrétien*, à *Esprit*, aux *Temps modernes*...) d'accorder à l'ouvrage un total crédit. Le faire, ne serait-ce pas se ranger dans le camp du capitalisme honni, fournir des munitions aux États-Unis dans la « guerre froide » ? Si bien qu'une autocensure volontaire limite l'audience du livre et du procès.

Comme on pouvait s'y attendre, le procès Kravchenko n'a changé aucune des convictions antérieures. Les adversaires du communisme y trouvent une éclatante confirmation de leur choix. Mais, aux élections du 17 juin 1951, le Parti communiste remporte 26,9 % des suffrages (égalant presque son record de 1946 : 28,2 %). Un quart de siècle avant la traduction en France de *l'Archipel du goulag*, de Soljénitsyne, dix ans avant la révélation par Khrouchchev des crimes de Staline, Kravchenko avait dit l'essentiel. Mais c'est un homme bien oublié, amer d'un témoignage manqué, qui se donne la mort à New-York en 1966, désespéré de l'intervention américaine au Vietnam.

Quand une vérité est-elle bonne à dire ?

SERGE BERSTEIN.



tembre 1947, dans l'hebdomadaire *Action*, Roger Vailland donne le ton : « Au sens précis du mot, objectivement, historiquement, Kravchenko est un traître... Il saute aux yeux que tout témoignage de Kravchenko sur sa patrie d'origine, c'est-à-dire sur son adversaire à lui, homme déloyal, doit être suspect. » Franchissant un pas de plus, les *Lettres françaises* publient le 13 novembre 1947 un article signé Sim Thomas (mystérieux personnage dont nul ne retrouvera la trace et dont on n'apprendra qu'en 1979 qu'il sert de pseudonyme pour l'occasion à André Ulmann, collaborateur de l'hebdomadaire), article intitulé « Comment fut fabriqué Kravchenko » : l'auteur y présente le transfuge comme un petit fonctionnaire intrigant, paresseux, coupable de malversations, recruté par les services secrets américains alors qu'il allait être renvoyé à Moscou, et tout à fait incapable d'écrire le livre qu'on lui avait commandé et que les menchevistes vivant aux États-Unis se sont chargés de rédiger à sa place. C'est à la suite de cet article que Kravchenko, après avoir pris les conseils d'un grand avocat résistant, M^{re} Izard, décide en janvier 1948 d'assigner les *Lettres françaises* pour diffamation. La polémique se poursuivait, seront joints à l'assignation d'autres articles des *Lettres françaises*, en particulier un billet de critique littéraire André Wurmser affirmant : « Autrefois, les prédécesseurs de Kravchenko défendaient les « trotskistes ». Aujourd'hui, leur presse défend Kravchenko. Aujourd'hui comme autrefois, ces gens font l'éloge du déshonneur... De deux choses l'une : ou Kravchenko ment, ou c'est un être abject... »

Si ce procès a une apparence — la plainte en diffamation déposée par Kravchenko contre l'hebdomadaire communiste, — sa réalité est tout autre : il s'agit,

Résistance, celle de Kravchenko et de ses partisans devenant celle des « miliciens ». Au service de son objectif, le Parti communiste mobilise les « compagnons de route » qui acceptent encore une fois de servir (malgré les doutes de certains) : les catholiques Louis Martin-Chauffier et Pierre Debray, les progressistes Emmanuel d'Astier de La Vigerie et Pierre Cot, le général Petit, conseiller de la République et dirigeant de France-URSS, les écrivains Vercors et Jean Cassou, le physicien Frédéric Joliot-Curie, haut-commissaire à l'énergie atomique. Témoins de moralité affirmant leur respect pour l'hebdomadaire et ses rédacteurs ou évoquant leur expérience de la vie en URSS, ils condamnent unanimement l'ouvrage de Kravchenko. Contre celui-ci, on fait venir d'URSS des hommes qui ont connu sa famille et ses activités, et qui dressent de lui un portrait peu flatteur, son ex-épouse M^{me} Gorlova qui le traite de menteur, d'hypocrite, et affirme n'éprouver pour lui que du mépris, son supérieur de la mission d'achats soviétique aux États-Unis, le général Rudenko, reçu avec des égards particuliers et qui, avant de déposer, affirme tout de go que le transfuge est à ses yeux « un traître et un déserteur ». Enfin, pour faire bonne mesure, philologues et historiens communistes viendront expliquer les raisons qui les incitent à croire que *J'ai choisi la liberté* n'a pas été écrit par son signataire.

De son côté, Kravchenko et ses avocats s'appliquent à répondre point par point aux mises en cause des *Lettres françaises*, établissant patiemment que le plaignant a bien été le haut fonctionnaire qu'il prétend être, opposant les témoins de sa vie aux témoignages hostiles venus d'URSS, démontrant surabondamment que l'auteur de *J'ai choisi la liberté* et Kravchenko ne font qu'un, même si l'ouvrage a été, pour

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

ALAIN JUPPE

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Erich IZRAELEWICZ (Le Monde)
Paul JOLY
et Janine PERRIMOND (RTL)

en direct sur
RTL

Afrique

MAROC

Forte baisse des transferts opérés par les émigrés

Rabat. — Les transferts au Maroc des revenus des ressortissants marocains travaillant à l'étranger ont baissé de plus de 22 % au cours des dix premiers mois de 1988 par rapport à la période correspondante de 1987, tombant à l'équivalent d'environ 6 milliards de francs contre environ 7 milliards, souligne l'hebdomadaire marocain *la Vie industrielle et agricole*.

C'est, notent les observateurs, une sérieuse menace sur le premier poste en recettes de la balance des paiements marocaine. Une réduction des transferts de l'ordre de 15 % par rapport aux six premiers mois de 1987 avait déjà été observée pendant le premier semestre. La période des congés d'été, qui voit les travailleurs marocains à l'étranger séjourner au Maroc, n'a pas permis de redresser la barre.

Selon le journal, le phénomène devient ainsi une « *dommé structurelle* » s'expliquant par un faisceau de causes, dont le tarissement du flux migratoire du Maroc vers l'Europe et vers les pays du Golfe, le chômage en Europe, les politiques de regroupement familial, qui créent des charges nouvelles et diminuent la propension à épargner, ainsi que la remontée du cours du dirham.

L'hebdomadaire met également en cause les banques marocaines, qui, selon lui, n'offrent aux émigrés ni des conditions de rémunération concurrentielles par rapport à celles offertes dans les pays d'accueil européens ni des projets d'investissement pouvant les intéresser, notamment dans la petite et la moyenne industries. Les experts ont également relevé que les quelque six cent mille Marocains émigrés venant chaque année en vacances au Maroc avec leur voiture préfèrent désormais apporter avec eux des marchandises destinées à leur famille plutôt que d'envoyer régulièrement des fonds.

Conflit minier

D'autre part, un conflit social, déclenché il y a un mois à Jerada, dans le nord-est du pays, par une grève des mineurs revendiquant la revalorisation de leur salaire et l'amélioration des conditions de travail, s'est aggravé il y a quelques jours avec l'arrestation d'une dizaine d'ouvriers et d'une cinquantaine de lycéens qui manifestaient, à rapporté vendredi 20 janvier le journal *Al-Itihad Al-Ichiraki*, l'organe en langue arabe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Selon ce journal, le tribunal de première instance d'Oujda (chef-lieu de Jerada) a prononcé jeudi des peines de deux à trois mois de prison ferme à l'encontre de trois des quatorze ouvriers appréhendés au début du conflit.

Sous le titre « *Rendre justice aux mineurs* », l'*Opinion*, organe du Parti de l'istigial (opposition nationaliste), a confirmé vendredi que des manifestations de lycéens avaient eu lieu mercredi aux alentours de deux établissements scolaires de Jerada. Les élèves « *scandaient des slogans de solidarité avec les grévistes des Charbonnages du Maroc* ».

Le syndicat des mineurs, la Confédération démocratique du travail (CDT), affiliée à l'USFP, a renouvelé dans un communiqué « *son soutien inconditionnel aux grévistes* ». Tout en condamnant les opérations de « *provocation* » dont sont victimes, selon lui, « *les ouvriers et leurs familles* », il réclame « *l'annulation des condamnations à la prison et la libération de l'ensemble des détenus politiques* ».

Dans son communiqué, publié par *Al-Itihad*, la CDT demande enfin au premier ministre et au ministre de l'Intérieur d'intervenir pour trouver une solution à ce problème, en estimant que « *l'ouverture du dialogue avec les ouvriers demeure le meilleur moyen pour résoudre l'ensemble des problèmes en suspens* ». — (AFP.)

● Visite du ministre algérien de l'Information. — M. Ali Mohamed Ammar est arrivé vendredi 20 janvier à Marrakech pour une visite à l'invitation du ministre marocain de l'Intérieur et de l'Information, M. Driss Basi. Il a indiqué que ce séjour lui permettrait d'avoir des entretiens sur « *les questions qui servent les peuples marocain et algérien et l'unité du Maghreb arabe* », et de transmettre « *les salutations fraternelles* » du président Chadli Bendjedid au roi Hassan II. Cette visite a commencé deux jours après celle effectuée au Maroc par le ministre algérien des affaires étrangères, M. Boualem Bassaïeh. Celui-ci a déclaré que le président Chadli avait accepté « *avec joie* » une invitation du roi Hassan II à se rendre au Maroc, à une date fixée ultérieurement. — (AFP.)

UGANDA

Un entretien avec le président Museveni « 1989 pourrait bien voir la fin de la guerre »

KAMPALA de notre envoyé spécial

C'est sous un grand auvent de toile, solidement amarré sur les pelouses de *State House*, à une volée d'ibis du lac Victoria et de la petite ville d'Entebbe, que Yoweri Museveni reçoit ses visiteurs. L'aveugle est de couleur kaki, mais le chef de l'Etat porte l'habit civil : costume sombre, cravate *idem*, le regard attentif, volontiers malicieux, corrigeant la lourdeur un peu solennelle de la silhouette présidentielle. Agé de quarante-quatre ans, le numéro un ougandais fête, ce mois-ci, le troisième anniversaire de son arrivée au pouvoir. Avec une ostensible sérénité.

Une des priorités du nouveau régime, ramener la paix dans un pays que les dictatures successives de Idi Amin Dada et de Milton Obote ont plongé, pendant près de vingt ans, dans l'horreur des massacres et le chaos économique, cette priorité-là n'est-elle pas en voie de se réaliser ? « *Il reste encore des poches conflictuelles dans le Nord, du côté de Gulu notamment. Mais si vous comparez avec ce qui se passait en 1986 et 1987, c'est extrêmement réduit* », affirme le président Museveni.

Amnistie

Le retour au pays de la presque totalité des réfugiés ougandais semble lui donner raison. Depuis ces trois dernières années, près de 350 000 paysans, qui s'étaient exilés dans le sud du Soudan pour fuir la guerre civile, sont revenus chez eux, dans le West Nile (nord-ouest de l'Ouganda). La plupart de ces gens ont recommencé à cultiver leurs champs et à récolter, comme le souligne le délégué du haut-commissariat aux réfugiés (HCR). « *Je suis confiant, dit le chef de l'Etat. L'année 1989 pourrait bien voir la fin de la guerre.* »

A en croire le président Museveni, qui occupe les fonctions de ministre de la Défense et de commandant en chef de l'armée nationale de résistance (NRA), l'insécurité serait désormais à portée de fusil. Plus question de tergiverser : l'accord de paix, signé en juin dernier avec un des groupes rebelles du Nord, ne sera pas renouvelé. Les bandes armées qui écumant encore la région de Soroti (nord-est de l'Ouganda) ont peu de chance de s'en voir honorer.

« *Ceux qui veulent se rendre peuvent le faire sans crainte. La loi*

d'amnistie [annoncée en juillet 1987] leur permet et leur offre, en plus, des garanties de réinsertion. L'accord que nous avons signé à Gulu n'était pas une erreur. Mais le fait d'en signer un autre risquerait de créer plus de problèmes qu'il n'en résoudrait. Cela donnerait l'impression que ceux qui ont provoqué les troubles, ceux qui sèment l'insécurité, peuvent être récompensés. Cela ne serait pas bon pour le pays. »

S'il se refuse à dévoiler le nombre de soldats actuellement mobilisés sous les drapeaux de la NRA, s'il met un peu trop d'aplomb à minimiser les dépenses militaires — « *pas plus de 10 % du budget national. Non, moins. Disons autour de 8 %* », s'étonne-t-il lui-même, — le dirigeant ougandais ne se dérobe pas, en revanche, quand sont abordées certaines questions épineuses ou ayant suscité, dans les capitales africaines



et occidentales, des inquiétudes et des critiques. La présence d'instructeurs libyens, dénoncée par les journaux kenyans ? « *Il n'y a pas un seul soldat libyen sur le sol ougandais. Nous avons un petit nombre d'étrangers, une poignée, chargés de former nos hommes. Cela fait partie de notre politique de coopération internationale et je ne vois pas au nom de quoi la presse kenyane devrait nous donner des leçons sur ce point.* »

Les nouveaux cas de violations des droits de l'homme, révélés en décembre par Amnesty International et dont les journalistes ougandais ont pu se faire l'écho ? « *Nous sommes au courant de ces rapports. Une commission d'enquête militaire*

a été mise en place pour suivre ces dossiers. Tout criminel, qu'il soit en uniforme ou en civil, doit être jugé et puni. » Confirmant cette volonté présidentielle, un amendement a été voté par le Parlement il y a un mois, afin d'accélérer l'instauration d'une juridiction d'exception. Et, depuis le milieu de l'année 1988, la presse de Kampala indique régulièrement les cas de soldats de la NRA reconnus coupables d'atrocités contre la population civile et qui sont désormais passés par les armes. La chose est suffisamment inédite pour être signalée.

Une nouvelle Constitution ?

La mauvaise réputation de l'Ouganda, forgée par des années de bains de sang et par les bouffonneries médiatiques d'Idi Amin Dada, sera toutefois très longue à effacer. Alors que les rafales de kalachnikov sont loin d'être éteintes, l'Ouganda songe pourtant aux moyens de jeter les bases d'un véritable Etat de droit. Une commission a ainsi été nommée pour élaborer un nouveau projet de Constitution. « *C'est une tâche très importante, mais qui va prendre beaucoup de temps* », admet le président Museveni. « *Il faut consulter les gens. C'est difficile de vous donner une date. Peut-être en 1991...* »

Sur le plan économique, le chef de l'Etat se montre, certes, satisfait de la timide embellie que connaît le pays : l'aide internationale afflue, « *car les Occidentaux ont confiance dans notre programme* ». Mais l'inflation — on espère la réduire à 150 % voire 100 % en 1989 — et la corruption — « *un problème majeur, tant économiquement que moralement* » — continuent à marquer des records. Sur ce chapitre, comme sur les autres, chaque coup de balai doit venir à son heure.

Sûr de lui, mais sans arrogance, le président Museveni est réputé pour son pragmatisme et sa ténacité. Les quelque quinze ans qu'il a passés dans le maquis lui ont sans doute appris l'art de la patience et celui de la tactique. Sur la table basse installée devant lui, trône un livre flamboyant : *Twentieth Century of Warriors* (le vingtième siècle des guerriers). L'ancien étudiant de l'université de Dar-es-Salaam, qui fit ses premières armes au Mozambique aux côtés de Samora Machel, a gardé le goût des batailles. Il lui en reste beaucoup à gagner.

CATHERINE SIMON.

Proche-Orient

Une nouvelle rencontre américano-palestinienne a eu lieu au siège de l'OLP à Tunis

TUNIS de notre correspondant

Une nouvelle rencontre américano-palestinienne a eu lieu, mardi 17 janvier, à Tunis, à-on appris jeudi de source palestinienne. Elle s'est, cette fois, déroulée au siège de l'OLP, alors que la précédente s'était tenue, le 31 décembre, à l'ambassade américaine (le Monde du 4 janvier). L'ambassadeur des Etats-Unis, M. Robert Pelletreau, avait alors fait part au représentant palestinien, M. Hakam Palaoui, de l'intérêt de son pays pour toute information relative à l'attentat contre le Boeing-747 de la Pan Am au-dessus de l'Ecosse en décembre dernier. Il avait également été question des otages américains du Liban.

De part et d'autre, on affirme qu'il ne faut voir dans le premier déplacement du diplomate américain au siège de l'OLP qu'un « *échange de courtoisie* », et, pour autant que l'on sache, les Palestiniens ne disposeraient actuellement d'aucun élément nouveau concernant les deux questions abordées le 31 décembre. Quant à l'avenir du dialogue américano-palestinien, l'OLP insiste pour qu'un accord intervienne sur quatre points « *fondamentaux* », ainsi définis par Abou Iyad (M. Salah Khalaf), adjoint de M. Yasser Arafat à la direction du Fath :

1) Régler « *une fois pour toutes* » le problème de la représentation palestinienne dans toute négociation de paix. L'OLP doit être représentée en tant que telle ou s'agiter au même titre que les autres parties dans une délégation arabe commune. Mais « *il est exclu* », qu'elle soit associée à un seul pays arabe au sein, par exemple, d'une délégation jordanio-palestinienne ou égypto-

palestinienne, souligne le dirigeant palestinien.

2) L'OLP s'oppose à des négociations directes et n'acceptera de négocier que dans le cadre d'une conférence internationale. « *Cependant*, nous sommes prêts à toute rencontre avec des Israéliens pour faciliter la tenue d'une conférence internationale comme ce fut le cas, par exemple, lors du récent colloque qui s'est tenu à Paris sur le rôle de l'Europe au Proche-Orient » (le Monde daté 15-16 janvier).

3) Il est « *hors de question* » que l'OLP renonce au droit à l'autodétermination et à un Etat indépendant.

4) Il faut que soit « *clairement établie* » la distinction entre le terrorisme et l'intifada (soulèvement palestinien) « *qui est une lutte de libération* ».

Le rôle de l'Europe

Evoquant l'après la visite que M. Yasser Arafat effectuera le 27 janvier à Madrid pour y rencontrer les ministres espagnol, français et grec des affaires étrangères, Abou Iyad a déploré que l'Europe « *ne soit pas encore à la hauteur, alors que l'OLP attend qu'elle tienne son rôle* » dans le processus de paix.

« *Il y a des tentatives d'Israël pour maintenir l'Europe à l'écart, et cela ne semble pas déplaire aux Etats-Unis* », remarque M. Salah Khalaf, qui souhaite que l'Europe, en tant que Communauté — et non par des prises de position individuelles — reconnaisse sans tarder l'Etat palestinien proclamé à Alger et appelle à la tenue d'une conférence internationale.

MICHEL DEURÉ.

Embarras à Berne

Un ancien chef de la sécurité irakienne demande une accréditation à l'ONU

GENÈVE de notre correspondante

Consternation et gêne dans les milieux diplomatiques de Genève, anglaise parmi les opposants irakiens et les Kurdes : le demi-frère du président irakien Saddam Hussein, M. Barzan Takriti, réputé pour les responsabilités qu'il eut dans le passé à la tête des services de renseignement politique de son pays, a présenté une demande d'accréditation pour occuper le poste de représentant permanent de l'Irak auprès de l'ONU à Genève.

Ce qui signifie notamment qu'il pourra participer à la prochaine session de la Commission des droits de l'homme qui doit s'ouvrir le 31 janvier et dont l'Irak est, cette année, membre. Ce pays fait également partie du groupe chargé d'examiner des « *situations qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme* ».

M. Jan Martenson, secrétaire général adjoint de l'ONU et directeur du Centre des droits de l'homme, ne pouvait qu'agréer une telle demande, jamais le secrétaire des Nations unies n'ayant refusé d'accréditer le représentant de l'un de ses Etats membres. Cependant, l'administration onusienne n'avait toujours pas, vendredi 20 janvier, rendu publique cette acceptation, conclue au plus haut niveau.

M. Takriti se trouve déjà à Genève, muni d'un visa de tourisme, valable trois mois.

ISABELLE VICHNIAC.

Diplomatie

RFA

Le soixante-quinzième anniversaire de Willy Brandt a donné lieu à un ballet diplomatique à Bonn

BONN de notre correspondant

On connaissait déjà la « *diplomatie des obsèques* ». Le président fédéral Richard von Weizsäcker (chrétien démocrate) vient d'inaugurer avec succès une manière nouvelle de réunir informellement les grands de ce monde : le déjeuner d'anniversaire.

Celui qu'il avait organisé vendredi 20 novembre, à la villa Hammerschmidt, siège de la présidence fédérale à Bonn, avait pour hôte d'honneur l'ancien chancelier social-démocrate Willy Brandt, qui fêtait ses soixante-quinze ans. Ses amis de l'Internationale socialiste, dont il est toujours le président, étaient venus en nombre : le compagnon d'exil Bruno Kreisky rappela le temps où Willy Brandt, qui s'était enfui de l'Allemagne nazie vers la Norvège, était « *le grand architecte de la petite internationale de Stockholm* ». L'Europe du nord était représentée en force, marquant ainsi les liens particuliers qui unissaient l'ex-chancelier à cette région : M. Gro Harlem Brundtland, premier ministre de Norvège, est la fille d'un militant socialiste avec lequel Willy Brandt était très lié pendant les années noires. D'autres éminents socialistes ou sociaux-démocrates étaient également présents : les présidents François Mitterrand et Mario Soares (Portugal), le vice-président du conseil israélien, M. Shimon Peres, le chancelier autrichien Franz Vranitzky, le président tchécoslovaque Karel Anžl, le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez. Pour l'occasion s'étaient joints à cette famille idéologique des hommes qui n'en font certes pas partie, mais qui tenaient à rendre hommage à un homme qualifié par Richard von Weizsäcker de « *figure de proue du monde après la seconde guerre mondiale* », dont le chancelier Kohl lui-même.

Deux absences furent remarquées. L'une était bien involontaire, celle d'un acteur du « *Printemps de Prague* », M. Jiri Hajek, interdit de voyage par les gouvernements tchécoslovaques. Quant à M. Helmut

Schmidt, autre grand absent, il ne faisait que rendre la monnaie de sa pièce à son prédécesseur à la Chancellerie, qui avait préféré un voyage au soleil à la célébration de ses soixante-dix ans, au mois de décembre dernier.

Très ému par le flot des hommages qui déferlaient sur lui, Willy Brandt remercia en ces termes le président fédéral pour son discours : « *Vous avez fait un bon travail préparatoire pour ma nécrologie, à moins que je ne fasse encore une grosse bêtise* ».

Les entretiens de M. Rakowski

La diplomatie d'anniversaire, ce fut aussi, et peut-être surtout, les quelques deux cents rencontres bilatérales recensées à cette occasion par le ministère des affaires étrangères. L'hôte sans conteste le plus remarqué, de ce point de vue, fut le nouveau premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski. Premier chef de gouvernement polonais à se rendre en RFA, il devait profiter de sa présence à Bonn pour s'entretenir avec le chancelier Kohl et M. Hans Dietrich Genscher.

Les relations germano-polonaises sont entrées dans une phase particulièrement active. Les deux parties sont désireuses de faire de 1989 l'année de la normalisation complète des relations entre les deux pays, profitant du cinquantième anniversaire de l'attaque nazie contre la Pologne, le 1^{er} septembre 1939. Le chancelier devrait se rendre en visite officielle en Pologne avant cette date. D'ici là, il faudra apurer autant que possible le contentieux, qui demeure entre Bonn et Varsovie, qui concerne au premier chef le réajustement de la dette polonaise à la RFA et le statut de la minorité allemande en Pologne.

M. Rakowski s'est également entretenu pendant une demi-heure avec le président Mitterrand, lequel a indiqué qu'il se rendrait en Pologne « *juste avant ou juste après les vacances d'été* ».

LUC ROSENZWEIG.

L'« arrogance » de M. Wörner !

BONN de notre correspondant

L'ancien ministre ouest-allemand de la Défense, M. Manfred Wörner, devenu secrétaire général de l'OTAN, a « *chocqué* » ses anciens collègues députés au Bundestag. Il avait été invité à témoigner devant la commission parlementaire d'enquête constituée pour élucider les causes de l'accident du meeting aérien de Ramstein, qui avait fait, le 25 août dernier, soixante-dix morts à la suite de la collision en plein vol de deux appareils des « *Freccia Tricolori* », la patrouille de démonstration de l'armée de l'air italienne. M. Wörner s'est

abrité derrière l'immunité liée à son statut de secrétaire général de l'OTAN pour refuser. M. Olaf Feldmann, porte-parole du FDP pour les questions de défense, a jugé cette attitude « *veulante et arrogante* ». Les députés ouest-allemands de tous les partis ont été d'autant plus irrités que la lettre dans laquelle M. Wörner exprimait son refus de témoigner était rédigée en anglais. La porte-parole du Parti social-démocrate, M. Edvard Heussen, lui a répondu avec humour dans la langue de Shakespeare pour exprimer le surprise de son parti. C'était signé « *your German Sozia* » (vos sociaux allemands).

L. R.

M. Roland Dumas en Israël

M. Roland Dumas était attendu en Israël, samedi 21 janvier dans la soirée, pour une visite au cours de laquelle il sera essentiellement question de la recherche de la paix au Proche-Orient, au moment où l'Europe cherche à s'impliquer activement dans la région au grand dam des responsables israéliens. Ceux-ci considèrent en effet la « *troïka* » (Espagne, Grèce, France), chargée par les Douze des contacts en vue d'une initiative de paix, comme trop pro-palestinienne à leur goût.

Les contacts de la « *troïka* » se poursuivront, vendredi 27 janvier, par une rencontre à Madrid avec M. Yasser Arafat — l'Espagne préside actuellement la CEE, — puis par une tournée des ministres des affaires étrangères espagnol, grec et français en Jordanie, en Syrie et en Egypte dans la première quinzaine de février, avant une réunion de coopération politique qui doit se tenir le 13 février et au cours de laquelle la mission des « *trois* » devrait être discutée.

M. Antoine Blanca devient le numéro deux de l'ONU

M. Antoine Blanca a été nommé directeur général des Nations unies pour le développement et la coopération économique internationale. Il remplacera M. Jean Ripert le 15 février à ce poste, qui est le second dans la hiérarchie de l'ONU, immédiatement derrière celui de secrétaire général.

[M. Antoine Blanca, né en 1936, était à l'origine professeur de lettres ; militaire socialiste, il a été conseiller technique au cabinet de M. Pierre Mauroy en 1981 et 1982. Il a été ensuite nommé ambassadeur itinérant pour les pays d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes (1982-1984). Il était ambassadeur à Buenos-Aires depuis avril 1984.]

● La France verse sa contribution à l'ONU. — La France a annoncé vendredi 20 janvier le versement de sa contribution obligatoire ordinaire au budget de l'ONU pour l'année 1989, soit 46,7 millions de dollars. La contribution totale de la France atteindra ou dépassera même 100 millions de dollars, la différence allant au financement des forces de paix de l'ONU.

Son montant exact ne sera connu que lorsque le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, aura présenté ses recommandations sur le budget de la force de transition de l'ONU (GANUPT) qui sera chargée de superviser le processus d'indépendance en Namibie. — (AFP.)

فكرنا من الأصل

Politique

Les suites de l'enquête sur le rachat d'American Can

L'enquête de la Commission des opérations de Bourse (COB) sur les délits d'initiés lors du rachat d'American National Can par Pechiney au groupe américain Triangle Industries est sur le point de se conclure. Chef du service de l'inspection, M. Jean-Pierre Michau devrait remettre ses conclusions plus tôt que prévu, en début de semaine prochaine. La transmission du dossier au parquet de Paris, entraînant l'ouverture d'une information judiciaire, est aujourd'hui l'hypothèse la plus probable. Un nouvel élément risque cependant de peser sur le climat politique entourant cette affaire.

Selon diverses sources, et notamment dans l'entourage de la COB, il apparaîtrait que M. Roger-Patrice Pelat, homme d'affaires, proche ami du président de la République, aurait acheté 40 000 actions Triangle supplémentaires, qui s'ajoutent aux 10 000 qui lui sont déjà formellement attribuées. A la différence de ces dernières, ces 40 000 actions n'auraient pas été achetées « en clair », mais en passant par une banque de Lausanne, en Suisse. Cette information a été transmise vendredi 20 janvier, dans un rapport confidentiel, à M. François Mitterrand.

Un total de 309 100 actions spéculatives sont concernées par l'enquête internationale menée à la demande du Securities and Exchange Comity (SEC). Tout le problème est à la fois d'identifier précisément qui se cache derrière les multiples intermédiaires financiers, déjà connus pour un total de 223 400 actions, et de retrouver le cheminement suivi par 85 700 actions dont les donneurs d'ordre sont, pour l'heure, totalement inconnus.

Dans tous les cas, au ministère des finances et à l'Elysée — où l'on se refusait, samedi matin 21 janvier, à « confirmer ou démentir »

nos informations, — on affirme la volonté du gouvernement d'aller jusqu'au bout dans la recherche de la vérité. La démission de M. Alain Boubill, directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, dans la journée de vendredi, en était l'illustration dans la mesure où ses relations amicales avec M. Samir Trahouli, l'un des négociateurs, le plaçaient dans une situation délicate. M. Boubill a annoncé son intention de poursuivre en diffamation trois journaux, le *Quotidien de Paris*, le *Nouvel Observateur* et l'*Evénement de jeudi*.

Roger-Patrice Pelat, « self-made man » et compagnon de guerre de M. Mitterrand

« Lui, c'est un copain (1) » : c'est ainsi que M. François Mitterrand parle de M. Roger-Patrice Pelat qui fait partie de la demi-douzaine d'amis qui, depuis ses années de jeunesse, sont restés dans le cercle de ses intimes. Depuis deux ou trois ans, le lien entre les deux hommes s'est resserré, si possible, resserré. Les visites de M. Pelat à l'Elysée étaient extrêmement fréquentes et le plus souvent destinées à jouer le rôle d'accompagnateur dans les promenades et les flâneries parisiennes auxquelles le chef de l'Etat s'oblige presque chaque jour après déjeuner. Depuis qu'il a été l'affaire Pechiney, il semble que M. Mitterrand ait réservé ses parcours à d'autres compagnons.

D'origine modeste, M. Pelat est entré jeune dans la vie active chez Renault où il a adhéré aux Jeunes communistes avant de s'engager dans les Brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, décision qui, dès cette époque, le rapproche de M. Max Thérêt, membre de l'armée républicaine espagnole, sans pour autant qu'il se soit connu à l'époque. Fait prisonnier au début de la seconde guerre mondiale, il est affecté dans le même stalag que M. Mitterrand. Bien que les deux hommes n'aient pas fait partie du même commando, ils se sont rencontrés pour des raisons fort précises : M. Pelat était « chef d'études », c'est-à-dire chargé de la lutte contre les poux.

Comme M. Mitterrand, il est l'auteur de trois tentatives d'évasion. Ils se sont retrouvés — après avoir réussi, chacun de son côté, à des moments différents, la « belle » — dans le même réseau de résistance où M. Pelat, colonel, était le supérieur hiérarchique de M. Mitterrand, capitaine Morland.

Leurs liens se sont à nouveau serrés jusqu'à devenir presque familiaux. Un jour, dans un train, M. Pelat rencontre « une belle fille ». C'était M^{me} Christine Gouze. Et voilà comment M. Mitterrand s'est rendu chez les Gouze, parents de Danièle, qui est devenue son épouse.

Baroudeur

M. Mitterrand dit-on avait été impressionné à l'époque par l'énergie de ce baroudeur — une « poitrine de béton », disait-on — qui, éprouvant sans doute quelques difficultés à revenir au train-train de la vie civile, se retrouvait, à la fin de la guerre, en délicatesse avec les autorités, situation de laquelle l'actuel président de la République, alors secrétaire général des prisonniers de guerre dans le gouvernement du général de Gaulle, contribua à le sortir.

La politique n'est certainement pas le principal centre d'intérêt de M. Pelat qui, semble-t-il, ne s'y entend guère bien qu'il ait été élu, à la faveur d'une consultation partielle, conseiller général du canton de la Ferté-Aleais (Essonne), en

octobre 1971, sous l'étiquette « indépendant de gauche », puis réélu en mars 1976 (il ne se représentera pas en 1982). M. Pelat, à l'époque de son élection au conseil général de l'Essonne, était maire de Boutigny-sur-Essonne. A la politique, il a préféré les affaires. Il a notamment traité avec l'Inde et la Chine, ses deux terrains d'action privilégiés, ce qui lui vaut d'entretenir d'excellentes relations avec les dirigeants de ces deux pays.

Fondateur de l'entreprise Vibrachoc, spécialisée dans les amortisseurs et le traitement des ondes sismiques, M. Pelat a revendu cette société, en juillet 1982, alors qu'elle risquait d'être liquidée, selon les prévisions, de sévères difficultés dans les années suivantes (2). L'acquéreur majoritaire Alstom (la BNP a pris une participation minoritaire) est une filiale de la CGE, qui vient d'être nationalisée et dont le président est M. Georges Escanne. Excellente affaire pour M. Pelat, puisque Vibrachoc a été vendu largement au-dessus de son prix réel et qu'elle perd de l'argent (10 millions de francs, environ, en 1987).

L'argent, voilà qui devrait le distinguer de M. Mitterrand qui s'en méfie. M. Pelat ne dissimule pas qu'il a du goût pour la fortune. Il sait pourtant, par relations et indirections, que quelques services d'ordre politique. Il en a exprimé parfois une vision simple. Ainsi, écrit-il dans le *Monde* en décembre 1981, alors que les relations entre le pouvoir de gauche et

le patronat étaient extrêmement tendues : « Je ne suis ni inquiet, ni morose. Me sentant bien dans ma peau, bien dans mon pays et dans mon climat, je continuerai donc à investir et à embaucher, selon mes possibilités. Ce que je souhaite, c'est que tous les patrons en fassent autant ; ainsi l'essor économique sera assuré. Il faut maintenir haut le génie de l'entreprise française qui est reconnu par le monde entier. Il serait dommage qu'il se saborde. » Dans un domaine plus anecdotique, M. Pelat, ami de M^{me} Marie-France Garaud — ils ont habité longtemps le même immeuble — a favorisé le rapprochement de cette dernière avec l'actuel président de la République.

Ceux qui le connaissent bien louent son bon sens et sa simplicité, son air bonhomme et ses dehors affables. Le 5 janvier dernier, alors que le « tout-Paris » politico-médiatique ne parlait plus que de son achat de dix mille titres « Triangle », il était encore à l'Elysée, en début d'après-midi, comme d'ordinaire ou presque. Le même jour, après avoir reçu les vœux de la presse, M. Mitterrand dira à propos du délit d'initié et de l'ensemble de l'affaire Pechiney : « Je souhaite que ce délit soit poursuivi. Cela me scandalise. »

JEAN-YVES LHOMEAU.
(1) Les familles du président, de Maurice Szafra et Sammy Ketz, Ginepro, 1982.
(2) Histoire secrète des dossiers noirs de la gauche, de Jean-Michel Quatrepoint, Alain Moreau, 1986.

M. Pelat aurait acheté 50 000 actions de Triangle

(Suite de la première page.)

Homme d'affaires proche du Parti socialiste, M. Thérêt avait donné des ordres d'achat « en clair », pour un total de 32 300 titres, le 15 novembre 1988, au lendemain des contacts et rendez-vous de M. Jean Gandois au ministère des finances, durant lesquels le PDG de Pechiney avait annoncé l'accord de principe conclu avec la partie américaine, le 11 novembre. M. Thérêt a en quelque sorte « couvert » M. Pelat, assurant l'« avoir informé lui-même, l'entraînant ainsi à suivre pour 10 000 titres.

Avec les 40 000 actions qui s'ajouteraient aux 10 000, M. Pelat deviendrait ainsi le deuxième plus gros acheteur connu, après celui de 88 000 titres qui se dissimule derrière l'International Discount Bank and Trust d'Anguilla. Achetées autour de 10 dollars, les actions ont en général été revendues, dès le 21 et 22 novembre, autour de 46 dollars, quelques jours avant que l'OPA amicale de Pechiney — à 56 dollars le titre — ait été autorisée par les autorités boursières new-yorkaises. Avec 50 000 actions, le profit de M. Pelat avoisinerait donc les 11 millions de francs (1,8 million de dollars).

Le fait qu'il ait passé une partie de ses ordres d'achat en clair depuis Paris pourrait paradoxalement rendre sa situation encore plus délicate : cette démarche qui plaiderait, hier, pour sa bonne foi se retournerait contre lui dès lors qu'il aurait pris le soin d'acheter quatre fois plus d'actions par des voies détournées. En effet, selon le rapport transmis au président, la Banque cantonale vaudoise aurait acheté les 40 000 actions supplémentaires de M. Pelat en passant par la société d'agents de change luxembourgeoise, Petrusse Securities International. Selon d'autres — comme l'a rapporté l'*Express* du 20 janvier, qui parlait d'« une personne proche du pouvoir » sans plus de précision —, l'intermédiaire aurait été l'établissement financier suisse Unigestion.

Cette seconde hypothèse se heurte cependant au décompte

des actions achetées directement depuis la Suisse donné par la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, dans son rapport aux autorités helvétiques : sur les 138 500 actions dénombrées, nulle trace de 40 000 titres pour lesquels l'intermédiaire serait Unigestion.

Ce nouvel élément rend évidemment l'affaire Pechiney embarrassante pour le pouvoir tant les liens, amicaux plus que politiques, de MM. Mitterrand et Pelat — l'un des rares à tutoyer le président — sont anciens et profonds. « Dès lors qu'on accepte de servir l'Etat, qu'on accepte des fonctions sur le plan politique, on doit être strict en ce qui concerne ses relations », avait déclaré M. Pierre Mauroy à propos des relations trop amicales de M. Alain Boubill et de M. Samir Trahouli. L'ancien directeur de cabinet du ministre de l'économie s'estime aujourd'hui en quelque sorte victime d'un délit de fréquentation. Nul doute que l'opposition retournera le commentaire de M. Mauroy au président de la République, qui se trouverait atteint, quoi qu'il en ait et malgré sa défiance connue à l'égard de l'argent, par le comportement de l'un de ses proches.

Les deux filières

Cependant, loin d'entraver la manifestation de la vérité, le gouvernement semble plus que jamais déterminé à en accélérer le cours. Ainsi M. Jean-Pierre Michau, chef du service de l'inspection de la COB, devrait remettre, dès le début de la semaine prochaine, plus tôt que prévu, les conclusions de son enquête au président de la Commission, M. Jean Farge. Il ne fait guère de doute aujourd'hui que la COB décidera de les transmettre au parquet de Paris afin de provoquer l'ouverture d'une information judiciaire.

L'enquête judiciaire devra, dès lors, reconstituer la chaîne d'initiés. Derrière la multipli-

cité d'achats d'actions se profile, en fait, dans la chronologie comme par leur origine, deux filières. La première, qui recouvre des financiers du Proche-Orient, épouse de très près les va-et-vient des négociations entre les dirigeants de Pechiney et ceux de Triangle (le *Monde* du 20 janvier) : il s'agit des 88 000 titres achetés entre le 18 août et le 11 novembre 1988 par Socofinance, à Genève, au nom de l'IDB d'Anguilla. Le des Caralbes et paradis fiscal. La seconde, où les acheteurs français dominent, suit dans le temps l'annonce par Pechiney aux pouvoirs publics de l'accord conclu avec Triangle : il s'agit des 221 100 actions échangées à New-York les 16, 17 et 18 novembre, dont 135 400 — y compris les 50 000 attribuées à M. Pelat — sont désormais, peu ou prou, localisées.

Ces deux filières sont-elles aussi équilibrées qu'il y paraît à première vue ? Plusieurs coïncidences, mettant en évidence les liens entre l'une et l'autre, permettent, à tout le moins, de s'interroger. Ainsi, l'un des acheteurs potentiels dont le nom est avancé dans les milieux de l'enquête est celui de M. Roger Tamraz. Financier libanais très lié à l'ancien président Amin Gemayel, cet ancien dirigeant du groupe Intra Investment est considéré comme la sixième fortune du Liban. Jusqu'au 9 janvier dernier, M. Tamraz était président de la Banque de participations et de placements (BPP) à Paris, auprès de laquelle Petrusse ouvrit un compte en septembre 1988, fermé lundi 16 janvier. (1)

Il se trouve qu'une autre Banque de participations et de placements dépend du même groupe Intra et est installée à Lugano, en Suisse. M. Tamraz en est le président depuis 1988. Cette BPP de Lugano a racheté, en décembre 1987, à M. Ricardo Abou-Jaoudé, la Banque libanaise pour le commerce. Or celui-ci possède des parts dans Socofinance, cet établissement financier genevois dont les dirigeants sont libanais et qui a servi d'intermédiaire pour les

88 000 actions achetées par IDB. De plus, son cousin, Felix Abou-Jaoudé a vendu ses parts dans Socofinance à Thomson quand la société nationalisée devint, en juillet 1987, propriétaire de 19,9 % du capital.

Ultime coïncidence, cette BPP suisse fut présidée de 1972 à 1974 par... M. Max Thérêt. L'ancien dirigeant de la FNAC avait acquis 25 % du capital de l'établissement et en fut également administrateur de 1974 à 1975, avant, apparemment, de disparaître de tout organigramme. Il ne s'agit peut-être que d'un simple hasard, mais il n'en est pas moins troublant. C'est en 1983 ou 1984 que la banque Al Machrek, détenue à 42 % par M. Tamraz et à 42 % par le groupe Intra, racheta à son tour la BPP au holding Compar et à un financier du pétrole, M. Malher.

Si l'on ajoute à cette décolorie inattendue, d'autres coïncidences, le sentiment domine que les passerelles entre les uns et les autres ne manquent pas. Ainsi M. Trahouli, qui accompagnait la partie américaine durant la négociation avec Pechiney, reconnaît avoir eu des titres en dépôt chez Socofinance. M. Pelat et M. Alain Gomez, PDG de Thomson, connaissent également l'homme d'affaires libanais, ils faisaient partie des invités rue de Rivoli lors de la réception offerte par M. Bérégovoy pour lui remettre la Légion d'honneur décernée par M. Farge. Enfin M. Trahouli ne nie pas démarcher au Proche et au Moyen-Orient des contrats d'armement pour Thomson, en liaison avec la direction des affaires internationales de la société. Il ne manquerait plus que les ventes d'armes pour corser le dossier Pechiney !

ERIC IZRAELEWICZ
JEAN-FRANÇOIS LACAN
GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

(1) A Beyrouth, M. Tamraz a assuré, à l'Agence France-Presse, « n'avoir jamais acheté ni vendu la moindre action en Bourse en vingt-cinq ans d'affaires (...). Je ne sais pas ce que c'est que la bourse américaine ni toute autre bourse d'ailleurs ».

M. Boubill annonce son intention de riposter aux accusations

Première conséquence du scandale boursier qui a entaché le rachat, en novembre, par Pechiney d'American Can, filiale du groupe américain Triangle : M. Alain Boubill a démissionné, vendredi 20 janvier de son poste de directeur du cabinet du ministre de l'économie et des finances, M. Bérégovoy. Le nom de M. Boubill avait été maintes fois cité dans cette affaire. Sa démission, dont l'annonce avait été préparée par plusieurs déclarations de M. Bérégovoy la veille et le matin même, a été confirmée par le porte-parole du ministère vendredi, peu après midi (nos dernières éditions du 21 janvier).

Dans la lettre qu'il a adressée à son ministre, M. Boubill écrit notamment : « Je démissionne afin de riposter aux accusations et de poursuivre les diffamateurs. » Il fait état de la campagne de rumeurs d'accusations dont il est l'objet, soulignant qu'il ne lui est plus possible de se taire. « Les circonstances sont pénibles pour vous et les vôtres. Sachez que je reste proche de vous, connaissant votre ardent désir de défendre votre honneur », lui a répondu M. Bérégovoy qui a poursuivi : « Je suis sûr que vous aurez rapidement d'autres occasions de vous rendre utile à notre pays, et je vous souhaite bonne chance. »

« Je ne me laisserai pas faire »

M. Alain Boubill a annoncé son intention de porter plainte contre trois journaux pour diffamation, à savoir le *Quotidien de Paris*, l'*Evénement de jeudi* et le *Nouvel Observateur*. Il a par ailleurs chargé son avocat, M. Thierry Lévy, de demander à la Commission des opérations de Bourse (COB) de rendre public

le procès-verbal de son audition, intervenue le 12 janvier afin de compléter les informations qui ont filtré à partir de cette enquête. « Je ne me laisserai pas faire », a déclaré, samedi 21 janvier, l'ancien directeur de cabinet du ministre des finances, dans une interview publiée par le *Figaro*. « Pour moi, affirme-t-il, le dossier Pechiney, c'est le suivi de l'opération pour préparer la décision du ministre. Je n'ai rien à voir avec le reste. » Il précise que Samir Trahouli a joué le rôle d'intermédiaire pour le compte du vendeur américain, M. Nelson Peltz. « Par un concours de circonstances, indique-t-il, j'ai agissé d'un homme avec lequel j'entretenais des relations amicales depuis six ou sept ans (...). La vraie question est de savoir si, sous prétexte qu'il devenait le représentant de M. Peltz sur ce dossier, je devais cesser de voir M. Trahouli. J'ai pensé que non. Il n'a même semblé que nos liens amicaux pouvaient aider Pechiney dans la réalisation de cette opération. »

Dans cette interview, M. Boubill reconnaît qu'un haut fonctionnaire se doit de surveiller ses relations, et se défend de l'accusation d'interventionnisme. « J'ai probablement été un peu maladroit », admet-il quand on lui parle de son comportement autoritaire. Enfin, interrogé sur sa fortune, il déclare : « Je n'ai aucun bien immobilier. Je n'ai pas beaucoup d'économies. J'ai acheté ma première voiture à l'âge de vingt-huit ans. C'était une BMW 316 blanche. Je l'ai gardée pendant dix ans (...). J'ai 300 000 F de valeurs mobilières, dont 200 000 F d'obligations françaises du secteur public, et environ 100 000 F d'actions de sociétés industrielles françaises. »

M. Hannoun est nommé directeur de cabinet de M. Bérégovoy

Le *Journal officiel* du samedi 21 janvier annonce la nomination de M. Hervé Hannoun comme directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, en remplacement de M. Alain Boubill qui a démissionné le 20 janvier. Comme son prédécesseur, M. Hannoun arrive à l'Elysée, où il était depuis juin 1988 chargé de mission auprès du président de la République pour les questions économiques, financières et monétaires. Des dossiers qu'il suivait depuis juillet 1984, date de son arrivée au « châtelet » comme conseiller technique à la fin du troisième gouvernement Mauroy. M. Hervé Hannoun avait appartenu, dès l'arrivée des socialistes au pouvoir en mai 1981, au cabinet du premier ministre comme adjoint de M. Daniel Lebègue. Il avait remplacé celui-ci comme conseiller économique lors de son départ pour la direction du Trésor, en avril 1983.

Enarque, âgé de trente-huit ans, de la même promotion que Yves Lyon-Caen, Pascal Lamy, Alain Minc et Martine Aubry, inspecteur des finances, il fait partie du « cercle », la différence d'Alain Boubill. Sa nomination est bien accueillie dans

l'administration comme du côté des grandes entreprises. Ce haut fonctionnaire, discret, parfois un rien sectaire, s'est notamment fait connaître en 1979 par le fameux rapport qui porte son nom, sur les aides publiques à l'industrie. Après les élections de 1988, qui avaient ramené les socialistes au pouvoir, son nom avait été cité pour le poste de directeur de cabinet de M. Pierre Bérégovoy, poste où il sera confirmé officiellement en décembre 1988. En avril 1983, il est nommé conseiller technique dans le troisième cabinet Bérégovoy. Le 1^{er} juin 1984, il rejoint le secrétariat général de la présidence de la République comme conseiller technique. Le 18 juin 1988, il devient chargé de mission auprès de M. François Mitterrand.

C. B.

Elections législatives partielles

Une lettre de M. Sylvain Garant

A la suite d'un article de Pierre Servant, M. Sylvain Garant, candidat aux élections législatives partielles du 22 janvier sur la 11^e circonscription de la Seine-Saint-Denis, nous a adressé le droit de réponse suivant :

Dans un article publié le 20 janvier 1989 intitulé « Affrontement PC-PS... », M. Pierre Servant a gravement dénigré ma déclaration en ne publiant qu'une fraction des propos tenus.

En effet, le Conseil constitutionnel a annulé l'élection de M. F. Assani pour des motifs qui sont étrangers à la fraude. En clair, les irrégularités relevées n'ont rien de frauduleux. Je ne sache pas que

le Conseil constitutionnel, présidé par M. Badier, rende des arrêts de complaisance pour aider le PC ou le RPR.

Dans son souci de trop aider M. Droy, le journaliste fautive a totalement perdu le sens de l'objectivité en se faisant l'écho convulsant des inquiétudes de M. Droy quant à une éventuelle alliance RPR-PC. M. Servant prouve que la paranoïa quette certains candidats.

[La teneur de ce droit de réponse ne faisant que confirmer en tout point celle de l'article qu'il incrimine et auquel nous avons rien à rendre, il semble que son auteur ait perdu, pour sa part, le sens de la mesure et de la réalité.]

Politique

par Pechiney

M. Bérégovoy :

« J'ai la conscience tranquille »

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, qui était samedi 21 janvier, l'invité de Canal +, a notamment déclaré :

« Je suis serein, j'ai la conscience tranquille, j'attends que la vérité soit établie par les organismes qui en ont la charge. Comme je le dis depuis le début, il faut agir avec célérité, c'est ce que j'ai demandé. Le scandale aurait été de freiner l'enquête, au contraire je l'ai accélérée et si des délits ont été commis ils devront être durement sanctionnés. »

A propos de la démission d'Alain Boubillat, M. Bérégovoy a estimé : « C'est une décision grave de sa part et de la mienne, nous devons l'assumer l'un et l'autre (...). Alain Boubillat n'a été mêlé qu'à une partie de la négociation puisqu'il connaissait les intermédiaires mais on ne peut dire qu'il a été constamment mêlé à la négociation. Il n'avait pas à l'époque, connaissance des dirigeants de Pechiney et, connaissant un des intermédiaires, il a été mêlé au début de la négociation, mais il n'avait pas à la suivre en perma-

nence. Il aura l'occasion, le cas échéant, de préciser ce qu'il a fait, mais ce que je peux vous dire, c'est que son comportement me paraît tout à fait normal. »

D'autre part, le ministre d'Etat a souligné qu'il fallait « être vigilant en ce qui concerne la défense des intérêts publics ». « Je le suis, mes collaborateurs le sont, je n'ai pas de raison d'en douter, et il n'est pas d'ajouter qu'il faisait « confiance à Alain Boubillat pour défendre son honneur : c'est un homme qui a le souci du développement économique de son pays, et il l'a affirmé. A lui de s'expliquer. Je crois qu'il pourra le faire maintenant publiquement, mais tant qu'il était mon directeur de cabinet cela lui était plus difficile, et si des questions lui sont posées il y répondra. »

Le ministre d'Etat a enfin ajouté : « C'est une affaire sur laquelle beaucoup de spéculations intellectuelles sont en train de se faire. Je ne peux répondre qu'en disant que j'ai la conscience tranquille. Pour le reste, à vous d'en juger. »

M. Le Pen : le président est touché

Dans une interview à l'ACP, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen a estimé, vendredi 20 janvier, que la légitimité de M. François Mitterrand était mise en cause « car le président de la République incarne le système politique ». Le chef de file de l'extrême droite a déclaré : « Si le scandale politico-financier devient la règle, il est évident que le président de la République en est touché. Et il a été imprudent, car le fait de donner sa bénédiction à Pierre Bérégovoy, qui a l'air honnête homme, ne le sous-entend pas aux responsabilités qu'il assume si des gens de son entourage sont compromis dans des opérations douteuses. »

On devrait s'étonner de voir qu'il y a une série de scandales qui éclatent en Europe en liaison avec les partis socialistes, en Grèce, en Autriche, en France. Ça ne tient pas aux hommes — les hommes socialistes ne sont pas plus mauvais que d'autres, — ça tient à un système qui fait que l'Etat gère une part très importante de l'argent public et qu'évidemment les tentations sont d'avoir plus grandes pour la bureaucratie d'en user et d'en abuser. Dans mon analyse, j'englobe d'ailleurs aussi le RPR qui, à mon sens, a géré ce pays de manière socialiste depuis le début de la 5^e République. »

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

LES journalistes rêvent tous d'avoir plus de temps pour s'informer, plus d'espace pour s'exprimer. Régulièrement, dans les rédactions, le projet fou de serrer de plus près la réalité en allant bien au-delà de ses reflets dans l'actualité : envoyer pendant six mois, un an, dans un lieu où, apparemment, il ne se passe rien, un journaliste afin qu'il observe, de l'intérieur et sans autre contrainte, la vie, la vraie. Mais comme il se passe toujours quelque chose quelque part et qu'il faut en rendre compte tout de suite, c'est vers cette destination que l'on expédie le journaliste en lui imposant des délais stricts, puisqu'il est, d'abord et surtout, au service de l'actualité, cette dévoreuse.

Ce fantasme de la profession, un ethnologue l'a vécu en consacrant plusieurs années d'étude, de 1981 à 1988, à « la circulation du pouvoir », non dans un pays exotique — l'Ethiopie, par exemple, dont il revenait — mais dans un département bien de chez nous : l'Yonne. Marc Abélès ne propose, dans *Jours tranquilles en 89*, — ethnologie politique d'un département français, ni une chronique ni un reportage, bien qu'il recueille, à l'instar des journalistes, des informations sur les individus et leurs relations : il retrace, pas à pas, sur le terrain et dans le temps, les circuits de la politique locale qui se mêlent étroitement à ceux de la politique nationale et qui sont chargés de significations dépassant, on s'en doute, le cadre volontairement choisi. S'il est chroniqueur, c'est, comme il le dit, de la *mémoire politique autochtone* dans laquelle nombre de Français se reconnaissent. Son étude a l'attrait d'un recueil de récits de promenes, de *Quarré-les-Tombes* à Auxerre, en passant par Tonnerre et Migennes, au cours desquelles on rencontre des hommes politiques appartenant au présent ou au passé, peu connus ou très connus sur le plan national, tels, pour ces derniers, Pierre-Etienne Flandin, plusieurs fois ministre et même président du conseil sous la

III^e République : Jean Chameant, sénateur, actuel président du conseil général, ancien ministre ; Henri Nallet, actuel ministre de l'Agriculture, et Jean-Pierre Soisson, maire d'Auxerre, ministre du travail.

Comment ces notables ont-ils localement accédé aux positions de pouvoir qu'ils détiennent et pourquoi d'autres ont moins bien réussi qu'eux ? Car ce n'est pas si facile de s'imposer à ses concitoyens. « Tout se passe, écrit Marc Abélès, comme si le fait de braver spontanément une responsabilité politique comportait une part d'incongruité, voire d'indécence. [...] C'est une façon de se compromettre même dans une situation présentée comme hautement apolitique. »

Les réseaux du pouvoir

Au fil de son cheminement, notre ethnologue constate que pour être élu, il faut appartenir à la catégorie des « éligibles », non aux termes du code électoral mais en fonction d'un positionnement social qui est au cœur d'un réseau relationnel dont on peut retrouver les ramifications dans le passé et dans l'environnement.

L'explorateur de l'Yonne politique découvre aussi, sur place, combien le fameux centralisme français se caractérise plutôt par un polycentrisme qui découpe des espaces politiques. Tout se joue entre la logique de ces espaces politiques et la logique de la représentation politique avec ce qu'elle comporte d'idéologie.

Avant vécu sur le terrain de la mise en place de la réforme administrative de 1982, l'auteur note que « l'administration de la région comme collectivité territoriale de plein exercice ne ramène ainsi nulle-

ment en cause la découpe départementale ». En revanche, dans « ce polycentrisme bien tempéré », le rôle du président du conseil général prend une dimension nouvelle et on peut s'attendre, estime-t-il, compte tenu de leurs nouvelles responsabilités gestionnaires, à « une technicisation accrue » des conseils généraux, évolution qui modifiera les conditions de sélection de notables.

Autre constatation : si l'élu n'est pas seulement l'incarnation d'une idéologie ou d'une organisation, il s'inscrit dans une culture politique marquée par « ces grands événements fondateurs que sont la Révolution, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la Résistance », car, selon l'auteur, « la France est le paradis de la mémoire longue. La classe politique est porteuse de cette mémoire qu'elle alimente à son tour par les rituels évocateurs auxquels elle se livre sans cesse, elle qui commémore si souvent, fidèle à sa vocation d'agir pour les autres, mais aussi d'exister comme leur incarnation. »

A l'instar du général de Gaulle, mais sur un autre registre, François Mitterrand, remarque Marc Abélès, a su cultiver ce pouvoir évocateur et la symbolique qui s'attache à sa fonction, pratiques que les médias ont relayées largement. A la lumière de ses investigations, il observe encore que, vue d'Auxerre, l'entrée dans un gouvernement de coloration socialiste d'un élu de la droite n'est pas si absurde. Cette ville, comme bien d'autres, le lieu précis du jeu politique à la base qu'il a choisi parce qu'il ne se singularise pas de l'ensemble, éclaire ce qui se passe au niveau national. Auxerre est, à sa manière, « un banc d'essai de l'ouverture » et l'Yonne en dit beaucoup sur la politique française telle qu'elle fonctionne... tranquillement.

« Jours tranquilles en 89 » — Ethnologie politique d'un département français, par Marc Abélès, éditions Odile Jacob, 365 p., 150 F.

POINT DE VUE

La France doit faire le ménage chez elle

par GILBERTE BEAUX
trésorière de la Convention
libérale européenne et sociale

LES « affaires » envahissent les médias, les autres cachent la forêt, et je crains que cette situation ne nous conduise à des décisions hâtives.

Plusieurs réflexions :

1) Il est regrettable que l'on décide de légiférer toujours sous la pression des événements : il a fallu l'affaire Luchaire pour obtenir qu'une loi sur le financement des partis politiques soit votée. Préparée trop rapidement, elle est pour le moins incomplète et, à revoir. Il serait sage de ne pas attendre l'approche des grandes échéances électorales pour s'en préoccuper.

Maintenant, toutes les tendances politiques demandent une révision de la réglementation de la Commission des opérations de Bourse et des techniques financières employées pour acquérir les sociétés, particulièrement celle des OPA. Voilà plus de trois ans que nous sommes nombreux à avoir demandé une telle révision, dans le but notamment d'arriver à une plus grande transparence des opérations financières, à une information plus rapide et plus complète du public, à l'obligation d'annoncer tous les achats faits en France et à l'étranger par des groupes financiers, mais ayant décidé d'agir de concert. Un véritable code de déontologie professionnelle devait appuyer cette nouvelle réglementation.

Fallait-il vraiment que deux « affaires » spectaculaires voient le jour pour que l'on se décide à agir ?

Il est intéressant de constater que le ministre des finances de l'époque, qui s'était opposé à de telles réformes, insiste maintenant pour que des décisions rapides soient prises.

2) Depuis longtemps et en particulier lors de la campagne présidentielle, le statut de la Caisse des dépôts et consignations avait été discuté, et il était apparu qu'une révision du statut actuel était souhaitable.

Je n'approuve pas davantage le gouvernement qui, en 1987, a permis à la Caisse des dépôts et consignations d'intervenir pour un pourcentage important dans le capital de sociétés non cotées, que le gouvernement qui, en 1988, n'a pas défendu à la Caisse des dépôts et consignations d'intervenir dans une opération privée « sauvage », alors que cela n'a jamais été son rôle. La Caisse des dépôts et consignations est l'organisme institutionnel d'un grand nombre de sociétés françaises, et il est bon qu'elle les aide ainsi dans leur croissance tout en faisant fructifier l'épargne qui lui est confiée. Mais que la Caisse des dépôts et consignations participe pour des pourcentages importants dans une opération « sauvage », et donc risquée, oblige à demander de nouveaux révisions de son statut.

3) La France a le privilège unique parmi les grands pays d'une relation trop étroite entre le pouvoir politique et le monde économique et financier. C'est ce qui explique

les querelles sur les « noyaux durs ». La Grande-Bretagne a privé de nombreuses entreprises sans qu'un tel problème se pose.

Il serait utile que l'on s'efforce de renouveler progressivement les classes dirigeantes de notre pays en ne faisant pas appel uniquement aux mêmes viviers, que l'on retrouve au gouvernement et à la tête des principales affaires, quelle que soit la tendance politique au pouvoir. Ceci est un vaste problème auquel il faudra bien s'attaquer.

En ce qui concerne les noyaux durs, ceux-ci ne sont en fait que des sociétés qui ont fait faillite aux actionnaires de céder librement leurs titres, pendant cinq ans ; ces noyaux ne sont pas durs, c'est-à-dire capables de résister à une attaque extérieure, car la multiplicité des parties en cause, provoquée par la faiblesse des pourcentages octroyés, empêche les investisseurs d'avoir avec la direction de l'entreprise de vrais objectifs à long terme. Lorsque l'actionnaire possède entre 0,50 % et 3 % d'une entreprise, par exemple, c'est un investisseur financier. Avec 10 % et plutôt plus, il prend le temps d'étudier et de participer à la stratégie de l'entreprise et, le cas échéant, il favorisera le renouvellement des équipes dirigeantes si elles ne sont pas suffisamment dynamiques. C'est ce qui se passe en Allemagne.

Le spectre de la nationalisation

C'est pourquoi les dirigeants de sociétés qui en France ont composé leur actionariat pour avoir des partenaires actifs partageant la même vision de l'entreprise sont les seuls qui ne font pas parler d'eux. Les privatisations auraient dû être faites ainsi et nous n'aurions pas eu de « noyaux durs » faisant l'objet d'une réglementation dérogatoire, que l'on a raison de vouloir annuler.

4) Une condition fondamentale s'impose pour assurer le succès d'un vrai marché : interdire l'autocontrôle. Les grands pays interdisent l'autocontrôle : certains, comme la Grande-Bretagne, interdisent toute acquisition de titres, directe ou indirecte, par l'entreprise. D'autres, comme les Etats-Unis, autorisent de telles acquisitions à condition que les titres acquis perdent leur droit de vote aussi longtemps qu'ils sont sous contrôle de la société. Nous avons la possibilité, en France, par de nombreux mécanismes, de porter l'autocontrôle direct et indirect à des pourcentages élevés. Ce n'est pas cela que la direction en place a détourné des actionnaires et de la société. C'est freiner toute mobilité du capital et des équipes dirigeantes, ce qui est pourtant indispensable.

Il faut que notre pays se dote d'une véritable loi sur l'autocontrôle. Le meilleur système me paraît être l'acquisition de ses propres titres par l'entreprise à condition de transformer immédiatement ceux-ci en titres de trésorerie qui n'auraient plus le droit de vote.

Les « affaires » actuelles ont permis de voir resurgir le spectre de

la nationalisation. Deux socialistes influents prônent une nouvelle nationalisation de la Société générale sous le prétexte que son noyau dur ne convient pas. Une fois encore, une modification de la loi sur les noyaux durs et l'interdiction de l'autocontrôle permettraient au marché de s'exprimer, ce qui est le mécanisme naturel pour les sociétés privées et privatisées. La nationalisation rampante ou publique d'une société récemment privatisée serait contraire aux engagements pris par le président de la République lors de la dernière élection présidentielle, et surtout elle enlèverait toute crédibilité à la place financière parisienne au moment où la compétition internationale est de plus en plus rude, et détournerait les investisseurs français et étrangers de notre pays alors même que la libre circulation des capitaux va nécessairement se développer à l'approche de 1993.

De nouvelles nationalisations augmenteraient le rôle de l'Etat dans le secteur concurrentiel. Nous serions les seuls en Europe à avoir le privilège d'un Etat non compétitif parce que boulimique. Ce n'est pas ainsi que nous pourrions jouer le rôle qui doit être le nôtre dans l'Europe de demain.

En conclusion, si les « affaires » en cours pouvaient permettre à notre pays une révision des réglementations permettant une meilleure transparence des opérations financières, donnant à la Commission des opérations de Bourse des pouvoirs accrus et surtout la conduisant à appliquer ceux qu'elle a déjà (sans pour autant l'ériger en juridiction nouvelle) ; si les sanctions pour les délits étaient appliquées ; si une telle révision, faite dans l'ordre, était acceptée par les principaux partis politiques pour montrer que la France sait faire le ménage chez elle, ces affaires, qui seraient alors réglées dans toute la clarté, auraient eu une conséquence bénéfique pour notre pays.

Par contre, si ces affaires n'étaient pas rapidement traitées et si les délits éventuels n'étaient pas rapidement sanctionnés, si un processus de renationalisation était entamé, si le gouvernement actuel ajoutait aux noyaux durs existants de nouveaux noyaux durs de tendance politique différente pour équilibrer les pouvoirs politiques au sein de l'entreprise, si de tels procédés aboutissaient à figer de capital et les hommes dans les entreprises ou à les faire bouger au rythme des majorités parlementaires, alors notre pays se trouverait de nouveau bien affaibli au moment où tout doit être fait pour le préparer à son entrée dans le marché unique.

Peut-être l'ensemble de la classe politique pourrait-elle se préoccuper de cette situation et prendre les mesures nécessaires pour l'avenir, plutôt que de se lancer à la tête des « affaires » que les autorités responsables et la justice doivent traiter avec célérité et clarté pour la réputation de la France dans le monde. Voilà un objectif auquel l'opposition constructive ne pourrait que participer.

FOURRURES GEORGE V

AVANT FERMETURE DEFINITIVE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris

Samedi 21, Dimanche 22, Lundi 23 janvier et jours suivants

MANTEAUX

Vison lunarine	28750 ⁰⁰ 16450 ⁰⁰
Vison dark Saga	24750 ⁰⁰ 15850 ⁰⁰
Vison Koh-i-noor	55000 ⁰⁰ 18750 ⁰⁰
Vison pastel morceaux	13750 ⁰⁰ 6250 ⁰⁰
Castor Canada	55000 ⁰⁰ 18750 ⁰⁰
Astrakan noir	11750 ⁰⁰ 5850 ⁰⁰
Renard lustré Lynx	17850 ⁰⁰ 9750 ⁰⁰
Marmotte Canada	26850 ⁰⁰ 12750 ⁰⁰
Chevrete grise	4850 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰
PELISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850 ⁰⁰ 1450 ⁰⁰

HAUTE FOURRURE

Zibeline russe	23500 ⁰⁰ 75000 ⁰⁰
Lynx du Canada	35000 ⁰⁰ 25000 ⁰⁰

VESTES

Vison lunarine	21500 ⁰⁰ 12850 ⁰⁰
Vison tourmaline	45000 ⁰⁰ 14750 ⁰⁰
Renard bleu	13500 ⁰⁰ 7850 ⁰⁰
Renard Virginie	18750 ⁰⁰ 6450 ⁰⁰
Renard roux	8750 ⁰⁰ 5450 ⁰⁰
Marmotte	14750 ⁰⁰ 5250 ⁰⁰
Ragondin longs poils	4250 ⁰⁰ 1650 ⁰⁰
Astrakan beige	8750 ⁰⁰ 1650 ⁰⁰
Lapin cotelé	3500 ⁰⁰ 1450 ⁰⁰
Mouton	8450 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰

MANTEAUX DU SOIR

Vison lunarine	85000 ⁰⁰ 15000 ⁰⁰
Vison ranch ou dark	55000 ⁰⁰ 13500 ⁰⁰

à 2 pas des Champs-Élysées

40, Avenue George V. Paris 8^e

صكذ من الاصل

Société

SPORTS

AUTOMOBILISME : le Rallye Monte-Carlo

Les japonaises aux trousse de Lancia

Cent quatre-vingt voitures devaient prendre, samedi 21 janvier, à Bad-Hombourg (RFA), Barcelone, Lussigny, Sestrières et Monte-Carlo, le départ du 57^e Rallye Monte-Carlo. Pour briser une quatrième victoire consécutive en principal, Lancia, championne du monde des rallyes en 1987 et 1988, alignera trois Delta HF Intégrale, confiées à des équipages latins avec Massimo Biasion et les Français Bruno Saby et Yves Lou-

bet. Les quatre autres marques officiellement engagées sont japonaises : Toyota (Kankkunen, Waldegaard, Sainz et Sainz), Mazda (Salonen, Mikkola), Mitsubishi (Vatanen) et Nissan (Eklund). Cesare Fiorio, directeur des services compétition de Lancia et d'Alfa Romeo, nous a confié ses espoirs et ses craintes pour la saison 1989.

« La concurrence pour Lancia sera pour la première fois exclusivement japonaise au Monte-Carlo. Les progrès de Toyota, la saison dernière et la récente victoire de Mazda au Rallye de Suède vont font-ils craindre à court terme une domination des Japonais en rallye, comparable à celle qu'ils exercent en formule 1 avec Honda ?

« Les Japonais ont toujours été présents depuis la création du championnat du monde des rallyes, mais ils s'étaient, jusqu'à présent, plutôt spécialisés dans les courses africaines comme le Safari Rallye ou le Bandama. L'an dernier, leurs nouvelles voitures se sont révélées compétitives en toutes circonstances puisque Toyota et Mazda ont été en tête dans plusieurs rallyes comme l'Acropole, les Mille-lacs ou le RAC. Je pense que les Japonais peuvent gagner des rallyes dès cette année et même que Toyota peut être très dangereux pour le championnat du monde.

« Le championnat du monde des rallyes a-t-il perdu de l'intérêt pour les constructeurs européens depuis son changement de réglementation en 1987 ?

« Non. Je pense plutôt que les constructeurs européens n'ont pas dans leurs gammes des voitures qui peuvent devenir compétitives. Certains ont essayé ces deux dernières années mais ont abandonné, faute de résultats.

« Le groupe Fiat a choisi de diversifier ses activités sportives en s'attaquant simultanément à la formule 1 avec Ferrari, aux rallyes avec Lancia, aux prototypes et au championnat CART américain avec Alfa Romeo. N'y a-t-il pas un danger ?

Tennis

Catherine Tanvier qualifiée à Melbourne

Catherine Tanvier sera la seule représentante française en huitièmes de finale des Championnats internationaux d'Australie de tennis. Samedi 21 janvier à Melbourne, elle a battu (6-2, 6-3) l'Américaine Marie-Joë Fernandez (tête de série n° 10). Sa prochaine adversaire sera la Tchèque Hana Sukova (n° 5). Dans le tableau masculin, la surprise est venue de l'élimination du Suédois Michael Pernfors (n° 12) par le Néerlandais Michiel Schapers (6-7, 7-5, 7-6, 6-0).

Un « plus » pour le meilleur

« Mikki Biasion a mis fin l'an dernier à dix ans de suprématie des pilotes nordiques en championnat du monde des rallyes. Au Monte-Carlo, vous alignez trois équipages latins alors que les Japonais gardent leur confiance aux pilotes nordiques. Est-ce un concours de circonstances ou la fin d'une époque ?

« Dans le passé, avec les voitures surpuissantes du groupe B qui étaient difficiles à conduire, il était plus délicat de faire débiter des jeunes. Un directeur sportif prenait soin de réserver en tête aux pilotes expérimentés, car son choix n'était pas discutable. Avec les groupes A, nous avons exploré une nouvelle voie en confiant des volant à des jeunes pilotes latins qui ont pu montrer qu'ils allaient aussi vite. Biasion n'a plus de complexe d'infériorité, même sur terre, et Auriol a terminé troisième aux Mille-lacs avec une voiture qui n'était pas très compétitive. Toyota a commencé à faire comme nous en prenant cette saison l'Espagnol Sainz et le Belge Sainz dans son équipe pour le Monte-Carlo. Cela ne veut pas dire que le titre ne reviendra pas à un Nordique comme Kankkunen, qui a toutes les qualités pour être champion du monde, mais les Latins ont désormais leurs chances.

« Didier Auriol, le triple champion de France, a rejoint cette saison

son écurie Martini-Lancia. Sera-t-il placé sur un pied d'égalité avec Mikki Biasion et Markku Alen ?

« En début de saison, tous nos pilotes disposent du même matériel, d'un programme de courses comparable et donc des mêmes chances. C'est seulement à partir du mois d'août que nous pourrions faire faire quelques courses supplémentaires à celui qui aurait le plus de chances d'être champion du monde.

« La Lancia Delta HF Intégrale développe une puissance de 260 ch, alors que la Delta S4 du défunt groupe B atteignait 450 ch. Or, la saison dernière, les nouvelles voitures du groupe A ont parfois égalé les performances des groupes B. Comment expliquez-vous techniquement ces progrès ?

« La situation s'est déjà produite en formule 1 où, malgré la suppression des jupes, la réduction des ailerons et des moteurs deux fois moins puissants qu'avant, les voitures ont très vite atteint les mêmes vitesses. En rallye, la technologie a surtout évolué au niveau des suspensions, des transmissions, de la répartition du couple entre l'avant et l'arrière et des pneumatiques. De plus, il ne faut pas oublier que les voitures du groupe B faisaient les 100 mètres départ arrêté en 2 s 7. Elles étaient tellement puissantes que les pilotes n'étaient pas en mesure de les conduire à 100 % de leur potentiel.

« Verra-t-on prochainement en course une Lancia disposant d'un embrayage à commande électronique, d'un moteur à seize soupapes et d'une suspension « active » ?

« Pour l'embrayage à commande électronique, les essais ont été concluants, mais il reste à faire des mises au point. Au Monte-Carlo, ce sera le rôle de mon fils Alessandro, qui pilotera une voiture du Jolly Club, la seconde équipe de Lancia en rallye. Le moteur à seize soupapes pourrait être homologué pour les dernières courses de la saison. Quant à la suspension « intelligente », c'est un projet à plus long terme.

Propos recueillis par GÉRARD ALBOUY.

● AUTOMOBILISME : Olivier Grouillard chez Ligier. — Le Français Olivier Grouillard, vice-champion du monde de formule 3000, a signé un contrat de trois ans avec l'écurie Ligier de formule 1 où il aura René Arnoux comme coéquipier.

REPÈRES

Education

Grèves et manifestations d'enseignants

Des actions sont annoncées pour les semaines à venir par des syndicats enseignants, qui estiment insuffisantes les propositions de revalorisation de leur profession faites par M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale. Le SNES (proche du PCF) prépare des grèves à répétition, des manifestations et une « opération oxygène » (révision de notes et du travail administratif), étalées du 27 janvier au 4 mars. Quant au Syndicat national des instituteurs (SNI), il lance un appel à une manifestation, le mercredi 1^{er} février, pour protester contre le sort réservé aux instituteurs, dont le maintien à un niveau de recrutement, de formation et de salaires inférieur à celui des autres enseignants lui paraît « inacceptable et intolérable ».

Environnement

Un chèque de 90 millions de dollars pour l'île Maurice

A l'issue d'une réunion de pays donateurs réunis à Paris sous l'égide de la Banque mondiale, des crédits s'élevant au total à 90 millions de dollars (550 millions de francs) ont été accordés au gouvernement mauricien pour financer un programme pilote de protection de l'environnement. Un tiers de cette somme est fourni à titre gratuit et le reste prêt à des taux réduits. Les donateurs sont des pays (Australie, Danemark, États-Unis, France, Grande-Bretagne, RFA), des

institutions internationales comme la CEE et des organisations non gouvernementales comme le Fonds mondial pour la nature (WWF). Le programme prévoit de recueillir en tête aux industries les plus polluantes (textiles) en un parc industriel, et de mettre en place un réseau d'assainissement (égouts et stations d'épuration) pour nettoyer les eaux usées avant leur rejet à la mer. Au terme de ces travaux d'assainissement, un parc marin sera créé. La lutte contre la pollution est devenue indispensable avec l'afflux des touristes dans l'île (deux cent quarante-cinq mille en 1988).

Greffes

Trafic de reins en Turquie

Le responsable présumé d'un trafic de reins humains a été appréhendé mardi 17 janvier par la police turque. D'après le quotidien anglais *The Independent*, qui a révélé cette affaire, des paysans turcs se voyaient offrir l'équivalent de 21 700 F pour se faire prélever l'un de leurs reins, qui était ensuite greffé en Grande-Bretagne. Les transplantations étaient effectuées sous la responsabilité du professeur Raymond Crockett, de la clinique privée Humana, dans l'ouest de Londres. Le responsable du trafic, Turan Kurter, a reconnu les faits, affirmant avoir agi par souci humanitaire et non pour le profit. Selon le ministère britannique de la santé, le commerce de reins en vue d'une transplantation, s'il n'est guère recommandé, n'est pas illégal.

Infirmières

M. Evn s'en prend à des directeurs d'hôpitaux

M. Claude Evn, ministre de la santé, a dénoncé vendredi 20 janvier des « lenteurs imputables à un certain nombre de responsables d'établissements » dans l'application de l'accord, signé le 24 octobre dernier par la CFT, la CFC et FO, prévoyant la revalorisation des traitements et des carrières des infirmières. « Il est totalement inadmissible qu'un certain nombre de responsables semblent encore se poser la question de savoir si les mesures doivent ou ne doivent pas être appliquées », a indiqué M. Evn à l'issue d'une rencontre avec les organisations signataires. Selon le ministre de la santé, les directeurs d'hôpitaux « seront responsables des tensions qui pourront exister dans leurs établissements ».

SIDA

Distribution gratuite de préservatifs

Le regroupement interpharmaceutique (GIPHAR), qui déclare compter plus d'un million d'adhésaires en France, annonce que 500 000 préservatifs seront distribués gratuitement dans les pharmacies à partir du lundi 23 janvier. Décidés à « devenir des partenaires privilégiés dans le domaine de la lutte contre le SIDA », les membres du GIPHAR ont « choisi de sensibiliser le grand nombre de Français » à cette maladie. En outre, 3 000 adhérents au GIPHAR ont décidé de transformer leurs rayons de produits de beauté en vitrines d'information sur le SIDA.

Après une fausse rumeur dans les milieux d'immigrés

Les préfets sont invités à examiner les dossiers d'étrangers en situation irrégulière

Malentendu ou fausse rumeur ? Depuis huit jours, plusieurs centaines d'étrangers affluent quotidiennement aux guichets des préfectures des Alpes-Maritimes et de l'Hérault afin de régulariser leur situation. Au total, après l'annonce que la loi Pasqua allait être revue et corrigée, plus de deux mille personnes se sont présentées depuis le 12 janvier au service des étrangers de la préfecture de Nice, et un millier ont fait de même à Montpellier. Une rumeur circulant dans les milieux d'immigrés, selon laquelle la loi Pasqua sur le séjour des étrangers en France avait été abrogée, semble être à l'origine du phénomène (Le Monde du 17 janvier).

Dans un communiqué publié vendredi 20 janvier, le ministère de l'Intérieur indique que « les préfets ont été invités à faire procéder à un

examen individuel de chacune des demandes déposées par les nombreux étrangers en situation irrégulière qui sollicitent leur admission au séjour ». « Si à l'issue de cet examen, précise le communiqué, il apparaît que l'étranger ne peut bénéficier d'un titre de séjour, une décision de refus de séjour lui sera notifiée, assortie d'une invitation à quitter le territoire dans un délai permettant à l'intéressé de prendre ses dispositions pour regagner volontairement son pays d'origine. »

Le ministère de l'Intérieur ajoute qu'un « arrêté de reconduite à la frontière ne sera éventuellement pris par le préfet que s'il apparaît que l'intéressé n'a pas quitté le territoire à l'issue du délai qui lui était imparti ». « Ce n'est que dans le cas d'une fraude manifeste, conclut le

communiqué, qu'un arrêté de reconduite à la frontière immédiate pourra être décidé par le préfet. »

SOS-Racisme a, pour sa part, demandé, vendredi 20 janvier, « le gel » des dossiers des étrangers sans papiers qui se sont rendus dans les préfectures dans l'espoir de régulariser leur situation. A la suite de cette « étrange rumeur », précise SOS-Racisme dans un communiqué, « les préfets ont pu se fier et sembler d'ores et déjà profiter de cette méprise pour procéder à des expulsions ». SOS-Racisme demande au ministère de l'Intérieur de « geler » ces dossiers afin que ces personnes ne soient pas victimes des procédures arbitraires de la loi Pasqua, cela jusqu'à son abrogation et la mise en place du nouveau dispositif annoncé par le gouvernement. »

Une collection d'objets d'art volés un à un Le musée égoïste de Florian Fielder

Que ne ferait-on pour l'amour de l'art ? Florian Fielder, vingt-trois ans, un jeune Munichois, étudiant en histoire de l'art et séjournant à Paris depuis deux ans et demi, a été arrêté, mercredi 18 janvier, par les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB). Au domicile du jeune homme, un petit studio dans le quatorzième arrondissement, les enquêteurs ont découvert un véritable petit musée individuel, constitué à partir d'objets dérobés avec une belle régularité par cet étudiant, et estimé, au total, 20 millions de francs.

Pour nourrir sa passion, Florian Fielder avait employé les grands moyens. Depuis près d'un an, il s'était présenté dans les différents grands musées de la capitale pour y effectuer à titre temporaire et bénévole des stages de perfectionnement. Ainsi devait-il « travailler » successivement au Petit Palais, aux Musées Marmottan, Guimet, Carnavalet, au Louvre et, en couronne, aux Musées de Reuilly-Malmaison et de Compiègne. Le principe de Florian Fielder était simple. Chaque soir, après une journée studieuse, il se faisait « dans nombre de cas, parvenait à dérober un objet d'art dans les réserves.

Le collectionneur était efficace puisque, à son domicile, parmi de

nombreux objets et œuvres d'art : porcelaines, montres anciennes, miniatures, les policiers de la BRB devaient saisir dix-huit œuvres d'Albrecht Dürer, vingt-trois dessins de Da Vinci, une aquarelle de Corot, et même, clou de ce musée égoïste, un portrait de M^{me} de Mécènes par Ingres.

C'est sur une plainte déposée par le conservateur du Petit Palais ces jours derniers, plainte venant après d'autres, que les policiers de la BRB s'aperçurent, par une série de recoupements, que Florian Fielder avait toujours été stagiaire dans les musées au moment où les objets d'art disparaissaient.

Interpellé et placé en garde à vue au Quai des Orfèvres, l'étudiant en histoire de l'art, n'a pu que reconnaître les faits. Mais il a précisé : « Je voulais simplement admirer ces objets, tranquillement, chez moi. » De fait, selon les premiers résultats de l'enquête, Florian Fielder n'aurait pas cherché à vendre la moindre de ses trouvailles. A peine prenait-il quelques précautions. Quand sa mère s'annonçait pour une prochaine visite, il faisait « le ménage » dans son studio, dissimulant les pièces de son musée égoïste.

Le jeune homme devait être déferé au parquet en fin de semaine.

RELIGIONS

En France et en Allemagne fédérale

Des théologiens critiquent le conservatisme moral du Vatican

Un colloque universitaire sur la place des questions éthiques dans le débat public a réuni quelques trois cents théologiens, prêtres et enseignants, les 18, 19 et 20 janvier, à l'Institut catholique de Paris. Outre la conférence remarquée du philosophe Paul Ricoeur sur les « conflits de devoir », l'un des sujets débattus a été l'intervention de l'Eglise dans les questions de morale individuelle ou sociale.

Certains orateurs ont regretté que le pluralisme des options en matière sociale et politique, aujourd'hui reconnu par la hiérarchie de l'Eglise, ne soit pas considéré comme « légitime » sur les questions de morale sexuelle ou biomédicale. Le Père Paul Valadier, directeur de la revue *Etudes*, s'est montré le plus insistant pour réclamer un débat au sein de l'Eglise sur des sujets où elle témoigne, selon lui, d'un « étrange aveuglement moral » et où son discours risque d'être « marginalisé ». Ce débat est nécessaire, selon lui, pour ne pas donner d'armes à ceux qui prendraient prétexte de l'« obscurantisme » et du « sectarisme religieux », pour imposer leur « domination sans contrôle ».

L'identification de la morale à l'affirmation impavide de principes, a expliqué le Père Valadier, laisse le champ libre à la domination de valeurs ou de contre-valeurs imposées par les idéologies ou les intérêts financiers.

Que fait d'autre le magistère de l'Eglise que de relancer la polémique et de raviver chez tous la conscience des résistances, des désaccords ou de l'indifférence ? a poursuivi le directeur d'*Etudes*. Il n'est que trop vrai qu'une analyse unilatérale de nos sociétés identifiées à la décadence morale conduit à des raisonnements et à une attitude que la seule attitude morale ferme et conséquente s'identifie au rappel

intransigeant, voire arrogant, des principes. Or ce rappel risque de conforter l'immoralisme ambiant. »

La mise en cause du magistère romain sur les questions de contraception et de bioéthique se fait aussi de plus en plus forte en Allemagne. Le Père Bernard Häring, religieux rédemptoriste, qui a joué un grand rôle avant et pendant le concile Vatican II (1962-1965), considéré comme l'un des pères de la théologie morale moderne, s'est livré, mercredi 18 janvier, dans une interview au mensuel italien *Il Regno*, à une violente critique de la « chasse aux sorcières » qui, selon lui, régnerait au Vatican, rappelant les campagnes de dénégations anonymes des modernistes sous Pie X. « Ce qui frappe le plus dans la situation

actuelle, affirme ce religieux, c'est que les théologiens intransigeants qui représentent la ligne la plus rigoureuse sont considérés à Rome comme les seuls fiables. »

Cette contestation allemande risque de prendre de l'ampleur. Le professeur Norbert Greinacher, doyen de la prestigieuse faculté de Tubingen (RFA) et certains de ses professeurs vont rendre publique, le 27 janvier prochain, une longue déclaration intitulée « Contre le déclinisme, pour une catholicité ouverte », éplorant les limites de la recherche théologique, ainsi que les récentes nominations d'évêques conservateurs en Amérique latine et dans les pays germaniques.

H. T.

DÉFENSE

La marine française commande ses deux premières frégates de surveillance

Le ministère de la défense vient de notifier à la société Alsthom, à Saint-Nazaire, la commande des coques des deux premières frégates de surveillance destinées à la marine nationale et baptisées *Floréal* et *Fraïral*.

D'un déplacement de 3 000 tonnes environ pour une vitesse de 20 nœuds (environ 37 kilomètres à l'heure), ces frégates remplaceront, en partie, les avisos-escorteurs dans leurs missions de présence dans les espaces maritimes éloignés de la métropole. Elles sont armées d'une artillerie de 100 mm et recevront les infrastructures pour accueillir, le cas échéant, des missiles antisurface MM-40 Exocet. De surcroît, elles sont dotées d'une plate-forme armée pour un hélicoptère de 9 tonnes.

Les coques seront assemblées à Saint-Nazaire et achevées, c'est-à-dire armées, à l'arsenal de Lorient. Les deux premières frégates devraient entrer en service après 1991. Le programme de construction est de six unités.

Chaque frégate est estimée à 400 millions de francs, dont 260 pour Alsthom et 140 pour l'arsenal de Lorient. Ces frégates de surveillance sont distinctes d'un autre programme de la marine nationale, qui consiste en la mise en chantier de frégates légères, de 3 000 tonnes aussi, dont les trois premiers exemplaires ont été baptisés *La Fayette*, *Surcouf* et *Courbet* et dont la mission, du fait de leur armement supérieur, sera d'être des bâtiments de combat en escorte d'une flotte de surface.

Cont
une Em
politi

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. MICHEL DEBRÉ

Contre une Europe politique

Une séance de réception sous la Coupole n'est pas forcément un tournoi d'éloquence ou un assaut de civilités. Rien d'étonnant à ce que M. Michel Debré y ait trouvé une tribune pour proclamer une fois de plus les idées qui lui sont chères et en ait assorti l'éloge de son prédécesseur, le duc Louis de Broglie. Faire suivre le rappel de la carrière et des découvertes de l'inventeur de la mécanique ondulatoire, du « plus grand physicien que la France ait donné à l'humanité », d'une réflexion sur la science et ses rapports avec la morale et la politique allait de soi. Il n'y a là nul dérapage, tel celui — le « dérapage de la pensée » — que M. Michel Debré dénonce en évoquant l'Europe de demain : à savoir l'idée que la solidarité économique, souhaitable

pour la sauvegarde de l'Occident et de ses valeurs, « n'est qu'un prétexte à l'unification politique que peut assurer la fusion des peuples ». Contre elle l'orateur s'insurge : « Il n'est pas raisonnable, sous prétexte de développer un grand marché de consommateurs, d'appeler les peuples d'Europe à la destruction de l'Etat national, fondement de la patrie et condition de la liberté... »

Le nouvel académicien revendique donc l'héritage gaullien : la France « une et indivisible depuis la Révolution dont nous allons fêter le bicentenaire » ; la nation qui « associe le respect des droits de l'homme et l'autorité ». Cette doctrine monolithique a été mise en action par une ligne de conduite inflexible, dont le professeur Jean Bernard devait dégarer les points forts.

J.-M. D.

Le discours du récipiendaire

QUE Maurice Druon et Jean Bernard, amis de jeunesse que la gloire a consacrés, l'un comme un maître de la littérature, l'autre comme un maître de la médecine, soient remerciés du fond du cœur, Maurice Druon pour m'avoir conduit jusqu'ici, Jean Bernard pour avoir bien voulu m'y recevoir. A tous deux je dédie ce discours. Qu'Edmond Wolff et Jean d'Ormesson, également fidèles amis et illustres maîtres, dans les sciences pour le premier, les lettres pour le second, veuillent bien recevoir l'expression de l'obligation profonde que je leur dois d'avoir accepté d'être mes parrains en ce jour solennel. Enfin, vous, Messieurs, si dignes à tous égards de la tradition qui depuis trois siècles fait de cette Académie une des nobles institutions de notre pays, pour votre si cordiale indulgence, soyez assurés de ma reconnaissance.

Oserais-je vous faire observer que le fauteuil que vous m'avez destiné, celui de Boileau, de d'Argenson, de Buffon, a été occupé après Parvaud de Grandmaison, l'auteur oublié des *Amours épiques*, et avant Emile Augier, principal auteur du *Grand de M. Poirier*, par un homme politique, M. de Salvandy, qui, ministre de Louis-Philippe, réunit une commission pour créer une Ecole nationale d'administration. La commission n'aboutit pas, me laissant de ce fait le champ libre, cent ans après !

Tout a été dit...

AU moment d'évoquer une vie vouée à la science, l'homme politique hésite et doute de lui-même. Certes, la science n'est pas l'adversaire de l'action : aucun fondamentaliste ne peut séparer sa pensée des effets pratiques qu'elle entraîne sa recherche. Cependant la démarche du savant et une modeste dont j'eus naguère l'écho par mon père, qui fut son confrère à l'Académie des sciences. Ses collaborateurs, aujourd'hui à leur tour des maîtres, gardent un souvenir ému de leurs rapports avec cet homme exceptionnel. Ceux qui ne l'ont pas connu peuvent mesurer la profondeur de sa pensée ne serait-ce qu'à la lecture des réflexions intitulées *Le Savant à son dernier quart d'heure*.

Mais si tout a été dit et bien dit sur l'ancienneté de sa maison, sa vocation, sa carrière, sa vie vouée à la physique, sa personnalité, il manque une autre affirmation de sa place dans l'histoire des sciences. Louis de Broglie appartient cependant à cette lignée rare de Français qui, au-delà de la gloire qu'ils apportent à leur pays, font partie du trésor intellectuel de l'univers. Pour nous en tenir à quelques grands noms qui furent membres de notre Académie, citons Buffon pour les sciences naturelles, Montesquieu pour la science politique, Cuvier pour la paléontologie, Claude Bernard pour la médecine, Henri Poincaré pour les mathématiques. Malgré la mauvaise humeur de certains étrangers pour qui tout Français ne peut être que léger, malgré certains Français pour qui un duc de nos jours ne saurait bien faire, disons les choses telles qu'elles n'ont pas été suffisamment dites et, cependant, telles qu'elles sont : le duc Louis de Broglie est le plus grand physicien que la France ait donné à l'humanité.

Tout a été dit et bien dit sur la vocation de Louis de Broglie. Il est doué pour les lettres, l'histoire, le droit. Un jour, son frère Maurice, de vingt ans plus âgé, officier de marine reconverti dans la plus haute physique, l'attire dans son laboratoire. Il est aussitôt séduit. « Un coup d'Etat intérieur » le fait passer des lettres aux sciences. En 1911, il obtient aisément et brillamment sa licence de physique. Pendant les quatre années de la première guerre mondiale, il est mobilisé, sous les ordres du général Ferrière, au service de la radio-télégraphie militaire. Ce long temps d'action et de méditation achève de fixer son avenir. Il sera un théoricien de la physique.

Tout a été dit et bien dit sur la carrière scientifique de Louis de Broglie. Son doctorat achevé et sa thèse passée avec succès, le tout neuf Institut Henri Poincaré lui propose une maîtrise de conférences. Il y assurera un enseignement magistral après le départ de Léon Brillouin, nommé au Collège de France. Louis de Broglie ne sera pas seulement pendant un quart de siècle l'une des gloires de la faculté des sciences de Paris, dont dépend cet institut : il ira d'honneur en honneur.

Prix Nobel à trente-sept ans

EN 1929, alors qu'il n'a que trente-sept ans, le prix Nobel le couronne puis l'Académie des sciences l'accueille. Il deviendra, quelques années plus tard, son secrétaire perpétuel. Elu à l'Académie française, son frère l'y rejoint. Ce fut pour cette maison une grande et noble journée qui est restée dans le souvenir de ceux qui assistèrent et dont l'écho étonnait et venait jusqu'à nous.

Tout a été dit et bien dit sur l'ensemble des titres de Louis de Broglie à la déférence de la postérité : les cours qu'il a donnés pendant un quart de siècle et qui demeurent des modèles ; ses livres, ses articles, sans oublier les pages qu'il a consacrées aux « pionniers », les savants du XVII^e et du XVIII^e siècle, ses réflexions d'humaniste sur la vertu de la science au regard des valeurs fondamentales et de la foi ; enfin, son dévouement pour la recherche scientifique, couronné par la création d'une fondation chargée de poursuivre son œuvre au service de la physique.

Tout a été dit et bien dit sur la personnalité intime de Louis de Broglie. De sa nature comme de son éducation n'ont cessé de jaillir, malgré la gloire et les honneurs, une politesse, une gentillesse et une modestie dont j'eus naguère l'écho par mon père, qui fut son confrère à l'Académie des sciences. Ses collaborateurs, aujourd'hui à leur tour des maîtres, gardent un souvenir ému de leurs rapports avec cet homme exceptionnel. Ceux qui ne l'ont pas connu peuvent mesurer la profondeur de sa pensée ne serait-ce qu'à la lecture des réflexions intitulées *Le Savant à son dernier quart d'heure*.

Mais si tout a été dit et bien dit sur l'ancienneté de sa maison, sa vocation, sa carrière, sa vie vouée à la physique, sa personnalité, il manque une autre affirmation de sa place dans l'histoire des sciences. Louis de Broglie appartient cependant à cette lignée rare de Français qui, au-delà de la gloire qu'ils apportent à leur pays, font partie du trésor intellectuel de l'univers. Pour nous en tenir à quelques grands noms qui furent membres de notre Académie, citons Buffon pour les sciences naturelles, Montesquieu pour la science politique, Cuvier pour la paléontologie, Claude Bernard pour la médecine, Henri Poincaré pour les mathématiques. Malgré la mauvaise humeur de certains étrangers pour qui tout Français ne peut être que léger, malgré certains Français pour qui un duc de nos jours ne saurait bien faire, disons les choses telles qu'elles n'ont pas été suffisamment dites et, cependant, telles qu'elles sont : le duc Louis de Broglie est le plus grand physicien que la France ait donné à l'humanité.

Synthèse mathématique

UNE définition de la lumière nous vient de Lucrèce. Elle est donc vieille de plus de deux mille ans, mais Newton lui a apporté l'appui de sa gloire. Ce jet merveilleux et mystérieux serait composé de particules qui se comporteraient selon les lois qui régissent la marche des corps, grands ou petits. A la réflexion comme à l'expérience, cette

affirmation ne peut répondre à toutes les manifestations de la lumière. C'est pourquoi une autre hypothèse voit le jour : elle est proposée par Huygens au XVII^e siècle, étudiée par Fresnel au XIX^e. La lumière serait faite par des vagues que l'on nomme des ondes et qui, à partir de leur source, se propageraient selon un flux périodique. La théorie ondulatoire de la lumière rend compte de phénomènes qui échappent à la théorie corpusculaire. Mais de nouvelles expériences permettent de constater des anomalies qui mettent à son tour la théorie ondulatoire en échec. Voilà qui conduit Einstein à proposer une théorie synthétique de la lumière qui réunit les corpuscules de Newton et les ondes de Fresnel.

C'est cette théorie d'Einstein sur la lumière que Louis de Broglie entreprend de développer dans les années 20, au moment où, par ailleurs, la théorie quantique de l'atome ne peut apporter une réponse satisfaisante à ce problème fondamental de la physique qu'est l'analyse de la matière. Louis de Broglie a écrit lui-même : « J'ai eu la hardiesse d'étendre la coexistence des ondes et des particules en supposant que non seulement les photons de la lumière mais toutes les autres particules matérielles comme les électrons sont accompagnés d'une onde ». L'affirmation de la coexistence des ondes et des corpuscules dans toute matière : telle est la synthèse connue aujourd'hui sous le nom de « mécanique ondulatoire ». Ses conséquences allaient révolutionner non seulement la physique, mais la vie courante de l'humanité.

Trois notes de Louis de Broglie présentent sa découverte. Elles paraissent en septembre et octobre 1923 dans les comptes rendus de l'Académie des sciences. Il les développe l'année suivante dans la thèse de doctorat qu'il soutient en Sorbonne. Si le monde des physiciens ne prête pas aussitôt attention à ses conclusions, il n'en est pas de même du plus grand d'entre eux, Einstein, qui, le premier, à propos de cette synthèse mathématique, prononce le mot de « génie ».

Vingt-cinq ans d'épreuve

LOUIS DE BROGLIE avait élaboré une théorie. Reste à en établir la preuve concrète. Trois ans plus tard, en 1927, elle est apportée par deux chercheurs américains, et leur expérience est décisive. Elle sera bientôt confirmée en Angleterre et en France, par Maurice Ponté notamment. Louis de Broglie peut déclarer que l'association des ondes et des corpuscules doit être considérée « comme une grande loi de la nature ».

Alors que le monde savant commence à prendre conscience de l'apport exceptionnel de ses travaux, Louis de Broglie est soumis à une épreuve qui durera près d'un quart de siècle.

En 1927, lors d'une réunion des plus illustres physiciens du monde occidental, organisée à Bruxelles par l'Institut Solvay, il doit faire face à l'offensive d'un petit groupe, qu'on appelle l'« école de Copenhague », qu'inspire le célèbre mathématicien Bohr. Ce groupe remet en question la part égale des ondes et des corpuscules dans l'analyse de la lumière et de toute matière. Certes, l'hommage est rendu à Louis de Broglie, mais, selon les mathématiques expliquées par ce groupe, c'est une onde fictive et un simple instrument de calcul qui accompagnent tout corpuscule. Lors de la discussion à laquelle seuls prennent part quelques grands cerveaux aptes, derrière l'abstraction mathématique, à imaginer la réalité des choses, Louis de Broglie est soutenu par Einstein, mais il n'a ni l'autre ne parvient à convaincre leur auditoire. Pendant plusieurs années, Einstein restera silencieux, et Louis de

Broglie se résignera à enseigner la présentation de sa théorie telle qu'elle paraît l'avoir emporté dans l'esprit des physiciens les plus renommés.

Vingt-cinq ans plus tard, alors que sa célébrité se sera considérablement accrue, il s'inquiète. N'a-t-il pas abandonné trop vite ses conclusions sur la nature réelle des ondes et des corpuscules composant la lumière et toute matière ? Attaqué par quelques-uns, que son audace novatrice effraye, soutenu par une nouvelle génération de mathématiciens et de physiciens, Louis de Broglie, avec courage, réaffirme, après l'avoir approfondi, son interprétation initiale de la mécanique ondulatoire. Les dix années suivantes, comme il les qualifiera lui-même « les plus belles de sa vie », sont consacrées à la présentation de la mécanique ondulatoire, telle qu'il la conçoit.

Père de l'électronique

CE retour aux affirmations de ses premières années soulève, certes, quelques vagues mais cette fois aucune tempête ! Louis de Broglie est d'autant plus salué comme un maître que, en un quart de siècle, les applications pratiques de la mécanique ondulatoire telle qu'il en a établi les données ont prouvé leur valeur. Ses calculs théoriques sont à l'origine du microscope électronique, dont le pouvoir de grossissement grâce à l'action combinée des ondes associées aux électrons aboutit non seulement à une meilleure étude de la matière mais débouche sur de grands progrès industriels et médicaux : les métallurgistes sont mieux armés pour scruter la structure des métaux et les bactériologues pour étudier la vie des cellules. C'est également des propriétés ondulatoires de la matière que découlent nos connaissances sur la conductibilité des solides, donc sur l'existence et les propriétés des isolants. Ces connaissances ont abouti au transistor et à l'électronique.

Louis de Broglie, l'homme d'une seule découverte ? Certains jettent cette affirmation comme une critique. Christophe Colomb n'est-il pas aussi l'homme d'une seule découverte ? Comparaison osée, dira-t-on. La mécanique ondulatoire n'est pas seulement l'explication d'un phénomène physique mais une analyse de la réalité des choses, elle a modifié notre vision de l'univers et a engendré des techniques nouvelles qui ont changé nos conditions de vie. Il en est de même de la découverte de l'Amérique. Comme l'a écrit le professeur Hamburger, « la mécanique ondulatoire n'intéresse pas que les physiciens ; elle est incitation à une révision déchirante de la confiance que nous portons à notre sens commun ». La conclusion sera de notre confrère Paul Germain dans la lecture qu'il a faite, le 7 décembre 1987, lors de la séance solennelle de l'Académie des sciences, dont il est secrétaire perpétuel : « Louis de Broglie est un géant de la physique dont le nom ne sera jamais oublié ».

Science et politique divergent

ENGENDRER des techniques nouvelles, fussent-elles déterminantes pour transformer le travail, la capacité, la vie des hommes, des hommes disposent de possibilités inconnues hier des plus puissants et des plus riches. Pensons à ce que feront demain ordinateurs et robots ! Mais, il y a moins d'un demi-siècle, nous avons assisté, par la facilité nouvelle des transports, à la déportation de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans des conditions atroces.

« Les progrès de la science, en assurant une emprise de plus en plus forte de l'intelligence sur le monde matériel, se traduisent par une sorte d'ascension vers l'Esprit liée à une tendance profonde de l'évolution de la vie ».

Par ces lignes qui expriment son espoirance, Louis de Broglie se rattache à une

grande tradition, celle des savants du siècle des Lumières qu'il admirait tant. Alors devant les nouveaux progrès de la connaissance est née une assurance que l'on peut ainsi définir : la capacité de l'homme à découvrir les secrets de la nature ouvre à l'humanité une ère nouvelle. Dégagé des croyances déraisonnables et apte désormais à dominer ses instincts, l'homme va accéder à une conception de la vie sociale fondée sur la raison. D'où découleront la liberté et la paix, voire, disent les plus idéalistes, le bonheur par la fraternité. Ernest Renan, il y a un peu plus de cent ans, déclarait : « J'ai la conviction que la science ne servira que le progrès — j'entends le vrai progrès, celui qui est inséparable du respect de l'homme et de la liberté ! ». En bref, le progrès de la science conduirait au progrès de la morale, et ce fait capital changerait la politique du monde. De cette noble idée qui éclaire le travail des chercheurs et justifie leurs veilles, les meilleurs esprits comme la multitude ne peuvent se détacher.

Or regardons notre univers tel que nous l'avons vécu et le vivons encore. Ni la liberté ni la paix ne profitent automatiquement des progrès scientifiques ou techniques. La science et la politique ne suivent pas le même chemin. Comment pourrait-il en être autrement ? Le savant par un effort d'objectivité cherche la connaissance. Le politique par la volonté et la passion cherche le pouvoir. Connaissance et pouvoir peuvent parfois faire bon ménage et s'aider réciproquement, mais leurs légitimités sont différentes et même opposées.

Vers la fin du monde

GRACE à l'exploration de l'espace, notre aptitude à dévoiler l'univers est sans commune mesure avec ce que les générations précédentes pouvaient imaginer. Les perspectives des prochaines années augmentent cet écart. Mais en utilisant l'espace, un homme, un régime, un Etat pourra demain décupler sa capacité à briser les peuples ou à en faire ses esclaves. Pensons au rêve de paix des premiers aéronautes et au cauchemar du bombardement des populations civiles que permet désormais la maîtrise du ciel !

Les deux révolutions médicales qu'a évoquées, il y a quelques années, le professeur Jean Bernard lors de la première séance du Comité national d'éthique, la révolution thérapeutique et la révolution biologique, ont modifié déjà et modifieront encore et très profondément les conditions de notre vie et la marche de nos sociétés. Mais un pouvoir arbitraire, par des manipulations que la science lui aura apprises, pourra demain agir sur le physique comme sur le psychisme des hommes et, au service d'ambitions inavouables, manifester une autorité quasi illimitée par des actions effrayantes. N'oublions pas, n'oublions jamais les expériences poursuivies dans les camps nazis sur le corps humain par des personnalités que les écrivains américains ont appelés « les médecins de l'infamie » !

Nous jouissons de facilités matérielles et culturelles que les hommes les plus avisés, les plus soucieux d'un meilleur avenir ne pouvaient envisager même au cours du siècle précédent, et des millions d'hommes disposent de possibilités inconnues hier des plus puissants et des plus riches. Pensons à ce que feront demain ordinateurs et robots ! Mais, il y a moins d'un demi-siècle, nous avons assisté, par la facilité nouvelle des transports, à la déportation de millions d'hommes, de femmes et d'enfants dans des conditions atroces.

(Lire la suite page 10.)

سكنا من الامم

LA RÉCEPTION DE M. MICHEL DEBRÉ A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 9.)

La bombe atomique a apporté en 1945 la victoire au camp de la liberté. Quel drame pour l'humanité entière si la bombe atomique avait été mise au point d'abord par le camp du racisme et de la brutalité ! Les miracles de la chimie peuvent faire naître, nous le savons, des gaz terribles, et les miracles de la bactériologie nous font sombrer dans la guerre des microbes. Nous avons récemment appris l'usage d'armes chimiques par les belligérants du Proche-Orient, et l'un des pays de cette zone — à titre dissuasif, disent ses gouvernements, — a emmagasiné des quantités considérables de produits mortels. Un autre aurait construit une usine dont les effets, à l'avance, nous glaçant d'effroi.

La preuve est donc apportée que la connaissance et la raison, la science et la politique, ne sont pas solidaires, mais qu'au contraire elles sont dissociables et, en fait, dissociées. Le mal autrui que le bien peut sortir renforcé de tout bond en avant de notre capacité scientifique et de nos aptitudes techniques.

Je dois à mon ami Maurice Schumann la lecture de deux phrases qu'Henri Bergson écrit en 1932 : « Au train où va la science, le jour approche où l'un des adversaires, possesseur d'un secret qu'il tenait en réserve, aura le moyen de supprimer l'autre. Il ne restera peut-être plus trace du vaincu sur la Terre. »

Civilisations

ONS aller plus loin et nous poser la question-clé : pouvons-nous parler encore de l'universalité triomphale de la civilisation avec un grand « C » ? Nos valeurs et nos règles, filles de la culture antique, de la spiritualité judéo-chrétienne et de la philosophie rationaliste, forment, au service de l'homme, de sa dignité, de sa promotion, un corps de morale dont nous estimons qu'il est appelé à s'imposer au monde.

Sans doute avons-nous pris conscience de nos faiblesses. A ceux qui doutaient des excès inimaginables où pouvaient être conduits de vieux peuples, l'aventure nazie a ouvert les yeux. En supposant même que de telles hideuses aventures aient à ce point marqué hommes et nations de l'Occident qu'elles ne peuvent à nouveau éclore, oserions-nous affirmer que tout régime politique du monde occidental se définit et se définita toujours par le respect de ces règles, dont nous estimons qu'elles sont à la base de la civilisation ? Il est un fait plus grave. D'autres systèmes politiques, d'autres conceptions sociales, d'autres forces religieuses qui se partagent l'humanité font preuve de leur vitalité et de leur capacité. Certains acceptent nos principes, mais d'autres les rejettent. Que devient la règle de droit quand les traités sont bafoués ou déviés par des Etats qui ne se considèrent pas comme liés par leur signature ? Que devient l'affirmation de la dignité de la personne devant la montée du racisme dans le monde ou l'évocation d'une guerre sainte ? Voilà qui nous contraint, en Occident, à plus de modestie. Nous devons parler de civilisations au pluriel et avec un petit « c ».

Sans doute pouvons-nous considérer que dans tous les domaines de la science et de la technique le monde occidental, qui se veut le défenseur des progrès de la morale, suite des progrès de la science, dispose, tous pays associés, d'une avance considérable. De l'usage de l'atome à la qualité des opérations chirurgicales, de la conquête des planètes à la métallurgie des métaux, des énergies nouvelles aux produits de synthèse, nous savons où se trouve l'immense armée des savants et des chercheurs. Mais pouvons-nous conserver les illusions des générations antérieures ? Nous autres Occidentaux, nous n'avons en aucune façon le monopole de l'intelligence ni de la réflexion. Les laboratoires s'édifient sous toutes les latitudes. Les impératifs des balances commerciales sont une excuse pour la vente de procédés secrets aux conséquences incalculables. N'ayons garde d'oublier l'indifférence à l'égard des vertus qui font la valeur d'une civilisation : se refuser à donner une définition du bien pour ne pas avoir à châtier le mal est une décadence. Enfin, l'Occident vieillit. La baisse des naissances, qui aboutit au non-renouvellement des générations dans les sociétés que nous appelons civilisées, c'est-à-dire les nôtres, face à la montée en nombre de la jeunesse d'autres civilisations, traduit un refus de l'élan vital, qui encourage les indifférences, qui condamne aux renoncements et qui, surtout, est l'annonce d'un profond déclin.

La force par l'union

DE est ensemble de constatations découle notre problème : comment assurer le succès durable des hommes, des peuples, des Etats qui croient en la dignité éminente de la personne et de son droit tout à la fois, à l'égalité juridique, à la liberté et à la promotion sociale ? A cette question il est une réponse qui, pour être classique,

n'est pas moins la bonne : la force par l'union.

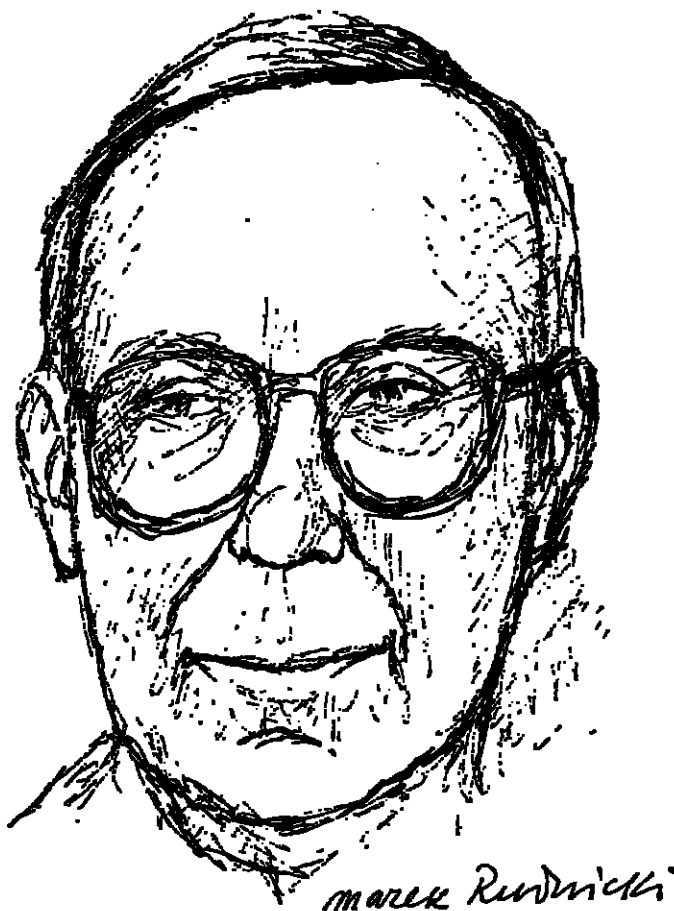
C'est une grande idée que celle qui cherche l'union de l'Occident par l'alliance des nations de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Cependant, pour qu'il y ait union, il faut d'abord que les deux camps se limitent à une éventuelle agression militaire en Europe, dans un monde où les agressions ne sont pas que militaires et où bien des conflits bellicieux surgissent sur d'autres continents ? Ces deux défauts sont aggravés par la volonté d'intégrer les nations dans un système commandé par le plus puissant, qui entend comme cela se doit conserver sa liberté de décision. Cette intégration débouche sur un tel sentiment d'irresponsabilité, au moins chez ceux des peuples européens qui sont habitués à se diriger eux-mêmes, que le neutralisme les gagne. A quoi bon la force matérielle si la force morale faiblit et risque de s'effacer ?

C'est une autre grande idée que celle d'associer les nations du Vieux Continent en vue d'établir entre elles une solidarité économique. Cependant, quelque importance que prenne l'économie de nos jours, quelque capitale qu'elle soit pour la prospérité commune et le niveau

législatif, présidentiel, le maire, le député, le président de la République sont considérés comme tels, eussent-ils été élus à une faible majorité. Il en est de même des décisions du Parlement. Une voix de majorité suffit, et la loi votée est celle de tous. C'est la solidarité française qui assure la légitimité du pouvoir grâce à l'affirmation d'une majorité qui se remet en cause régulièrement et librement. C'est la solidarité française qui permet l'esprit de défense, le service militaire, la mobilisation, le sacrifice des Français contre l'invasion de n'importe quel point du territoire.

En bref, fruit de l'histoire, c'est la nation, et la nation seule, qui associe le respect des Droits de l'homme et l'autorité. C'est la nation, donc le sentiment national, et notamment pour ce qui concerne la solidarité française, qui fait la démocratie et lui donne ses chances. N'oublions jamais la leçon des siècles : « Les droits de l'individu sont solidaires des droits de la nation » ; mépriser ceux-ci, c'est refuser ceux-là.

Vouloir une intégration atlantique et construire une Europe sur la ruine des nations est une double erreur. Ce sont les nations, et, au premier rang, les grandes



marcel rudnicki

de vie de chacun, l'essentiel n'est pas là. D'où l'idée que cette solidarité économique n'est qu'un prétexte à l'unification politique que peut assurer la fusion des peuples. C'est là que, à mon sens, se situe le dérapage de la pensée. Il n'est pas raisonnable, en effet, sous prétexte de développer un grand marché de consommateurs, d'appeler les peuples d'Europe à la destruction de l'Etat national, fondement de la patrie et condition de la liberté.

Nous, Français, au premier rang des pays éprouvés par ce siècle, avons compris la valeur de ces deux réponses : union atlantique, Europe. Nous y avons donc adhéré, mais nous y avons posé et devons continuer d'y poser une condition : le respect du fait national et, notamment, pour ce qui nous concerne, le respect de la France, de son identité, en un mot de sa souveraineté.

La solidarité française

REGARDONS la notre France, et osons l'admirer telle qu'elle est, telle qu'elle vit depuis plusieurs siècles et notamment, une et indivisible, depuis la Révolution, dont nous allons fêter le bicentenaire. Un Alsacien est préfet à Marseille, un Breton magistrat en Corse, ou inversement, un catholique ou un athée est tour à tour à la tête de l'Université, un protestant est généralissime ou premier ministre, un fils d'émigré juif devient haut fonctionnaire, un ouvrier devient membre du gouvernement, un modéré et un communiste sont tour à tour maires d'une grande ville ou dirigeants d'une grande entreprise d'Etat. Hommes, femmes de toute origine peuvent accéder à tout mandat électif, emploi public, de magistrat, officier, enseignant... Il faut mesurer la rareté mais aussi l'exceptionnelle valeur d'un Etat de droit et de fait qui permet tout à la fois, à la seule condition qu'il soit citoyen de la nation française. Comme seule cette appartenance et la solidarité dont elle est l'expression permettent d'instaurer un pot commun des principaux impôts et des cotisations sociales afin d'en assurer une égale répartition sur le territoire et entre les Français.

Richelieu et de Gaulle

COMME seule cette appartenance et la solidarité dont elle est l'expression permettent la détermination du pouvoir par l'assentiment populaire. Au soir du scrutin municipal,

nations responsables de notre Vieux Monde qui feront l'union de l'Europe et sa force comme, seules, elles font la trame de notre civilisation. C'est altérer l'Europe et c'est nier l'Occident que de les affaiblir, et notamment la France.

J'entends bien la réplique aux propos que je viens de tenir : votre langage s'apparente à celui de de Gaulle pour ne pas dire à celui de Richelieu.

Chers confrères, je vous dois un aveu : il y aura bientôt un demi-siècle que j'attends l'historien sincère et profond qui établira un parallèle entre le cardinal de Richelieu et le général de Gaulle ; entre le fondateur de l'Etat moderne et le restaurateur de la République. Il m'est déjà arrivé d'évoquer ce parallèle. C'était il y a quatre ans, dans la petite ville de Richelieu, en Touraine, à l'occasion du troisième centenaire de la naissance du cardinal. A cette cérémonie, M. Alain Decaux représentait l'Académie. Aujourd'hui, je me bornerai à une observation, à vrai dire capitale.

Richelieu et de Gaulle, ayant tous deux reconstitué l'Etat, ayant ainsi rendu aux Français confiance en la France en même temps qu'ils imposaient son respect au monde entier, ont fait de la politique étrangère la grande affaire et la raison d'être d'un Etat digne de ce nom. Sans doute pour Richelieu l'Europe est l'Occident, et pour de Gaulle elle n'en est qu'un des éléments. Mais, derrière la volonté chez l'un de refuser l'hégémonie espagnole et chez l'autre la domination allemande d'abord, la tutelle anglo-saxonne ensuite, on découvre une conception analogue : c'est par la coopération des grands peuples responsables et de leurs dirigeants que l'Europe trouvera la paix intérieure, que suppose la tolérance, et l'influence extérieure, qui suppose l'ardeur à participer aux affaires du monde.

A l'opposé de la conception impériale d'un Charles Quint ou d'un Napoléon, de la conception monarchique et religieuse d'un Louis XIV ; à l'opposé de l'odieuse conception totalitaire et raciste d'un Hitler ; à l'opposé enfin d'un conformisme plus récent qui croit à la valeur d'une Europe unifiée par une fusion de peuples affaiblis, notamment d'une France privée de son indépendance et profondément atteinte dans son unité, de Gaulle, allant plus loin que Richelieu mais dans le même sens, affirme qu'il n'y a d'Europe que par l'association volontaire et organisée d'Etats nationaux solides et conscients de leurs responsabilités.

(Lire la suite page 12.)

La réponse

MESSIEURS,

PERMETTEZ-MOI de commencer par l'évocation de deux terrasses tourangelles.

Sur la terrasse du château de Nazelles, Jeanne Debat-Ponsan, en 1906, prépare le difficile concours de l'internat des hôpitaux de Paris. Sa robe longue et claire couvre ses chevilles. Un grand chapeau de paille est posé sur une chaise proche. Sur la table les livres d'anatomie, les cahiers de notes.

Quand elle quitte la description d'un os ou d'une artère, la jeune fille aperçoit au loin la vallée de la Loire et le château d'Amboise dans sa gloire. Plus près, la route oblique, bordée de platanes, qui conduit d'Amboise à Nazelles. Plus encore, la Cisse, rivière que Balzac appelait « la Cisse ». La Cisse déroule ses méandres de la forêt de Blois jusqu'à Vouvray. Elle va de moulin en moulin, sous les nénuphars, entre les peupliers dont elle reflète les images tranquilles.

Jeanne est la fille aînée du peintre Edouard Debat-Ponsan, qui a récemment acquis le château de Nazelles, propriété auparavant du poète Viollet-Gris.

Jeanne Debat-Ponsan est souvent rejointe sur sa terrasse par Robert Debré, qui souhaite, tout à la fois, travailler avec elle et vivre près d'elle. Robert Debré est venu à cheval d'Amboise le long de la route aux platanes. Il porte déjà la cravate lavallière qu'il portera toute sa vie en Touraine, cravate à nœud bouffant et à larges pois. Il a récemment décidé, malgré les critiques de Charles Péguy, d'abandonner la philosophie pour la médecine.

Un homme de cheval

EN décembre 1906, Jeanne Debat-Ponsan et Robert Debré seront tous deux reçus à l'internat des hôpitaux de Paris. Ils se marieront en 1908.

Suivons le cours de la Cisse. Voici, quelques kilomètres en aval, une autre terrasse dont le nom rappelle le Moyen-Âge, son fil, un autre vin.

Devant nous, sur la levée du fleuve royal, c'est juste l'endroit où, en mars 1814, lord Granville, galopant depuis Tours, rejoignait la future « Femme de trente ans ».

Plus près, le Sud-Express emporte les Barnabooth de l'époque vers leurs Lusi-tanias.

Au-dessus de nous la paysanne en jupon rouge labouré son champ entre les deux fumées des maisons troglodytiques.

Dans votre chambre rocheuse, vous-même, Monsieur, autre troglodyte, vous préparez votre glorieux destin et, plus précisément, en cette année 1933, le concours d'entrée au Conseil d'Etat.

Dans la bibliothèque toute proche de Robert Debré les grands sont là avec leurs livres aux ailes déployées. Mais ils étaient là hier eux-mêmes autour de Robert Debré, autour de vous, Paul Valéry, Charles Nicolle, l'abbé Mugnier, tout couvert de bonté et d'anecdotes. Ainsi se perpétue la tradition des grands humanistes, qui, au temps d'Erasmus et du Vinci, s'en virent vivre et méditer sous ce même ciel d'Amboise.

Nous descendons le cours du fleuve. Saumur, 1932. Vous avez vingt ans. Vous célébrez cet anniversaire dans une chambre de l'Ecole de cavalerie. Vous sortez, un peu plus tard, major de la promotion. Vous traversez tout l'ouest de la France. En septembre 1932, vous porterez un utile secours à votre futur secrétaire perpétuel, étudiant fraîchement mobilisé, et que mettraient dans l'embarras les actions contrariées d'un cheval de course et d'un cheval de trait enlevés à leur destin par la réquisition.

Glissons encore vers l'aval. Nous voici aux Ponts de Cé. « J'ai traversé les Ponts de Cé. / C'est là que tout a commencé. » Vous pourriez en changeant doucement le sens de la traversée (non plus vers le sud, non plus vers le malheur) prendre à votre compte les vers du poète que nous aimons tous deux.

Août 1944 ; vous avez quitté Madame Michel Debré et vos enfants réfugiés à Tonneins dans le Lot-et-Garonne. Voyageurs sans bagages, cycliste héroïque, vous allez traverser tout l'ouest de la France, de Bordeaux à Poitiers, de Poitiers à Fontevault. Parfois une camionnette à gazogène accepte de vous transporter, votre bicyclette et vous. Plus souvent vous pédalez. Maigre, hâlé, poussiéreux, vous parvenez aux portes d'Angers.

D'un côté l'armée allemande qui ne se retire que lentement et souvent contre-attaque, l'armée américaine qui approche, les autorités de Vichy, son préfet, sa police encore en place, de l'autre côté Michel Jacquier (c'est votre nom de guerre), seul ou presque seul, avec une seule arme, le document par lequel le général de Gaulle le nomme commissaire de la République pour la région d'Angers. Vous voici dans le bureau du préfet. Vous êtes très déterminé. Il cède, se retire. Vous êtes désormais le chef, le gouverneur de cinq départements. Un

chef, un gouverneur virtuel. Vos seuls défenseurs seront initialement l'huissier et le concierge de la préfecture.

L'honneur de vivre

SE demander pendant les premiers jours comment résister au retour offensif des Allemands, affirmer avec une fermeté courtoise mais inébranlable la présence française face au général américain tout prêt à gouverner, aider les résistants si valeureux, séparer le bon grain de l'ivraie, faciliter plus tard l'amalgame avec les troupes régulières du général de Lamoignon venues contre l'ennemi enfermé dans les poches de l'Atlantique, assurer le retour de l'ordre, de l'autorité républicaine, rétablir les transports nécessaires, nourrir plusieurs dizaines de milliers de Français affamés, parfois parvenus par les mauvaises habitudes du marché noir, châtier les coupables, protéger les innocents, écarter les trop habiles, et, par-dessus tout, redonner l'espérance à tout un peuple accablé par quatre années de malheur : telles furent les missions que vous vous êtes fixées, telles furent les tâches rudes et admirables qu'à trente-deux ans vous avez assumées en alliant intelligence politique, rigueur morale, courage. Et, avant tout, amour de la patrie.

Cette région d'Angers vous l'aviez choisie. D'Amboise jusqu'à la pointe de Saint-Gildas, face à l'Atlantique, la vallée de la Loire vous est familière. De la Champagne tourangelles au pays de Retz, du vignoble rectiligne de Vouvray aux rives sauvages des étangs de Brière, vous connaissez, vous aimez la variété de ses paysages. Comme vous l'écrivez vous-même : « C'est une force que d'aimer la terre où vivent les âmes que l'on a chargées d'administrer ». Cet amour de la patrie, cet amour sacré de la patrie, qui inspire toute votre action, toute votre œuvre, trouve sa première raison, sa première force dans cette vallée de la Loire où vous avez tant vécu, que vous avez souvent évoquée, célébrée dans vos livres.

« Mon père, ou l'honneur de vivre. Charles de Gaulle, ou le grandeur de la France », tels sont les titres de deux de vos premiers chapitres de vos Mémoires. Trois Républiques pour une France. « L'histoire, le droit et la liberté sont affaire de clairvoyance et de persévérance ». Telle est la leçon que vous ont enseignée vos deux maîtres, vos deux pères.

Robert Debré

EN janvier 1944, je trouve Robert Debré rue de Rennes. Il entre dans son époque espagnole et commence à ressembler à ces seigneurs toledans qui emportent au ciel le corps du comte d'Orgaz.

Tous deux, nous étions alors quelque peu repris de justice. Je sortais de prison. Plus habile, il avait évité l'arrestation, s'échappant très classiquement par un escalier dérobé pendant que les sbires étaient amusés à l'entrée principale. Je traversais alors une période de profond abattement. Les liens si péniblement tissés sont brutalement déchirés. Les meilleurs d'entre nous sont arrêtés, tués ou, pis encore, torturés, déportés. Sans paraître remarquer mon émoi, Robert Debré m'a parlé avec une fermeté si tranquille, une assurance si apaisée que j'ai repris courage et, tirant une bicyclette aux pneus presque aussi fatigués que nous-mêmes, je suis reparti vers les tâches nécessaires. Quelques mois plus tard, ses pronostics se trouvaient vérifiés comme toujours. Et, pendant la libération de Paris, au poste de secours de la place Saint-Michel, il pansait les blessés comme un jeune médecin auxiliaire, donnant un nouvel exemple du patriotisme le plus discret, le plus actif, le vrai, le sien.

Robert Debré fut pendant quarante ans, dans le monde, l'un des plus grands, probablement le plus grand pédiatre de son temps. Des centaines de milliers d'enfants lui doivent la vie, soit qu'il les ait soignés lui-même, soit que ses élèves les aient soignés, soit que ses travaux aient inspiré les traitements salvateurs. Il transforma la pédiatrie sentimentale, empirique, inefficace du début de ce siècle en une discipline active, rigoureuse, solidement fondée sur la biochimie et la génétique.

Votre père, Monsieur, vous a appris l'esprit de tolérance, le sens du réel, le goût de la science, de l'histoire et des belles lettres, l'ardeur à bien remplir son existence.

Au printemps de 1944 vous allez le retrouver à la Vallée aux Allez, dans cette chère et illustre maison dont les admirables cœurs évoquent le voyage de Chateaubriand au Liban. Il vit clandestin, poursuivi par la police allemande. Avec Alfred Sauvy, il écrit *Des Français pour la France*, jetant les bases de l'indispensable politique démographique qui n'a cessé d'être au premier rang de vos préoccupations.

LA RÉCEPTION DE M. MICHEL DEBRÉ A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

du professeur Jean Bernard

D'où ce quatrain qui l'amusa :
*Dans l'antre littéraire où l'ennemi
 l'ignore
 Il mêle aimablement aux complots ce
 couplet
 Femmes s'ilôt d'enfer et nourrissons
 d'école
 Un seul maître nous manque et tout est
 repeuplé.*
 Elle est longue, écrivez-vous, la liste
 des sujets personnels ou publics, familiers
 ou philosophiques, immédiats ou lointains,
 lorsque deux hommes, père et fils, l'un et
 l'autre saisis par une carrière qui les prend
 tout entiers, l'un et l'autre soucieux de se
 dire l'essentiel d'eux-mêmes, se sont suivis
 pendant plus d'un demi-siècle, chaque année
 rapprochant les générations. Ainsi le temps
 faisait son œuvre, vous êtes devenu le plus
 proche ami de Robert Debré. Comme il serait
 heureux ce soir.

Première rencontre

LE 22 août 1944, à la préfecture de Laval, en Mayenne, vous vous trouvez, Monsieur, pour la première fois, en face du général de Gaulle qui, venant d'Angleterre, se rend à Paris. Comme tous les Français, les résistants de l'intérieur ne connaissent alors du général de Gaulle que la voix entendue aux jours d'orage et d'espoir.

Votre allégeance est ancienne et remonte à 1941. Mais, comme vous l'écrivez vous-même plus tard, c'est en ce jour d'août 1944 que s'est scellé votre destin au point de rencontre de la résistance extérieure et de la résistance intérieure. Vos premiers entretiens ont lieu à la préfecture de Laval, puis dans la voiture qui vous conduit tous deux au Mans et à Chartres. Pendant vingt-cinq ans, que de rencontres au ministère de la guerre, rue Saint-Dominique, dans les jardins et les bois de Colombey ! Plus tard à Matignon, à l'Elysée. Comme lui, vous avez su ne jamais vous identifier à une autre chose qu'à l'intérêt de la France. Avec lui, vous avez fait en sorte que la voix de la France redevienne celle de la liberté. Le général de Gaulle vous a appris tout à la fois à sublimer la querelle de l'homme et à accepter initialement le pragmatisme tant que l'essentiel n'est pas mis en question. Il avait, comme vous l'avez très bien noté, lu et relu Bergson. Il était porté au plus haut degré par cet élan intérieur que décrit le philosophe. Vous aussi assurément.

Comme vous l'avez écrit encore, le lien entre la pensée et l'action se traduisait chez lui par une aspiration à précéder l'événement et, si possible, à le créer. Avec lui, vous avez incarné le courage et l'espoir, l'honneur et la grandeur.

Créateur de l'ENA

CERTAINES vies sont plates dans tous les sens du terme, sans relief, sans intérêt. D'autres vies sont animées, diverses, connaissant souvent le drame et parfois, plus rarement, le bonheur, lucides aussi. Votre vie, Monsieur, appartient assurément à la seconde classe. Depuis cinquante ans, alternent pour vous les périodes d'action, les périodes de pensée et d'impatience. Pensée, préparation, réflexion au temps de vos études de droit, de votre entrée au Conseil d'Etat, de votre présence au cabinet de Paul Reynaud, près de Gaston Palewski.

Action entre 1941 et 1945. D'abord simple militant de base de la résistance intérieure, vous assumerez bientôt de hautes responsabilités au sein du Comité général d'études. Étrange et dangereuse époque. D'un côté le législateur, l'administrateur que vous êtes va de lieu secret en lieu secret, échappe aux dénonciations, aux arrestations, connaît la lâcheté de ceux-ci, le courage de ceux-là. D'un autre côté, vous préparez les structures du lendemain, choisissez avec rigueur les futurs préfets. C'est grâce à vous, à quelques autres que la France, juste libérée, a évité les deux périls qui la menaçaient, l'anarchie, l'administration par une armée étrangère. Cette action trouve son accomplissement dans vos fonctions de commissaire de la République à Angers. Elle se poursuit en 1945 avec la création, qui vous est due, de l'Ecole nationale d'administration.

Périodes de désert

PUIS vont se succéder d'abord un long désert de 1945 à 1958, puis la période où, exerçant les fonctions de premier ministre, vous entrez dans l'histoire de France. De nouveau, un désert. Moins étendu. De nouveau, de hautes fonctions ministérielles aux finances, aux affaires étrangères, à la défense nationale. De nouveau, un désert assez long dont vous sortez pour entrer à l'Académie.

Vos périodes de désert ne sont pas des périodes calmes. Vous n'êtes plus aux affaires, vous êtes dans la colère. La lucidité est une de vos vertus les plus hautes.

Vous apercevez les erreurs, les fautes, leurs conséquences immédiates et lointaines. Vous dénoncez ceux qui, inconsciemment ou consciemment, acceptent le déclin de la patrie. Une juste fureur vous anime alors. Vous retrouvez les accents des grands pamphlétaires de l'Antiquité. Vous créez de nouveaux accents, de nouvelles formules. Vous rencontrez l'indifférence, l'égoïsme, la lâcheté des faux confort intellectuels. Vous dérangez. Vous êtes attaqué sournoisement par ceux que vous dérangez. Parfois, vous êtes accablé par cette indifférence, cet égoïsme, cette lâcheté. « O France ! je voudrais te parler sans témoin », diriez-vous volontiers en citant Supervielle. Vous souffrez. Vous n'êtes pas ébranlé. Vos pamphlets ne sont jamais vides mais constructifs. Parfois, vous n'êtes pas entendu, et le malheur tombe sur la patrie. Parfois, juste à temps, vous êtes écouté, consulté, et le péril est écarté. Vous pouvez alors évoquer Richelieu, notre fondateur, un de vos maîtres : « Comme le sile que j'ai toujours eu pour l'avantage de la France a fait mes plus solides contentements. » Et, comme vous l'écrivez vous-même, vous devez à la politique une vision pessimiste et un comportement optimiste. C'est que vous avez toujours vécu la politique comme une exigence nationale, morale et humaine. Écartant toute vanité et pensant parfois peut-être à La Bruyère : « Se faire valoir par des choses qui ne dépendent point des autres, mais de soi seul. Ou renoncer à se faire valoir, maxime inestimable et d'une ressource infinie dans la pratique. »

L'avantage de l'opposition

ENTRE le temps de l'attente et le temps de l'action, les périodes intermédiaires, les périodes de préparation à l'action, les périodes d'accélération sont très remarquables. Telle celle qui, de la résistance clandestine, vous conduit à Angers aux fonctions de commissaire de la République, telle celle qui précède en 1958 le retour du général de Gaulle.

En quelques mois, en quelques semaines se succèdent, se chevauchent vos philippiques solitaires, l'activité autour de vous de la petite équipe du *Courrier de la colère*, la dégradation du pouvoir politique, les lois, les décrets essentiels à peine étudiés (« L'avantage de l'opposition, écrivez-vous, c'est de pouvoir lire les textes ; le gouvernement, lui, n'a que le temps de les signer. »). Vous ardeur à dénoncer les fautes des institutions et des hommes (« Ces princes qui nous gouvernent, aveugles qui se plaisent dans les ténèbres. »), l'impuissance des partis et de leurs dirigeants à dominer une situation qu'ils avaient rendue insalubre par leurs hésitations, contradictions et disputes, le déclin de la patrie dans les formes légales, vos visites au général de Gaulle, votre appel à un gouvernement de salut public, l'aggravation rapide des événements en Algérie, les manifestations de rues, les morts, les chefs militaires prêts à imposer leur action au pouvoir politique, vos entretiens avec les hauts responsables de l'armée à Paris, le général Ely, le général Petit, la démission du gouvernement Fimlin, l'Appel au général de Gaulle, le général de Gaulle à Matignon, Michel Debré place Vendôme, puis le général de Gaulle à l'Elysée, Michel Debré à Matignon.

Trois ans et trois mois au pouvoir

COMME l'écrit un grand historien, un homme de guerre, respectueux des lois, s'est substitué aux généraux de coup d'Etat.

Il n'est pas trop malaisé d'imaginer l'émotion qui anima, éclaira pour vous ces semaines. Tel Saint-Simon : « Mon cœur dilaté à l'exercice ne trouvait plus d'espace où s'étendre. » Mais, différents du duc, vous n'êtes pas tenté « de ne plus [vous] occuper de rien ». « Je brûle d'agir », écrivez-vous. Vous agissez. Vous savez qu'il ne faut pas tarder à entreprendre les œuvres que l'on veut mener à bien. En quelques mois, vous donnez à la France sa Constitution, puis vous gouvernez. « Vous avez fait la Constitution. A vous maintenant de l'appliquer », vous dit le général de Gaulle. Le premier élément de votre politique est la stabilité. Vous gouvernez pendant trois ans et trois mois. Aucun gouvernement, depuis le début de la République, n'avait eu une durée aussi longue.

Vous redressez l'économie. Quand vous partez, la situation financière est assainie. « Nos réserves de devises et d'or sont reconstituées et atteignent le chiffre record de 3 milliards de dollars. Notre balance commerciale est excédentaire de façon constante. » Cette rigueur est votre. Plus tard, en 1967, ministre des finances, vous pourriez annoncer au général de Gaulle que, pour la première fois depuis 1914, la France ne doit rien,

ce qui s'appelle rien, à quelque Etat, à quelque organisme international que ce soit.

Vous orientez et vous soutenez l'ambition industrielle. Vous tenez le développement de l'énergie nucléaire pour un devoir d'Etat. Avec le cher Pierre Massé, vous mettez en place le quatrième plan. Trois ans plus tard, les bases d'un nouveau industriel sont établies.

De même, vous imposez un renouveau agricole. Quand vous partez, la modernisation agricole est en route.

Vous assistez heureux à la transformation de la France qui, grâce à une forte natalité, rejoint tous les ans, sous vos yeux.

Vous êtes un des rares, très rares hommes d'Etat français, assez courageux pour combattre l'alcoolisme. Vous limitez le privilège des bouilleurs de cru,

Tantôt il arrive trop tard. Le passé gouverne le futur. Les orientations utiles sont malaisées et souvent ne sont pas acceptées. L'évolution récente de l'Algérie appartient très probablement à cette seconde catégorie.

Les historiens de 2050 seront peut-être capables de répondre aux importantes questions qui se posent encore à nous aujourd'hui. Était-il possible, au temps du Second Empire ou dans le premier tiers de ce siècle, de favoriser les rapprochements, les associations, voire les unions entre les différentes communautés et d'éviter les drames ultérieurs ? La biologie moderne a montré avec force que le métabolisme est avantageux. Était-il possible d'allier aux enseignements si rigoureux de la médecine arabe les données de la science moderne française, le secours qu'elle apporte ? C'est à

êtes au premier rang de ceux-ci. Triplement. Vous avez ouvert des voies nouvelles, telle la création du Centre National d'Etudes Spatiales, et d'une certaine façon, Ariane est votre petite-fille.

Vous avez, en affirmant la haute obligation du Plan, permis le développement harmonieux de la recherche scientifique, trop souvent bridé par les budgets annuels. Vous avez doublé, triplé, parfois quadruplé les crédits, à vrai dire alors assez modestes, consacrés à la recherche scientifique. Vous me chargez, à l'issue d'un conseil interministériel, d'aller annoncer la bonne nouvelle de cette forte augmentation des crédits à l'un des hauts administrateurs de la recherche. « Que vais-je faire de tout cet argent ? » me répond cet homme qui avait accepté sa misère. L'admirable essor de la recherche scientifique française après 1960 a été assurément la plus glorieuse justification de votre généreuse compréhension.

Réforme hospitalière

L'AISEZ-MOI maintenant évoquer un autre jardin, aux arbres un peu tristes. C'est celui qui borde, rue de l'Université, le bureau du professeur Robert Debré. Dans ce bureau, en 1960, quelques hommes sont réunis autour de lui, doyens de faculté, jeunes chefs de clinique, administrateurs venus du Conseil d'Etat ou de l'inspection des finances. Ce groupe de travail (c'est le jargon de l'époque) a mission de transmutation. Il s'agit de transformer en lois, décrets, arrêtés, les principes de la réforme des études médicales conçue par Robert Debré. Ces principes sont simples. Tout étudiant en médecine doit pendant ses études apprendre à soigner les malades. Tout chef de service d'un hôpital universitaire doit à la fois soigner, enseigner, inspirer les recherches. L'unité de lieu est essentielle et tout ce travail doit se faire toute la journée et au même endroit. Ces principes simples pourront permettre au système hospitalo-universitaire de s'adapter aux constants progrès de la médecine. Pendant quinze années, Robert Debré combattait, souffrait de la méchanceté des uns, déjouait les ruses des autres. Il deviendra, selon le mot d'un illustre médecin américain, le plus remarquable législateur mondial de l'enseignement de la médecine.

Il est important de concevoir, il est important de légiférer. Il est tout aussi important d'appliquer. « Il reste la mise en œuvre, ce sera ma tâche », écrivez-vous, et, compte tenu de la révolution provoquée dans les règles et dans les mœurs, elle ne sera pas simple.

Elle n'était pas simple, mais elle a été efficace. Les hôpitaux médiocres sont remplacés par les hôpitaux neufs. Partout en France s'élèvent des centres universitaires, des CHU, selon la terminologie que longtemps Robert Debré a employée seul. Vous construisez, vous modernisez et, dans le même temps, vous organisez la vie, la carrière des médecins à temps plein. Robert Debré et Michel Debré ont fait de l'hôpital le lieu privilégié de la lutte contre la maladie. Le malheur des hommes, grâce à eux, a diminué.

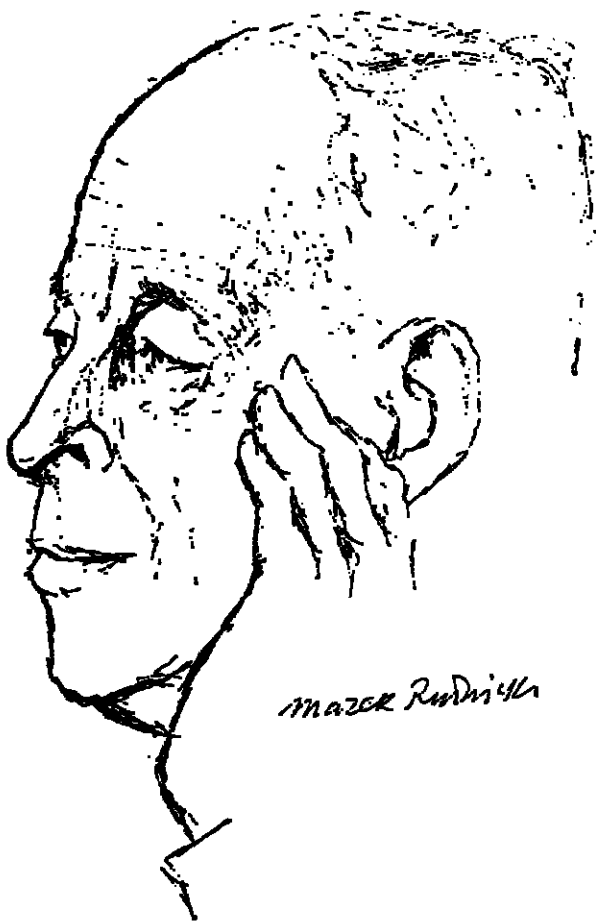
Un faux dur

VOTRE personne profonde, Monsieur, est très différente de l'image que, par devoir, vous avez parfois donnée. On vous croit dur, vous êtes tendre. On vous croit figé, vous savez évoluer. On vous croit dogmatique, vous êtes sensible aux avances. On vous croit classique, mais vous aimez les poètes, les artistes surréalistes, et, le premier, vous avez honoré Max Ernst. On vous croit sérieux, vous êtes certes sérieux, très sérieux, mais vous aimez Eugène Labiche. On vous tient pour un pèlerin de l'absolu, on vous croit rigide. Vous savez mesurer généreusement toutes les difficultés, toutes les misères de la condition humaine. Vous savez ainsi porter secours à ceux qui sont éprouvés.

J'ai gardé le souvenir d'entretiens au temps de notre jeunesse, dans nos jardins de Touraine, ou en canot le long d'une verte rivière. La dureté, la rigidité sont pour vous des armures nécessaires pour le combat. Mais sous les armures, vos compagnons savent retrouver votre amitié, votre humanité et votre humanisme, le vrai Michel Debré.

Tout au long de votre vie, dans l'action, les conditions, les circonstances ont varié. Tantôt l'objectif est net, précis. Les obstacles certes sont nombreux, la route est malaisée. Le général de Gaulle volait vers l'Orient compliqué avec des idées simples. La même clarté vous inspire. Tantôt il faut concilier, ou tenter de concilier, des impératifs moraux contradictoires. Devenus contradictoires, opposés, parce que dans le passé de graves erreurs ont été commises.

(Lire la suite page 12.)



Mazek Rudin'ka

de leurs dangereux alambics. Vous suscitez, et c'est votre honneur, la haine des marchands d'alcool et de mort.

Vous allez à la recherche de l'équilibre et de la beauté. Avec à vos côtés André Malraux qui voulait « ouvrir les yeux du peuple à la beauté comme aux liens mystérieux entre l'art et la liberté ».

Actions téméraires puis ordinaires

EN province, par la création des premiers parcs nationaux, celui de la Vanoise en Savoie, celui de Port-Cros dans le Var, à Paris par des actions heureuses, le transfert des Halles à Rungis, l'installation de la faculté des Sciences, quai Saint-Bernard, ou par l'arrêt définitif de certains projets fâcheux, hérités, pour reprendre l'expression de Jules Ferry, des comptes fantastiques d'Hausmann. La rue de Rennes devait être prolongée jusqu'à la Seine et probablement traverser les cours du palais Mazarin. Vous l'avez sagement laissée naître à Saint-Germain-des-Près.

Actions heureuses ? Pas toujours. Vous exaltez la tour Montparnasse. Vous êtes fier d'en avoir posé la première pierre. Ne pensez-vous pas qu'il aurait été raisonnable d'en rester à cette première pierre ?

Vous avez, en d'autres domaines, développé la formation professionnelle et la promotion sociale.

Vous avez favorisé le transfert des écoles militaires et particulièrement l'installation de Saint-Cyr à Coëtquidan.

Vous avez enfin été un des principaux responsables de la stratégie nationale de dissuasion.

La stratégie nationale de dissuasion, complétée par une double capacité d'intervention en Europe et outre-mer, et par la défense appropriée de notre territoire, de notre ciel, de nos côtes, est, pour reprendre votre propre expression, « acceptée aujourd'hui par tous ceux de nos dirigeants qui traitent avec sérieux cette affaire capitale ».

Vos actions ont tout à tour paru téméraires, hardies, puis ordinaires. Déjà Stendhal : « Quelle est la grande action qui ne soit pas un extrême au moment où on l'entreprend ? C'est quand elle est accomplie qu'elle semble possible aux êtres du commun ».

Ainsi tantôt l'homme d'Etat, arrivant à temps, peut prévoir le futur et par son action orienter heureusement le cours des événements.

هكذا من الامل

LA RÉCEPTION DE M. MICHEL DEBRÉ A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse du professeur Jean Bernard

(Suite de la page 11.)

Dans l'un et l'autre cas, clarté de l'action, difficulté du débat, vous êtes animé par la même vertu, les mêmes principes, vous êtes conduit par les mêmes maîtres. La même vertu, votre vertu majeure, l'honnêteté de la pensée. Certes vous connaissez le doute. Il vous est arrivé de douter de ceux que vous admirez, que vous estimez, de douter de vous-même. Mais le doute n'altère pas la rigueur de votre pensée. Vous refusez les compromis, les approximations. Cette honnêteté intellectuelle, au sein d'un monde trop souvent avili, n'a pas facilité votre action. Elle l'a justifiée. Elle demeure votre honneur. Elle a constamment, en dépit des tourments, inspiré votre espérance : « Carthage pèrit parce que, lorsqu'il fallut retrancher les abus, elle ne put souffrir la main de son Annibal même. Athènes tomba parce que ses erreurs lui parurent si douces qu'elle ne voulut pas en guérir; et parmi nous, les républicains d'Italie qui se vantaient de la perpétuité de leur gouvernement ne doivent se vanter que de la perpétuité de leurs abus ». Cette pensée de Montesquieu est pour vous exemplaire.

Votre culture historique, littéraire, est forte. Tel conseil, telle réflexion, tel discours venus du passé ont souvent confirmé vos craintes, fortifié votre action.

Présence de l'Histoire

TANTOT vos lectures vous inspirent, chaque événement du présent a son homologue dans le passé.

La collaboration, mais déjà Isabeau de Bavière remettait la France à la discrétion des rois anglais.

Les incertitudes européennes, les accords imparfaits, déjà la Lotharinge et bien plus tard, l'alliance de Louis XV avec la monarchie autrichienne.

La menace à nos frontières, et c'est Robert d'Harcourt écrivant : « Et le peuple allemand avait ouvert les écluses du mal ».

La fidélité au maître pendant sa traversée du désert, et c'est Chateaubriand rendant visite à Charles X, Chateaubriand que l'on trouve si souvent près de vous.

Tantôt vous méditez sur les lieux mêmes de l'Histoire. En 1953, pendant les interminables débats qui précéderont l'élection de René Coty, vous voici songeant dans le parc du château de Versailles.

L'histoire de France est présente. « C'est ici, écrivez-vous, que fut prise, la malheureuse décision qui ouvrit la guerre de succession d'Espagne. C'est ici que fut préparée la déplorable révocation de l'édit de Nantes. Mais c'est ici, quand Versailles n'était encore qu'un pavillon, que Richelieu, après la journée qu'on appelle « des Dupes », a reçu de Louis XIII la consécration qui lui permit de bâtir la France moderne. C'est dans ce palais que Colbert, un de vos modèles assurément, a travaillé, que Turgot a tenté de rénover la France ».

Vous avez parfois rêvé de faire œuvre d'historien et, par exemple, de rechercher au cours des siècles les écrivains qui, devant les malheurs de la France, ont cherché à nous prévenir, de Michel de l'Hospital à Vauban, de Turgot à Lazare Carnot, à Tocqueville.

La patrie charnelle

LA patrie n'est pas pour vous une entité théorique. Elle est, pour vous, comme pour Péguy, charnelle, faite de ses eaux et de ses terres, de ses habitants. Votre action ne s'est pas seulement exercée dans les palais du septième arrondissement de Paris, elle a été poursuivie sur le terrain au conseil général d'Indre-et-Loire, à la mairie d'Amboise.

Comme vous l'écrivez, pour le candidat d'abord, pour l'élus ensuite, les hommes et leurs problèmes remplacent les pierres et les paysages des lieux les plus célèbres, des sites les plus enchanteurs, Chenonceaux, Azay-le-Rideau, Chinon, Loches, Langeais, Villandry, Ussé. A l'évocation de ces noms, ce ne sont plus les châteaux qui viennent à votre esprit ni les grands souvenirs, mais ici un pont brisé, là une adduction d'eau ardemment souhaitée, ici une école qui fait défaut, là le réseau électrique à installer, ici une route à refaire, là une cantine attendue. C'est ainsi que vous avez longuement, souvent, fréquenté les comices agricoles. C'est ainsi que dans les pays de caves, vous avez poursuivi les discussions après le dîner jusqu'au-delà de minuit, autour d'une bonne bouteille, c'est-à-dire de plusieurs. Le vin tient une grande place dans les préoccupations, dans les joissances. « Je garde de ce temps, notez-vous dans vos Mémoires, une bonne capacité à déceler les crus et surtout les bonnes années ». Vous nous expliquerez comment concilier ces plusieurs bouteilles, ces aptitudes d'une part avec, d'autre part, le très courageux combat que vous avez mené contre les

excès de l'alcoolisme. Cette conciliation n'est peut-être pas tout à fait impossible.

Comices agricoles ? Pas seulement. Vous avez su, à Amboise, autour d'Amboise, favoriser l'implantation de nouvelles industries, donner du travail à vos administrés et cependant maintenir un heureux équilibre entre ces activités industrielles neuves et les activités rurales traditionnelles.

Entretiens avec M. Teste

PRÉPARANT l'installation de la centrale nucléaire de Chinon, vous avez de longs entretiens avec M. Teste. C'est le nom, mais oui, de l'ingénieur chargé de ces études.

Vous êtes maire et conseiller général d'Amboise, député de la Réunion, ministre à Paris. Mais ce sont les mêmes vertus de grand administrateur que nous admirons, la claire définition des objectifs, la définition tout aussi claire des méthodes nécessaires, la précision, la persévérance, le sens profond du bien public.

Cette générosité active, cette tendresse efficace, les habitants d'une terre française lointaine l'ont, depuis vingt-cinq ans, connue, appréciée.

A la Réunion

ACHACUN sa Désirade. Votre île au loin, votre Désirade, c'est là-bas dans l'océan Indien, la Réunion. Vous arrivez à la Réunion en 1963. Les mers du Sud ont changé. Nous sommes loin du temps où Toulet revenait du Cathay par les Messageries, où l'Armand Behic d'Henry Jean Marie Levat filait ses 14 nouës et voguait vers les Laquedives au loin.

Vous arrivez donc à la Réunion en 1963. Vous admirez les cirques volcaniques, les forêts tropicales avec les papillons aux cent couleurs, l'orchidée libre en fleurs dans l'arbre, les eaux bleues où nagent, agiles, les tortues de mer. Vous observez l'heureuse alliance de populations initialement si diverses, marins français les premiers, esclaves noirs venus d'Afrique orientale ou méridionale, Malais, Arabes, Indiens, Chinois. Mais vous êtes accablé par la misère de ces populations, la pauvreté, l'ignorance, le désordre. Accablé mais non découragé. Vous vous mettez à l'œuvre. En vingt-cinq ans tout change. Le lait Debré donne la vie aux nourrissons. Des écoles s'ouvrent, accueillent les enfants nombreux; les conditions du travail sont améliorées, les ressources naturelles correctement exploitées. Rendus, grâce à vous, aisés, les voyages en métropole permettent les stages de formation, les échanges. Certes des imperfections demeurent. Mais de grandes et heureuses transformations sont survenues. On vous les doit.

Un grand écrivain

JE vous trouve, Monsieur, écrivant dans votre maison, sur le plateau rocheux de Montlouis. Vous dominez la Loire. La Loire encore, mais une Loire différente qui, avec ses îles inhabitées, ses sables, ressemble à un fleuve tropical. Et l'on songe aussi aux navires du passé, à la Belle Nivernaise. Tout au long de votre vie, vous avez souvent écrit. Vous êtes à la fois un grand homme d'Etat, un homme de grand cœur, un grand écrivain. J'ai gardé le souvenir précis, après un demi-siècle, de votre thèse de docteur en droit que vous n'avez défendue qu'en 1935, le souvenir de la rigueur de l'analyse, de la pureté du style. Et tout près de nous, la relation dans vos Mémoires de votre voyage cycliste en 1944 de Tonnais à Angers est concise comme du Tacite. Les portraits des amis et des personnes moins amicales que vous dessinez restent dans nos mémoires. Tel Bevin - issu du peuple, à la forte corpulence, aux grandes certitudes, avec l'insolence verbale d'un habitué des joutes politiques et sociales, entouré de diplomates impassibles. Ou encore cette évocation de la demi-heure passée dans une barque sur le lac du château de Rambouillet où vous entendîtes de Gaulle et Khrouchtchev chanter en chœur les *Bateliers de la Volga*.

Depuis la Grèce, depuis Rome, la politique et les lettres ont souvent été unies. Tantôt c'est l'homme d'Etat qui, vieillissant, se transforme, subit une mutation, comme disent les biologistes, et devient philosophe de la politique, historien, voire romancier. Tantôt c'est le poète qui, au milieu de sa vie, rencontre la tentation politique, y succombe, échoue et, avec une sagesse désabusée, retourne à la poésie. Tantôt enfin, c'est le même homme qui, tout au long de son existence, sait allier la poésie à la diplomatie, le théâtre aux obligations de l'ambassadeur.

« Au service de la nation »

MAIS ce classement, Monsieur, ne vous concerne pas. Votre œuvre d'écrivain est définie par la diversité de son expression et par son unité fondamentale. Diversité d'abord. Votre pensée, son expression ont revêtu des formes très variées. Le pamphlet en premier, « petit livre, court écrit, dit le dictionnaire, qui critique avec violence le pouvoir établi, l'opinion régnante ». C'est bien cela, et vos

pamphlets s'inscrivent sur une liste glorieuse qui va des *Castillanaires* à Machiavel, responsable pour une part d'un de vos meilleurs titres, aux *Provinciales*, de *De Buonaparte et des Bourbons* de Chateaubriand. De tout temps les pamphlets ont changé la face du monde dit Paul-Louis Courier. Vos propres pamphlets ont au moins contribué à changer la face de la France.

Les pamphlets, donc, mais aussi les jugements, les explications, ouvrages plus modérés, paisibles, ou, plus exactement, contenus comme, paru en 1968, *Au service de la nation*. Il suffit de rappeler les grands thèmes de ce livre pour en apprécier l'esprit. Expansion. Progrès social. Education et culture. Indépendance et solidarité. Pouvoir et organisation.

Les Mémoires enfin. « L'écriture est un précieux refuge quand on ne peut plus agir », me disiez-vous lors de la parution du premier tome de vos Mémoires en 1984, et vous ajoutiez : « et il faut des mémorialistes pour que les historiens puissent plus tard décrire les faits et juger les hommes ». Certes. Mais l'écriture est une action. *Combattre, gouverner*, les titres mêmes de deux des trois volumes parus sont significatifs. Mémoires, donc, qui s'écoulent tantôt lentement et tantôt fortement, comme le fleuve que vous aimez, et qui, selon les pages, nous font évoquer d'autres hommes d'Etat, grands écrivains aussi, le cardinal de Retz, le général de Gaulle.

Évoquer seulement. Car votre œuvre est très personnelle. Elle allie la grandiose et le familier, les hautes montagnes et les douces vallées, votre côté Eschyle et votre côté Alceste et Philinte.

Trop modeste

DONC diversité des formes, unité de la pensée, du style. Laissez-moi, Monsieur, louer votre clarté, votre sincérité, votre rigueur. Un grand écrivain s'est récemment demandé si l'ordre des phrases françaises, la séquence obligatoire substantif, verbe, complément, n'entravait pas l'expression poétique. Je ne sais si pour la poésie il faut le suivre ou le réfuter, mais pour les pamphlets, les jugements, les mémoires, cet ordre est nécessaire.

Il est présent dans tous vos écrits.

Cette clarté, cette rigueur que les avez requises de vos maîtres, de l'instituteur de Nazelles, des professeurs du lycée Louis-le-Grand ou de la faculté de droit, de Jules Perronneau à René Le Senne, à Charles Rist. Et bien entendu aussi de Montaigne à Saint-Simon, de Montesquieu à Stendhal, des écrivains que vous aimez.

Dans tel paragraphe de vos Mémoires vous regrettez d'avoir été en grec et en latin un élève moyen. Probablement vous êtes trop modeste. On a peine à vous croire tant votre style, votre comportement paraissent hérités de Rome.

Sentiment que vous devez bien partager aussi. Dans un autre chapitre des Mémoires, vous êtes en mission officielle à Rome. « Le 25 novembre 1966, accueilli en fin de journée par le gouver-

nement italien au complet et par Gaston Palewski, alors notre ambassadeur, je parcourus la voie Appienne en compagnie de Fanfani, président du conseil. Dans la pure nuit d'automne, j'aperçus, éclairés par la lune, les monuments antiques, les ifs et les pins que je n'ai pas revus depuis vingt-cinq ans; leurs silhouettes se détachent sur le ciel; leurs ombres parlent à mon esprit et à mon cœur. Quelle serait ma fierté, quelles ne seraient pas mes ambitions si le destin m'avait fait naître Romain ».

Pour Labiche

ROME et son droit ne suffisent pas toujours. En 1934, candidat au Conseil d'Etat, vous êtes interrogé sur les trois cas de révocation de donation. Votre mémoire juridique vous livre aisément les deux premiers. Mais le troisième ? Soudain Labiche vient à votre aide. Vous vous rappelez le dénouement d'une pièce intitulée *Le Point de mire*, inspiré par la survenance d'un enfant postérieur à la donation. Vous obtenez une très bonne note. Sept ans auparavant, dans la bibliothèque de Targé (vous aviez alors quatorze ans), vous découvrez la collection des œuvres complètes d'Eugène Labiche. Vous la lisez pour la première fois en 1926, vous la relirez chaque année pendant les vacances.

Après le succès au Conseil d'Etat, probablement en témoignage de gratitude, vous avez créé et présidé une association des amis d'Eugène Labiche. Vous avez tenu des rôles dans deux comédies de Labiche. La guerre a dispersé les membres de l'association. Vous avez vécu avec d'autres préoccupations. Mais vous êtes resté fidèle à Labiche, heureux récemment encore de découvrir certaines pièces non présentes dans les œuvres complètes, heureux vers 1950 à Sauvigny, en Sologne, village dont Labiche fut longtemps maire, d'inaugurer le buste remplaçant le monument que les Allemands avaient emporté.

Florence qui dormait dans le *Décameron*. Quel poète a écrit ce vers ? Depuis plusieurs semaines Michel Debré et moi, nous cherchons en vain. Emile Henriot, dans le fameux *Concours des annales* de 1931 « paru depuis trente ans », a posé soixante-trois questions, a demandé qu'on trouve les auteurs de soixante-trois textes, courts ou longs, de prose ou de poésie. Nous avons trouvé les soixante-deux autres noms, déjouant les pièges, le Mallarmé du *Journal des demoiselles*, le Vigny exhumé en 1905. Nous avons demandé l'aide des amis compétents. Ainsi Henri Charles Puech, qui déjà ne vivait que pour les Gnostiques et qui plus tard présidera l'Académie des inscriptions et belles-lettres, a reconnu, sauf « Florence », l'origine de tous les textes poétiques en terminant souvent le poème. Adrienne Monnier a ouvert largement sa librairie, nous a permis d'emporter par dizaines les recueils de poésie. Rien de plus difficile que de trouver un seul vers. De fait nous ne trouvons pas. Les jours passent. Allons-nous échouer faute d'une

réponse ? Voici le dernier jour. Nous lions, Michel Debré et moi, assis dans ma voiture en panne, les derniers volumes emportés. Michel Debré prépare alors sa thèse de doctorat en droit. Je suis moi-même interne de première année à l'hôpital Saint-Louis. La voiture est immobilisée dans une des cours du vieil hôpital. Soudain c'est le bonheur. Nous avons trouvé. « Florence qui dormait dans le *Décameron* » est de Jean-Louis Vaudoyer. Emile Henriot et Jean-Louis Vaudoyer ont tous deux appartenu à l'Académie française. Déjà, Monsieur, à vingt ans, vous aviez découvert.

L'an passé, en ce même palais, les diverses créations, création littéraire et artistique d'une part, création scientifique d'autre part, ont été longuement examinées, comparées. En principe les deux ordres de création sont différents. Apollinaire meurt, Franz Schubert meurt, Mozart meurt; il n'y aura pas de deuxième *Chanson du Mal Aimé*, pas de dixième Symphonie, pas de nouvel Opéra. Pascal meurt, Evariste Galois meurt, mais les physiciens, les mathématiciens découvrent ce que, vivant plus longtemps, ils auraient trouvé. La mort du savant est seulement retardée.

Louis de Broglie dans le métro

L'ŒUVRE, la personne de Louis de Broglie transcendent ces comparaisons, ces différences. Louis de Broglie a transformé notre connaissance du monde, bouleversé nos habitudes logiques, notre sens commun. Je rencontrais parfois Louis de Broglie dans le wagon de métro qui, régulièrement, quotidiennement, si longtemps le porte de Neuilly à l'Institut. Grand, fin, élégant, d'une élégance un peu surannée, il était souvent bousculé par quelque voyageur pressé. Il ne le voyait pas, perdu dans ses pensées.

Pensées qu'il nous a souvent livrées sous cette coupe et, en particulier, au début de son discours de réception. Il s'interrogeait sur la place exacte que tient la recherche scientifique parmi l'ensemble des activités spirituelles qui sont représentées au sein de notre compagnie. « Pour pouvoir soulever un coin du voile des apparences sous lesquelles se cachent les insaisissables mystères du réel, il faut être guidé par des intuitions profondes et par un sentiment puissant de l'harmonie et de la beauté du monde ».

Donc, Monsieur, tous les jeudis vers deux heures et quart, deux heures et demie, vous quitterez votre maison de la rue Jacob, le petit peuple dorique qui porte sur son front l'inscription « A l'amitié », les grandes ombres d'Eugène Delacroix, de Remy de Gourmont, de Natalie Clifford Barney. Vous traverserez la rue de Seine (sans article), vous laissez à votre droite la rue de Buci, la rue Dauphine, bruyantes, animées, vous longez la rue Mazarine, silencieuse, un peu triste. Vous êtes chez vous, chez vous désormais. Vous êtes un ancien, premier ministre, vous voici un jeune académicien. Soyez, le bienvenu, Monsieur.

Hommage à Robert Debré

« VOICI qu'il est temps maintenant de s'arrêter, de prendre sur une planchette de ma bibliothèque les pensées de Marc Aurèle et, comme le grand empereur romain, de se tourner vers soi-même. Marc Aurèle remercie ses maîtres Apollonius, Rusticus, Alexander, Platonien, Sextus, Maxime et rend grâce aux dieux de les avoir connus ». Mon père commence en ces termes la dernière partie de la leçon inaugurale qu'il prononce le 15 mars 1933 dans le grand amphithéâtre de la faculté de médecine de Paris.

Plus d'un demi-siècle écoulé, je reprends ce geste d'autant plus à mon compte qu'en tête de mes maîtres vient mon père, Robert Debré, que beaucoup d'entre vous ont connu au point que j'ai bénéficié de l'amitié qui lui était portée. Au-delà de son affection et de sa confiance, je lui dois le sérieux dans l'exercice de son métier, le goût de la science et le respect des savants, l'esprit de tolérance et la volonté de justice, l'amour de la République et la foi dans le progrès. Il eût été heureux de me savoir l'un de vos vôtres, Messieurs, et m'eût approuvé de vous remercier de l'honneur et de la joie que je vous dois.

Ce fut, en effet, un honneur que de lire publiquement l'éloge de ce grand homme de France que fut le duc Louis de Broglie. C'est avec joie que je me suis efforcé de résumer les orientations qui me paraissent nécessaires à la fierté des Français et à la vitalité comme à la grandeur de notre patrie. Que citoyens et citoyens se souvenant toujours que leurs libertés et leur dignité sont liées à l'indépendance et à la puissance de la France ! Qu'ils se souviennent également de la phrase d'un des généraux les plus illustres de la deuxième guerre mondiale : « Rien ne remplace la victoire ! ».

Le discours du récipiendaire

(Suite de la page 10.)

LA France est l'un de ces Etats. Richelieu et de Gaulle, loin d'être des nationalistes abusifs, comme voudraient le faire croire les ignorants et les malintentionnés, sont des précurseurs dont l'exemple mérite d'être médité et suivi.

N'est-ce pas à de Gaulle que les Européens doivent l'Europe spatiale grâce à Ariane et à Kourou, et l'Europe nucléaire grâce à Pierrelatte ? Qui a fait davantage pour l'Europe d'aujourd'hui et de demain ?

Unité de la culture unité de la langue

AFIN que la France demeure au premier rang de l'Europe et de l'union des peuples libres, nous devons savoir que, dans un ordre du monde qui demeure un ordre guerrier, ce qu'un peuple ne fait pas pour lui-même, nul ne le fera. Dès lors, au doute qui s'insinue dans notre esprit et nous invite à l'indifférence, nous nous devons d'opposer en connaissance de cause la volonté de commander l'avenir.

Une force de dissuasion n'est pas au-dessus de nos moyens financiers, et les Français sont en mesure d'élever leur économie au niveau nécessaire pour compter en Europe et dans le monde; la solidarité sociale n'impose pas l'abandon de toute hiérarchie ni de tout commandement; rénover l'éducation n'exige pas le préalable d'une révolution, la coopération internationale en matière de recherche veut, à titre de première étape, une grande politique nationale de la science.

La chute de notre natalité n'est pas de l'ordre de la fatalité; une politique familiale prioritaire et bien orientée peut nous rendre la jeunesse nombreuse, donc ardente, qui est la première condition de notre survie.

A cet ensemble d'actions, un complément est nécessaire, où votre responsabilité, messieurs, est importante, l'unité de la culture et, d'abord, l'unité de la langue. Ainsi est la France : sa culture et sa langue sont l'expression de son existence.

Au dix-septième siècle, de par la volonté de son fondateur, les travaux de l'Académie sur la langue française ont largement contribué à l'unité de notre pays. Au siècle suivant, le dix-huitième, votre mission au service de la langue a permis d'étendre l'influence de la France. Au dix-neuvième, notre unité et notre influence étant acquises, notre langue, par un mouvement qui nous parut naturel, avait pris place parmi les langues universelles. Le siècle que nous venons de vivre a remis en cause notre influence ! Hélas, le siècle qui s'approche peut remettre en cause notre unité ! C'est dire la nouvelle nécessité de vos travaux.

La langue française est principalement attaquée par des langues étrangères dont la force vient moins de leur qualité intrinsèque que du nombre de locuteurs qui les parlent. A l'intérieur de nous-même, elle doit s'imposer à des langues dites régionales, dont la promotion parfois artificielle exprime souvent une volonté de démembrement politique. La langue française se bat donc sur deux fronts. La tâche de l'Académie est de ce fait toute tracée : d'abord, garantir sa qualité et rappeler les exigences de l'orthographe et la syntaxe; ensuite, faire en sorte que l'unité de la langue serve la qualité de la culture; enfin, encourager l'emploi de notre langue et soutenir ceux qui le font. Que notre confrère le président Léopold Sédar Senghor, que notre secrétaire perpétuel Maurice Druon soient complétés l'un et l'autre de leur opiniâtreté à affirmer la francophonie, désormais tâche capitale de tout gouvernement comme le prouve dans les jours que nous vivons le ministère que dirige notre confrère Alain Decaux. Expression de notre unité, de notre influence, en un mot de notre souveraineté, elle nous appelle à un grand et nécessaire combat, cette langue que Clemenceau a qualifiée langue de clarté, langue d'équité, langue d'amitié, langue de liberté.

Comme dans notre monde, ainsi que nous l'ont enseigné les premiers philosophes de la Grèce antique, tout est mouvement, c'est-à-dire que tout est compétition, que tout est combat, agissons pour

la culture et, d'abord, l'unité de la langue. Ainsi est la France : sa culture et sa langue sont l'expression de son existence.

Au dix-septième siècle, de par la volonté de son fondateur, les travaux de l'Académie sur la langue française ont largement contribué à l'unité de notre pays. Au siècle suivant, le dix-huitième, votre mission au service de la langue a permis d'étendre l'influence de la France. Au dix-neuvième, notre unité et notre influence étant acquises, notre langue, par un mouvement qui nous parut naturel, avait pris place parmi les langues universelles. Le siècle que nous venons de vivre a remis en cause notre influence ! Hélas, le siècle qui s'approche peut remettre en cause notre unité ! C'est dire la nouvelle nécessité de vos travaux.

La langue française est principalement attaquée par des langues étrangères dont la force vient moins de leur qualité intrinsèque que du nombre de locuteurs qui les parlent. A l'intérieur de nous-même, elle doit s'imposer à des langues dites régionales, dont la promotion parfois artificielle exprime souvent une volonté de démembrement politique. La langue française se bat donc sur deux fronts. La tâche de l'Académie est de ce fait toute tracée : d'abord, garantir sa qualité et rappeler les exigences de l'orthographe et la syntaxe; ensuite, faire en sorte que l'unité de la langue serve la qualité de la culture; enfin, encourager l'emploi de notre langue et soutenir ceux qui le font. Que notre confrère le président Léopold Sédar Senghor, que notre secrétaire perpétuel Maurice Druon soient complétés l'un et l'autre de leur opiniâtreté à affirmer la francophonie, désormais tâche capitale de tout gouvernement comme le prouve dans les jours que nous vivons le ministère que dirige notre confrère Alain Decaux. Expression de notre unité, de notre influence, en un mot de notre souveraineté, elle nous appelle à un grand et nécessaire combat, cette langue que Clemenceau a qualifiée langue de clarté, langue d'équité, langue d'amitié, langue de liberté.

Comme dans notre monde, ainsi que nous l'ont enseigné les premiers philosophes de la Grèce antique, tout est mouvement, c'est-à-dire que tout est compétition, que tout est combat, agissons pour

que la France soit forte, afin que le camp de la liberté soit le plus fort ! C'est ainsi, et ainsi seulement, que, sous la forme de l'espérance raisonnée dont a parlé Louis de Broglie, nous nous donnerons une chance de reconstruire un jour science et politique et de réaliser progressivement le rêve du siècle des Lumières.

ARTS

En marge de l'exposition au Grand Palais

Miot, avant Gauguin...

Des photographies de Tahiti et des Marquesises en 1869, excellente occasion de repenser de Gauguin et des « sauvages ».

Une famille royale des îles Marquises tristement assise sur le pont d'un navire français, des vachins habillés à l'euro-péenne, des maisons coloniales sur fond de mer et de rochers : Tahiti et les Marquesises en 1869, c'est donc ainsi, irréfutiblement, qu'il faut se représenter l'œuvre de Gauguin. Mais, un siècle d'Occident débarqué des bateaux. Les indigènes, habillés par les missionnaires, déshabillés par le photographe, prennent des poses. Ils jouent aux indigènes couronnés de fleurs ou aux « bons sauvages » évangélisés par les « bons pères » avec patience et pitié. Tout est vrai dans ces images photographiques, par définition, et tout y sent l'écume, l'artifice et la feinte. Paul-Émile Miot, leur auteur, n'est point dupe et ne manque pas d'inclure dans ses portraits d'autochtones quelques détails, volés de bois ou de chaise de paille, qui dénotent discrètement la fausseté du spectacle et l'influence des Blancs.

C'est donc une très bonne idée que d'avoir tiré de l'oubli ce repor-

tage équivoque et nostalgique. On ne pouvait espérer commentaire plus pertinent, et complément plus utile, à la rétrospective Gauguin. S'il fallait encore une preuve pour se convaincre que le peintre a purement et simplement inventé un Eden océanien sans relation avec ce qu'il voyait dans les îles où il était établi, voici. S'il fallait des illustrations pour ses écrits des années 1890, pleins de regrets et de déplorations, elles sont là, photographiées avec vingt ans d'avance par un marin explorateur-reporter habile à déjouer les apparences. On suppose du reste que Gauguin a pu voir un exemplaire de l'album de Miot à Tahiti. Il a pu alors se convaincre qu'il venait trop tard, bien trop tard.

Avant de naviguer sur le Pacifique, Miot avait tiré les portraits d'une tribu indienne du Canada, les Micmacs, clichés qui accompagnèrent la prose de Gobineau dans le journal *Le Tour du monde*. Il avait promis son appareil et sa curiosité au Mexique, au Pérou et au Sénégal, cherchant sans doute un exotisme et une étrangeté qui se dérobaient partout. Décidément, le paradis était perdu.

PHILIPPE DAGEN.
Musée d'Orsay, jusqu'au 23 avril.

La vague bretonne



« Les Dunes », O'Conor

En marge de l'exposition du Grand Palais, la Bibliothèque nationale propose un important ensemble d'estampes des peintres de Pont-Aven. Des surprises.

Ce n'est évidemment pas pour Gauguin, dont on peut tout aussi bien voir les planches sur velin jaune de la suite Volpini au Grand Palais, qu'il faut aller à l'exposition de la Bibliothèque nationale, mais pour quelques-uns de ces artistes qui, par chance ou malchance, l'ont fréquenté à Pont-Aven et au Pouldu. Et ne s'en sont d'ailleurs pas toujours bien remis. Cités plus qu'écrits, rarement exposés, généralement considérés dans une perspective de groupe et non pour elles-mêmes, leurs œuvres restent imparfaitement connues.

Ce n'est pas forcément dramatique, mais tout de même un peu grave pour certains d'entre eux. Par exemple l'Irlandais O'Conor dont on découvre les gravures, fort belles ; elles donnent l'impression d'en savoir plus et sur l'homme et sur sa peinture. Installé en France (il y est mort en 1940), il est signalé à Paris en 1886, où il habite près de la boutique du père Tanguy, et au Pouldu en 1893, où il travaille aux côtés d'Armand Seguin. Ce dernier, vrai professionnel en matière de gravure, peut l'avoir assisté mais, bien que fin dessinateur, Seguin semble loin d'avoir une personnalité aussi forte. Il a du mal parfois à se débarrasser, et même aux côtés d'O'Conor, ses tracés capillaires restent bien confus.

O'Conor est fatigué, impatient, tempéreux dans sa vision du paysage breton aux noirs mordants profondément les feuilles, aux lignes taillées fermes et souples, aux plans découpés avec une aisance que les autres n'ont pas. Chez lui la mer, les arbres, les rochers, les collines, s'ouvrent et flamboient à la manière expressive de Van Gogh plutôt qu'à celle de Gauguin ou de Bernard. Ses planches ont presque toutes, il est vrai, de cette même année 1893, et le synthétisme — pro-

mier mot de passe des artistes de l'école de Pont-Aven — n'a plus forcément la tournure archaïque et naïve qu'Emile Bernard avait mise, quatre ans plus tôt, dans ses « bretonneries » présentées à la demande à l'exposition du café Volpini, avec la suite de Gauguin.

Ce n'est pas le moindre intérêt de l'exposition de la B.N. que de permettre la comparaison entre ces deux suites de gravures, conçues toutes deux un peu comme des bilans : de l'œuvre, pour Gauguin à travers les motifs de Pont-Aven, de la Martinique et d'Arles ; de idées, pour Bernard, qui se cherche quand l'autre s'est déjà presque trouvé, qui a vingt ans de moins, peche du côté des arts populaires et peut tout aussi bien s'inspirer de l'imagerie d'Épinal que des estampes japonaises ou des xylographes du Moyen Âge. Gauguin se souviendra plus tard de ses gravures sur bois sommairement ciselées.

A propos de Japon, il faut signaler une très belle prestation de Maifra : sa vague dont les différents états, du plus clair au plus sombre, font un grand effet, avec leur lumière crépusculaire sur la crête d'écume blanche contre les rochers noirs.

Le noir de l'estampe à l'eau forte convenait décidément bien aux peintres de Pont-Aven qui se sont faits graveurs à l'occasion, ont su conjuguer exigences techniques, besoin d'expression et idées nouvelles, être simples et rester eux-mêmes peut-être mieux qu'en peinture. Et donner de la Bretagne une vision grave, habillée, qui n'a rien de folklorique.

GENEVIEVE BREERETTE.

★ Bibliothèque nationale. Jusqu'au 5 mars. Catalogue par Marianne Grivel ; notices de Caroline Boyle-Turner pour les œuvres de la collection Josefowitz.

★ Mort du comédien Pierrick Mescam. — Pierrick Mescam, qui avait tenu un petit rôle dans *Retour du désert*, de Bernard-Marie Koltès, et avait joué sous la direction de Jean-Pierre Vincent et de Bernard Sobel, est mort vendredi 20 janvier. Il était âgé de soixante ans.

MUSIQUES

Ouverture du 23^e MIDEM à Cannes

Le marché du disque tourne rond

Le 23^e Marché international du disque, de l'édition musicale, de l'équipement et de la vidéo-musique, plus connu sous le nom de MIDEM, s'ouvre le samedi 21 janvier à Cannes où il se poursuivra jusqu'au 24. 1 800 sociétés y sont représentées et

54 pays, ce qui a déjà permis aux organisateurs d'annoncer un taux de participation record de 8 000 professionnels. C'est que la crise qui régnait depuis la fin des années 70 sur la musique enregistrée semble devoir laisser place à un nouvel « âge d'or ». Le

chiffre d'affaires de l'industrie discographique a enregistré, tous supports confondus, la hausse impressionnante de 34,3 %. Ce qui ne signifie évidemment pas que les disques soient toujours, pour une oreille attentive, de meilleure qualité (voir encadré).

Le MIDEM est animé pour la première fois, cette année, par une équipe nouvelle franco-anglaise (Xavier Roy, Bob Bingham) qui remplace Bernard Chevry, son fondateur, aujourd'hui retraité. Il est placé sous le triple signe d'un renouveau de la chanson francophone ; d'un redressement spectaculaire de la production de variétés en France ; et d'une plus grande ouverture des diffuseurs à la chanson d'expression française : TF 1, Antenne 2 et FR 3 ont, en effet, réservé en 1988 65 % à 70 % de la programmation de leurs émissions de variétés au répertoire national ; les radios publiques et privées ont suivi.

La présence traditionnellement importante en France des chanteurs et des rythmes étrangers a eu une conséquence bénéfique : la musique des compositeurs français s'est mélangée d'influences étrangères. Combiné à ce qui a toujours fait la force de la chanson française — le texte — ce mélange musical a provoqué un renouveau de la création. « Jamais peut-être, souligne Patrick Renaud, délégué à la communication de la SACEM, un éventail aussi vaste de titres et de chanteurs n'a touché le public, de la variété populaire à des chansons plus ciblées qui ont également trouvé leur audience ».

Si Polygram-France est la société qui, au sein d'une multinationale, a le plus développé ses « produits » nationaux (plus de 60 % de son chiffre d'affaires contre 50 % il y a trois ans), l'ensemble de l'industrie musicale n'est pas loin aujourd'hui d'atteindre 50 % de ses ventes avec des artistes de variétés françaises.

La concurrence est vive entre les filiales des six sociétés internatio-

nales (l'allemande BMG ex-RCA-Ariola, Polygram-Hollande, les britanniques EMI et Virgin, l'américano-japonaise CBS du groupe Sony) et les producteurs indépendants.

Le premier d'entre eux, Trema (Michel Sardou, Catherine Lara, Charles Aznavour), célèbre cette année ses vingt ans d'existence. Le deuxième, Charles Talar (Licence IV, Nicoletta, Phil Barney et une douzaine d'autres artistes), vient de signer avec la firme Capitol pour la sortie aux États-Unis de l'album de Cheb Kader. Beaucoup d'autres indépendants sont en progression : Carrère, Francis Dreyfus avec Jean-Michel Jarre (il s'est vendu à deux millions et demi d'exemplaires de l'album *Rendez-vous* et déjà un million d'exemplaires du disque *Revolution*, publié il y a seulement trois mois), Georges Mary avec Elsa, Pierre-Alain Simon avec Marc Lavoinie et Pierre Bachelet, Apache avec France Gall et Michel Berger.

Année record

Réorganisée de fond en comble par la loi Lang du 3 juillet 1985, armée de nouveaux droits (redressement de la copie privée, reconnaissance des droits voisins), unie et solidifiée à travers une série d'organisations nouvelles, d'un bureau de liaison, d'un fonds de soutien, d'une fondation, l'industrie musicale paraît elle-même aujourd'hui, avec une participation minoritaire de l'État, des aides à la création, au spectacle vivant, au disque, au clip, à la formation d'artistes.

En 1988, le marché du disque a enregistré une forte progression : compact en tête, les ventes ont augmenté de 34,3 % (1). L'effet de la baisse de la TVA (de 33 % à 18,60 %), survenue le 1^{er} décembre 1987, s'est fait particulièrement sentir, de même que l'introduction de la publicité phonographique sur les chaînes de télévision.

La firme Pathé-Marconi, après avoir réuni les plus célèbres chanteurs d'Edith Piaf sur un double album et deux disques compacts, a lancé, la première, une campagne publicitaire télévisée, sous forme de quarante spots de vingt secondes, diffusés sur TF 1 du 9 juin au 6 juillet. Résultat : plus de 350 000 albums, cassettes et compacts vendus. La société Barclay (grâce toujours à la publicité télévisée) a atteint avec le double album *Jacques Brel, 15 ans d'amour*, le chiffre de vente de 600 000 exemplaires. CBS a réalisé quatre grosses campagnes, chacune d'un coût de 5 millions de francs (80 messages répartis entre TF 1, Canal Plus, la 5 et M 6), et cinq autres campagnes de 1 million de francs : une compilation intitulée *Boulevard des Hits* a ainsi atteint le score de 600 000 ventes sous forme d'albums compacts ou cassettes et une autre compilation consacrée aux « plus grands moments classiques », celui de 300 000 au moins.

L'industrie musicale a vécu une année record : 27 disques 33 tours dépassés les 100 000 exemplaires. Le champion en nombre d'albums vendus en France était Jean-Jacques Goldman (1 million), l'artiste populaire par excellence des années 80. Parallèlement le marché

du 45 tours a poursuivi sa chute (- 10 %). Pourtant le disque simple continue à jouer un rôle important : par le titre qu'il contient et que les radios diffusent, il apparaît toujours comme la meilleure façon de médiatiser un artiste, donc de faire acheter un album et d'amener les clients au concert. Sans la vitrine du 45 tours, la vente d'un album peut se diviser par deux et un spectacle risque de rassembler moitié moins de spectateurs. C'est en ce sens que le « Top 50 » exerce actuellement un effet pervers de fragiliser les artistes dans leur carrière. D'autant plus que les radios, d'une manière générale, ne travaillent plus sur les carrières des chanteurs, dit Charles Talar, mais sur un titre.

Les investissements sur les « produits » français sont donc devenus rentables. Une firme comme CBS — qui reçoit chaque année plus de 1 000 cassettes de maquette envoyées par des candidats-chanteurs — annonce la sortie en 1989 de 10 albums d'inconnus. Ce choix du risque sur des nouveaux venus souligne la nouvelle assurance de l'industrie spécialisée, affirmée par la rénovation progressive du circuit de distribution (ouverture sur les Champs-Élysées à Paris de Virgin Megastore) et par l'arrivée sur le marché du vidéo-disque, ce grand inconnu.

CLAUDE FLÉOUTER.

(1) Le chiffre d'affaires en francs (hors taxes) du 45 tours s'est élevé à 273 001 000 (contre 636 447 000 entre décembre 1986 et novembre 1987, soit moins 10 %) ; du 33 tours à 617 681 000 (contre 627 489 000, soit moins 1,6 %) ; du compact à 1 454 051 000 (contre 776 238 000, soit plus 87,3 %) et de la cassette à 1 014 532 000 (contre 684 057 000, soit plus 48,3 %).

Les fausses notes du classique

Le disque classique n'occupe que 14 % du marché, tous supports confondus. Mais il a effectué une notable percée avec l'arrivée du CD puisqu'un disque compact vendu sur trois se classe dans les limites floues de la musique « savante ». Produits peaufinés pour mélomanes exigeants ? Ce n'est pas toujours le cas, malheureusement.

A qui s'attend-on lorsqu'on achète un disque « classique », qu'il s'agisse d'une intégrale des symphonies de Beethoven ou de la dernière création enregistrée d'un compositeur vivant ? A un « produit » haut de gamme, élaboré avec amour dans le silence sacré des studios, débarrassé des aléas du direct (quand il ne s'agit pas d'un disque « live » évidemment), vierge de toute faute. (Ne dit-on pas souvent que la perfection du disque a conduit les jeunes musiciens à privilégier la « propreté » dans leur jeu au détriment de l'expression et de la vie ?)

Or, soixante ans après la constitution raisonnée des catalogues classiques, l'industrie phonographique connait une révolution sans cesse les mêmes canons, les grands éditeurs ont quitté le domaine de l'exploration de nouveaux répertoires pour la gestion médiatique et commerciale d'artistes qu'ils imposent de plus en plus souvent avec l'aide des techniques modernes du marketing. L'affinage des procédés d'enregistrement et de reproduction du son (1) ne peuvent à lui seul justifier la mise sur disques d'interprétations qui ne sont pas l'aboutissement d'un travail approfondi. Hier serviteur du concert (on enregistrerait les grands artistes au sommet de leur art), le disque classique est devenu, lui aussi, un objet de promotion, voire de propagande.

On voit ainsi des interprètes enregistrer des disques, bénéficier d'importantes campagnes publicitaires, puis disparaître après deux ou trois années des bacs des disquaires comme

des mémoires. On voit ainsi des pianistes enregistrer sans nécessité trois fois au quinze ans l'intégrale des concertos de Beethoven, d'autres, présentés comme de nouveaux Glenn Gould, faire trois petits tours (tours ?) avant de passer à la trappe. On voit surtout de plus en plus d'erreurs et d'imprécisions, « immortalisées » sur ce CD pourtant auréolé d'un grand prestige technologique.

Des exemples récents ? Adès réédite l'enregistrement intégral de l'œuvre pour piano de Schumann par Reine Giaroli, consacré, en son temps par un Grand Prix du disque. Passons sur le fait qu'il n'y a pas deux versos de pochette présentés de façon identique. Et demandons-nous pourquoi les *Etudes symphoniques* (et leurs *Variations posthumes*) ne sont ni indexées ni placées (2) (on en dira autant des *Intermezzi* op. 4, des *Pavillons* et des *Impromptus* sur un thème de Clara Wieck, alors que les *Scènes de la forêt* sont placées, ainsi que les *Fugues* op. 32 et que le *Carnaval* op. 9 et les *Scènes d'enfants* ne sont qu'indexées... On aimerait savoir également pourquoi le *Carnaval* semble enregistré dans la continuité alors qu'un indiscret silence électronique, placé entre chaque pièce, transforme l'audition des *Scènes d'enfants* en douches écossaises. On aimerait enfin savoir si quelque un de la maison a pris soin d'écouter attentivement les *Pièces en forme de fugues*, puisqu'on entend à la fin de l'une d'elles le pianiste dire : « J'ai fait une faute ». Ce n'est pas dans la partition de Schumann.

Erreurs de traduction

Réédition, chez EMI, des *Valsees* de Chopin par Samson François ; et parution d'un disque Magnard enregistré à Toulouse par Michel Plasson. Comment expliquer qu'il y ait deux fois la même valse sur le disque Chopin (il en manque donc une), qu'une « ronflette » (3) ouvre le troisième mouvement de la *Seconde Symphonie* de Magnard, que des perturbations radios (sans doute un ciste capté par les amplificateurs des micros) vrillent les tympans et qu'enfin la sonnerie d'un téléphone vienne aggraver la sixième plage ?

A-t-on écouté attentivement les dernières Sonates de Haydn par Glenn Gould, repues

chez CBS ? Pourquoi alors avoir toléré que la moitié des plages du second disque soit elle-même affublée d'une « ronflette » indiscrète dès qu'il y a un silence ?

La *Sonate-Fantaisie* op. 78 de Schubert par Walter Gieseking sonne, quant à elle, chez Fonotam en la bémol majeur au lieu du sol majeur voulu par Schubert.

Mitsuko Uchida enregistre pour Philips la *Sonate « funèbre »* de Chopin. Bien. Mais il aurait fallu dire à cette jeune pianiste (ou au technicien-monteur) que, s'il était judicieux d'effectuer la reprise du premier mouvement, encore fallait-il situer le début de cette reprise au bon endroit de la partition. Et n'aurait-on vraiment pas dû, dans l'intégrale des concertos de Beethoven par Claudio Arrau, éviter de couper le *Troisième Concerto* après son mouvement lent, obligeant ainsi l'auditeur à interrompre son écoute pour changer de disque ? Dans ces moments-là, on a l'impression de remonter le temps jusqu'au déluge des 78 tours.

Sans oublier, bien sûr, l'ineptie de livrets (pâles notices de dictionnaire et qui n'apprennent rien sur les interprètes ni sur l'enregistrement lui-même), sans oublier non plus les erreurs de traduction inévitables qui rendent la lecture de certaines pochettes (Telefunken) fort divertissante.

Il y a dix ans, un simple coup de fil du critique exaspéré, ou du mélomane déçu, au siège de la marque concernée entraînait le retrait immédiat du disque défectueux. Il est vrai qu'à cette époque un certain marketing n'avait pas encore tout à fait relégué au rang de « produit » la musique classique en conserve.

ALAIN LOMPECH.

(1) Si le matériel a fait des progrès, il n'en va pas de même du travail de techniciens qui ont de moins en moins de temps pour soigner leurs prises de son.

(2) L'indexation permet de repérer au sein d'une plage un passage, un moment clef, au sein d'un mouvement généralement balisé par une plage. Seuls les lecteurs équipés d'une touche index permettent de bénéficier de cette sophistication.

(3) Un problème sans doute lié à un défaut de blindage des câbles du micro.

CINÉMA

Festival d'Angers

Premiers plans

Un nouveau festival de cinéma vient d'être créé, sous le signe de l'Europe : Premiers plans. Il aura lieu à Angers du vendredi 20 au dimanche 29 janvier, sur le thème « Les débuts ». Premiers plans annonce deux objectifs : découvrir de futurs auteurs d'un cinéma pour l'Europe, et former un nouveau public pour le grand écran (qui en a bien besoin). La vocation particulière de ce festival doit s'affirmer

par les Rencontres européennes des écoles de cinéma, et la découverte de sept jeunes cinéastes européens, le tout en compétition. S'ajoutent à cela la présentation par les jeunes cinéastes de sept œuvres classiques de l'histoire du cinéma et un hommage à la nouvelle vague pour ses trente ans, avec une rétrospective de l'année 1959. Un colloque public sur la critique de cinéma se tiendra les

vendredi 27 et samedi 28 janvier, de 10 heures à 13 heures, dans les locaux du centre des congrès d'Angers.

Préside par Daniel Gélén, dirigé par Claude-Éric Poirot, le festival cinématographique d'Angers est organisé par l'association Premiers plans, avec la participation du Nouveau Théâtre d'Angers-Maison de la culture et de l'association Cinéma parlant, le soutien de la ville

d'Angers, et de nombreux concours régionaux et nationaux. Le jury, présidé par Theo Angelopoulos, est composé de Marie Dubois, Laura Morante, Arlette Langman, Benjamin Baltimore, Dominique Besnehard et Serge Toubiana.

★ Renseignements : Nouveau Théâtre d'Angers, 12, place Imbach, 49100 Angers. Tél. : (01) 41-87-80-80 et 41-86-90-88.

سكرا من الاصل

مركزنا من الأصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

J'AI PAS D'AMIS. Blanches Manteaux, salle 11 (48-87-15-84) (sam.) 21 h 30.
LA PREMIÈRE TÊTE. Comédie de Paris (42-81-00-11), sam. 19 h; Dim. 15 h.
LE TRIOMPHE DE L'AMOUR. Théâtre de la Ville (42-74-22-77) sam. 20 h 45, dim. 14 h 30.
L'AVARE. Marais (42-78-03-53) (sam.) 20 h 45.
L'IVROGNE DANS LA BROUSSE. Bagnole, Atelier théâtre et musique (43-64-77-18) sam. 21 h, dim. 17 h.
LA RECONSTITUTION. Théâtre national de Chaillot, Théâtre Général (47-37-81-51) sam. 20 h 30; dim. 15 h.
PAQUERETTE. Michodière (47-42-95-23) sam. 20 h 30; dim. 15 h.
LA RIJOURNELLE. Théâtre Antoine-Simone-Barreau (42-08-77-71) sam. 17 h 30 et 21 h; dim. 15 h 30.
L'OURS ET LA ROUSSE. Au bec fin (42-96-29-35) sam. 21 h 30; dim. 15 h.
PROMETHEE ENCHAÎNÉ. Créteil. Maison des arts (48-99-18-88) sam. 20 h 30; dim. 15 h 30.
POLYEUCTION. Malakoff théâtre (46-55-43-45) sam. 20 h; dim. 18 h.
CONCOURS DE CIRCONSTANCES. Théâtre moderne (43-59-39-39) sam. 21 h; dim. 15 h.
LE REVIZOR. Marie Stuart. (45-08-17-80), (salle 18) h 30.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Rituelle: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
ARLEQUIN (45-89-43-22). Monsieur de Pourcqua: 20 h 30.
ARTISTE-ATHÉVAIN (48-06-36-02). Le Tintin au pays: 20 h 30, dim. 16 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Le Terrier: 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Mademoiselle Julie: 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Freaks: 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
CARRÉ DE LA DANSE (43-57-05-33). La Passerelle: 22 h.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Les Deux Jumeaux vénitiens: 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE THÉÂTRE DE LA DÉMOTTE (43-36-36). Le jour se lève. Léopold: 20 h 30, dim. 17 h. Salle 11. Vallée, dessin de théâtre: 18 h 30, dim. 15 h.
CAYEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ali G. Rira, ça rira, ça rira: 21 h, dim. 15 h 30.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). D. Dim. Shakespeare et la guerre: 10 h.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Violon du temps qui passe: 15 h 30, dim. 15 h 30.
CIRQUE D'HYVIER (48-78-75-00). Astérix: 14 h, 17 h 30 et 21 h, dim. (dernière) 14 h.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-49). La Gabelle. Zaire, ou le Fanatisme religieux: 20 h 30. La Ressource. John Gabriel Borkman: 20 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête: 19 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du bœuf: 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. La guerre de Troie n'aura pas lieu: 20 h 30. D. Dim. Fin de partie: 15 h.
DÉJAZET-T.L.P. (42-74-30-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours: 20 h 30, dim. (dernière) 15 h.
DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Jour de la limace: 20 h 30, dim. 16 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babas. Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire: 22 h.
EL DORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne: 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.
ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle 1. Borges, le bibliothécaire de Babyl: 18 h 30. Les Ancêtres Océans: 20 h 30.
FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille!: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.
GART-MONTMARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Malheur de l'Idéal: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.
GALERIE 55-THÉÂTRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room: 20 h 30.
GUICHET MONTMARNASSE (43-27-88-61). Adieu Agatha: 20 h 30.
HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24). La Dernière Bande: 20 h 30, dim. 16 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Légion: 20 h 30. La pluie n'est pas du tout ce que l'on croit: 21 h 30.
JARDIN D'HYVIER (42-62-59-49). Aurélien, nu sœur Rendez-vous avec...: 16 h. La Nuit les chats: 21 h.
L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). Adieu Monsieur Tchekhov: 15 h et 22 h 15. La Fête cabotique d'Orion: 20 h 30.
LA BASTILLE (43-57-42-14). Mobie Dig: 21 h, dim. 14 h 30.
LE BATEAU (42-08-68-99). La Terreur: 21 h.
LE BOURVIL (43-73-47-84). Ce soir, on élève tout: 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 18 h et 20 h 15.
LE LAVOIR (42-57-04-22). Minetti: 20 h 30, dim. 20 h 30.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Esau: 20 h 30, dim. 17 h.
LIERRE-THÉÂTRE (45-86-55-43). Le Procès d'Orsini: 20 h 30, dim. 16 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre now. Le Petit Prince: 18 h 45.

Renaud et Armide: 20 h. Le Crépouille des pions: 21 h 30. Théâtre rouge. Contes épiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Quant au diable, n'en parlez pas: 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
MUSÉE DE L'UNESCO (30-56-22-12). Salle 1. Le Rêve d'Icare: 20 h 30.
MARAIS (42-78-03-53). Une vie bouleversée: 14 h 30. L'Avare: 20 h 45.
MARIE STUART (45-08-17-80). Le Ré-Route: 18 h 30. Revue gardien de l'ordre: 20 h 30. La Vie après l'amour: 22 h.
MICHOÏÈRE (47-42-95-23). Pique-rette: 20 h 30, dim. 15 h.
MONTMARNASSE (43-22-77-74). La Vieille Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.
MONTMARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Teresa: 21 h, dim. 15 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Horla: 18 h. Théodore de Grandeur: 20 h 30, dim. 15 h 30.
NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Standing: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappoport: 20 h 45, dim. 15 h.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (47-42-53-71). Arys: 19 h 30.
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Les Vamps: 20 h 30.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos: 20 h 30, dim. 15 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux: 21 h, dim. 16 h 30.
POCHE-MONTMARNASSE (45-48-92-97). Salle 1. Le Plus Heureux des trois: 21 h, dim. 15 h. Salle 11. Journal d'une petite fille: 20 h et 21 h.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-33). Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.
POTINIERE (42-61-44-16). La Frouse: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Route de nuit: 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer: 20 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-44-24-24) SAMEDI
La Rue du pèché (1952, v.o.), de Raoul Walsh, 15 h; La Mission du bicentenaire présente: Le Livre noir (1949, v.o. s.l.f.), d'Anthony Mann, 17 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Radio On (1979, v.o.), de Christopher Petit, 19 h; La Mission du bicentenaire présente: Si Versailles m'était conté... (1953), de Sacha Guitry, 21 h.
DIMANCHE
Le Signe du lion (1962), de Eric Rohmer, 15 h; La Mission du bicentenaire présente: Les Révoltes de Lomnach (1953), de Richard Pontier, 17 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Rakot (1980, v.o.), de John MacKenzie, 19 h; La Mission du bicentenaire présente: Les Mariés de l'An II (1971), de Jean-Paul Rappeneau, 21 h 15.
SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29) SAMEDI
Le Cinéma géorgien: Prairie verte (1973, v.o. s.l.f.), d'Alexandre Rekhviashvili, 14 h 30; Les Petits Hommes (1978, v.o. s.l.f.), de Boudo Chochiashvili, d'Anne Magdala (1955), de Tengiz Abouladze et Reno Tchikheidze, 17 h 30; La Nuit blanche (1984, v.o. s.l.f.), de Dimitri Tsintsadze, La Migration des moutons (1987, v.o. s.l.f.), de Timour Beblouani, 20 h 30.
DIMANCHE
Le Cinéma géorgien: Le Corbeau (1981, v.o. s.l.f.), de David Tsiklauri, L'Incantation (1987, v.o. s.l.f.), de Tengiz Abouladze, 14 h 30; L'Amour au premier regard (1978, v.o. s.l.f.), de Reno Easaze, 17 h 30; Limites (1968, v.o. s.l.f.), de Lam Gogoberidze, 20 h 30.

Les Paris de l'adolescence: Actualités anciennes: Actualités Goumon, 12 h 30.
L'Apprentissage de la vie: Rebecca (1983) de Gunthi Allen, Les Années sandwich (1988) de Pierre Bonnaud, 14 h 30; Passion. Bande annonce: Passage secret (1985) de L. Perrin, Alger la blanche (1985) de Cyril Collard, Les Enfants terribles (1949) de Jean-Pierre Melville, 16 h 30; L'Yvette, L'Yvette-Louis-Grand (1981) de Sylvain Romette, Diabolo menthe (1977) de Diane Kurys, 18 h 30; Film: Bande annonce: La Boum (1981) de Claude Pinoteau, L'Amour en herbe (1976) de Roger Andrieux, 20 h 30.
DIMANCHE
Les Paris de l'adolescence: Révolte: Comme il faut (1980) de H. Bérard, Louise (1984) de Charlotte Silvert, 14 h 30; Affection: Le Voyage à Deauville (1983) de Jacques Duros, Les Amis (1971) de Gérard Blain, 16 h 30; Drame passionnel: Encyclopédie du cinéma français: Jean Cocteau (1979) de Claude-Jean Philippe, Jeux d'artifices (1986) de Virginie Thévenet, 18 h 30; Initiation: Bande annonce: La Nuit porte-jarretelles (1984) de Virginie Thévenet, Clémence: Tango (1982) de Caroline Roboh, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.): Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'ARME ABSOLUE (A., v.f.): UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).
BACH ET BOTTINE (Can.): Latina, 4 (42-78-48-6).
BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36); Gaumont Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-94-01); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
BEETLEJUICE (A., v.o.): Forum Orient Express, 15 (42-33-42-26); Pathé

Samedi 21 - Dimanche 22 janvier

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Allotie en cinq temps: 20 h 30, dim. 15 h.
TAC STUDIO (43-73-74-47). D. Dim. La Vérité sur l'amour baroque: 16 h.
THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Les Sincères, et l'Épave: 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-48-97-77). Le Livre de l'Introuvable: 20 h 45, dim. 17 h.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Amphitruon: 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-80). Salle 11. The Canterville Ghost: 16 h. Animal Farm: 19 h.
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Le Triomphe de l'amour: 20 h 45, dim. 14 h 30.
THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Une chemise de nuit de flanelle: 20 h 30, dim. 17 h.
THÉÂTRE DU TAMBOR ROYAL. Nouveaux spectacles: Le Grand Standing: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappoport: 20 h 45, dim. 15 h.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (47-42-53-71). Arys: 19 h 30.
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre: 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Les Vamps: 20 h 30.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos: 20 h 30, dim. 15 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux: 21 h, dim. 16 h 30.
POCHE-MONTMARNASSE (45-48-92-97). Salle 1. Le Plus Heureux des trois: 21 h, dim. 15 h. Salle 11. Journal d'une petite fille: 20 h et 21 h.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-33). Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.
POTINIERE (42-61-44-16). La Frouse: 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Route de nuit: 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer: 20 h 30.
VARIÉTÉS (42-33-09-82). La Présidente: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

6 (45-74-94-94); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); La Bastille, 11 (43-54-07-76).
DROUWING BY NUMBERS (Brit. v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36).
EPIDEMIC (Dan., v.o.): Studio 43, 9 (47-40-63-40).
L'ETUIMANTE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46).
FANTOMES EN FÊTE (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46).
LA FEMME DE MÉS AMOURS (Fr.-It.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36).
UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Bastille, 11 (43-57-94-01); UGC Parnasse, 14 (43-35-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
LE PASSEUR (Nor., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-53-74); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Haute-fenille, 6 (46-33-79-38); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
FAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
PELLE LE CONQUÉRANT (Dan., v.o.): Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); Les Montparnasse, 14 (43-35-30-40); v.f.: Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Rex, 2 (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Saint-Lazare-Paqueur, 8 (43-57-35-43); UGC Bastille, 11 (43-57-94-01); Les Nations, 12 (43-43-04-67); Faurens, 13 (43-31-56-66); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maitlot, 17 (47-42-06-06); Trois Secourus, 19 (42-06-79-79).
QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Cinépolis, 6 (45-63-10-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Images, 18 (45-22-46-01).
L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); UGC Danemark, 1 (45-08-57-57); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); Mistrail, 14 (43-35-30-40); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); UGC Convention,

Carnet

Décès

M^{me} Christiane Blanchard-Zwahlen, ses fils Alexandre et Jérôme, M. et M^{me} Francis Blanchard, M. et M^{me} Philippe Blanchard, leurs fils Nicolas et Olivier, M. Albert Blanchard, M^{me} Félix Dessens, M. et M^{me} Sydney Muller-Zwahlen, M. et M^{me} Roger Prieur et leurs enfants, M. et M^{me} Gustave Prieur, M. et M^{me} Jacques Ramozzi-Zwahlen, M^{me} Marguerite Zwahlen, Les familles Zwahlen, Prieur, Dessens, Vianes, Durand, Bellet, Jahn, parentes et alliées, Et tous ses amis ont le chagrin de faire part du décès de

M. Patrice BLANCHARD, docteur en médecine.

leur très cher époux, père, fils, frère, beau-frère, oncle, neveu, beau-fils, cousin, parent et ami, enlevé à leur tendre affection le 20 janvier 1989, à l'âge de quarante-six ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Le défunt repose en la chapelle de l'hôpital cantonal, à Genève, jusqu'au dimanche 22 janvier, à 11 heures.

La messe de sépulture sera célébrée en l'église de Gex le mardi 23 janvier, à 15 heures.

L'inhumation suivra au cimetière de Gex.

Prébailly, 01170 Gex (Ain).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nicolas Prieur, Elisabeth et Pierre Jay, Leurs enfants et petits-enfants, Thérèse et Bernard Prieur et leurs enfants, Toute la famille, ses amis, Le GRDR et les Volontaires du Progrès, ont la grande tristesse de faire part de la mort accidentelle, à l'âge de trente ans, de

Marie-Pascale JAY,

survenue le 17 janvier 1989 à Tambouca (Sénégal).

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 janvier, à 14 h 30, en l'église de la Miséricorde, à Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime).

8, square Kennedy, 76130 Mont-Saint-Aignan, 22, rue de la Marine, 91370 Verrières-le-Buisson.

Remerciements

Le docteur Jean-Claude Zerat, Les familles Pisto et Zerat, très touchés par les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignages lors du décès de

Sylvia ZERAT, née Pisto,

vous prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

La famille du

docteur Francis DAYAN

rappelle son souvenir à l'occasion du douzième anniversaire de sa mort.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communications diverses 86 F

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 22 JANVIER

Les cités oubliées de l'Indus, 10 heures, Musée Guimet, 6, place d'Iéna (Paris et son histoire).

Ateliers et cité d'artistes à Montmartre, 10 h 30, métro Abbesses (M. Bassano).

Le symbolisme au Petit Palais, 11 heures, dans le hall (D. Bouchard).

Rodin et Camille Claudel, 11 heures, Musée Rodin, 77, rue de Varenne (C. Merle).

La Mosquée, histoire de l'Islam, 11 heures, entrée, place du Puits-de-l'Émirat (M. Polyer).

Une heure au Père-Lachaise, 11 heures, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

Tombeaux d'écrivains au Père-Lachaise, 14 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

La Salpêtrière et Manon Lescaut, 14 h 30, 47, boulevard de l'Hôpital (Tourisme culturel).

L'Institut du monde arabe, 14 h 30, 23, quai Saint-Bernard (La France et son passé).

Le Marais, de la prison de la Force à l'hôtel de Lamignon, 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (M. Bassano).

L'hôtel de Soissons, 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (E. Roman).

L'hôtel de Camondo, 15 heures, 63, rue de Monceau (I. Hauller).

Les grands héros de la Révolution dans le district des cordeliers, 15 heures, métro Odéon (Approche de l'art).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4923

HORIZONTALEMENT

I. Des femmes qui se font suivre. Pour la donner, on va parfois tirer les sonnettes. — II. Qui ont bénéficié d'une faveur. Nom qu'on peut donner au ciel. — III. Utilisé sur le chantier naval. Mauvais quand on fume. Tourné quand tout est cassé. — IV. Pays qui évoque de grandes campagnes. Une façon de supprimer les accidents. — V. Une femme un peu vulgaire. Procure parfois un bénéfice. Sans chargement. — VI. Qui a acquis une certaine sagesse. Le temps des « carottes ». — VII. Un grand plateau. En Bretagne. — VIII. Rumeur en Sibérie. Se dorent au soleil. Règles. — IX. Lie. Artifice. Doit évidemment mettre la main à la pâte. — X. A la tête des troupes de l'évêque. Peut être égaré quand on déménage. Ne se met plus au lit. — XI. A tât fait de mettre le feu à une partie du globe. Poisson. Préposition. — XII. Quand on est complètement rassasié. D'un auxiliaire. Celle de la république ne dura pas longtemps. — XIII. Se lancera dans les retranchements. Comme un collègue à

Rome. — XIV. Vraiment pas mordantes. Au-dessus des moyens. — XV. Raisonnable. Pris en main. En état de siège.

VERTICALEMENT

1. Commence par être bon. Certains sont mis au piquet. — 2. Pas fatale. Se rendra. Utile pour ceux qui ont peur des piqûres. — 3. Une

très bonne chose. Qu'on ne trouvera pas dans les rayons. Préposition. — 4. Pronom. Entendues dans un concert. — 5. Le premier degré. Une vieille vache. Une petite quantité. — 6. Un mauvais travail. N'est pas loin de La Rochelle. Chargée comme un ballon. — 7. Mol, pour le psychologue. Qui n'a pas besoin de compter. Fractionnement. Le temps. — 8. Doit être blanc pour qu'on puisse fonder. D'un auxiliaire. Roi. — 9. Prophète. Très sévère. — 10. Bat souvent la figure. Ne sont pas des femmes de ressources. — 11. Après le plein. Bon à détacher. — 12. N'est plus qu'un souvenir quand arrive l'automne. Adverbe. — 13. Un travail sur du velours. Susceptible de faire beaucoup de relations. — 14. Note. Trace qu'une bise peut laisser sur les lèvres. Bien vrai. — 15. En Vénétie. Siège sur un bidet.

Solution de problème n° 4922

Horizontalement

I. Stoppeuse. — II. Crue. Noël. — III. Hâter. Mu. — IV. Li. Oie. — V. Instile. — VI. Ta. Raeder. — VII. Trés. Ace. — VIII. Ede. lo. Ru. — IX. Na. Obis. — X. Réale. — XI. Su. Issues.

Verticalement

1. Schlitzers. — 2. Trainard. Eu. — 3. Out. Iéma. — 4. Peintre. Ali. — 5. Iasi. Es. — 6. Enrôlé. Os. — 7. Uo. Léda. Bau. — 8. Sème. Ecrite. — 9. Elu. Cruces.

GUY BROUTY.

Radio-télévision

Le « Rappel du week-end », qui était régulièrement publié en page 4 de notre supplément hebdomadaire « Radio-télévision », paraîtra désormais dans le quotidien du même jour daté dimanche-lundi.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : « S » Signifié dans « Le Monde radio-télévision ». « F » Film à éviter. « O » On peut voir. « N » Ne pas manquer. « M » Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 21 janvier

TF 1

20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! 22.10 Magazine : Ushazla. 23.05 Feuilleton : Mont-Royal. 0.00 Journal. 0.20 Série : Mammis. 1.10 Série : Drôles d'histoires. 1.35 Feuilleton : Quelques hommes de bonne volonté. 2.25 Documentaire : Histoire de la vie. 3.20 Feuilleton : Symphonies. 3.45 Documentaire : Histoire naturelle. 5.05 Musique. 5.20 Feuilleton : Ballarina. 6.15 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.40 Variétés : Champs Élysées. 22.25 Série : Médécine de nuit. 23.20 Journal et Météo. 23.35 Magazine : Lausette noire pour amis blanches.

FR 3

20.30 Sandymonite. 21.45 Journal et Météo. 22.10 Magazine : Le diva. Invités : Ornella Muti. 22.30 Magazine : Musicales. 23.30 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Le prix du retour. 22.00 Documentaire : Les derniers rhinocéros noirs. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Vendredi 13 n° 6 (Jasou le mort-vivant) 0.20 Cinéma : les lambeaux n° 1. 0.55 Cinéma : l'Homme à la Bulle 0.30 Cinéma : le Monstre du train n° 5.00 Cinéma : Prends la Rolls et va pointer.

LA 5

20.30 Téléfilm : Des filles de rée. 22.15 Série : La belle et la bête. 23.10 Deux flics à Miami. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Série : Amicalement vôtre. 0.55 Les enquêtes du commissaire Maigret. 2.20 Journal de la nuit. 2.25 Boulevard et compagnie. 2.45 Voisin, voisine. 4.45 Dominique. 5.30 Voisin, voisine.

M 6

20.35 Téléfilm : Prenez mon nom, ma femme et mon héritage. 22.10 Téléfilm : Rencontres. 22.55 Six minutes d'information. 23.45 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Variétés : Caroline FM. 2.30 Musique : Boulevard des clips. 3.20 Variétés : Caroline FM. 3.50 Musique : Boulevard des clips. 4.30 Variétés : Caroline FM. 5.00 Musique : Boulevard des clips.

Dimanche 22 janvier

TF 1

6.45 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.50 Magazine : Bonjour monsieur le maire. 8.00 Judo avec Nicolas. De 8.15 à 10.30 Dorothée dimanche. 10.30 Magazine : Les animaux du monde. 11.00 Magazine : Auto-moto. 11.30 Magazine : Téléski. 12.35 Jeu : Le jeu des prix. 13.00 Journal. 13.20 Série : Texas Police. 23.20 Journal et Météo. 23.35 Magazine : Lausette noire pour amis blanches. 18.10 Série : Douce France.

A 2

8.30 Magazine : Catin-matin. 9.00 Émissions religieuses. 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin. 15.00 Série : Magnum. 15.50 L'école des fans. 16.40 Feuilleton : Des grives au loup. 17.40 Documentaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau. 18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.40 Téléfilm : Flammes de désir. 22.30 Magazine : Les enfants du rock. 23.35 Journal. 0.00 Magazine : Apos. 0.15 Documentaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau (rediff.).

LUNDI 23 JANVIER

« Une heure au cimetière de Montmartre », 11 heures, chez Lescaudres, avenue Rachel (V. de Langlade).

« Les peintres rembranesques », 11 heures, Louvre, pavillon de Flore, entrée sur le quai (G. Marbeau-Caneri).

Portes ouvertes à l'hôtel de Beauvais, de 14 h 30 à 17 heures, entrée gratuite, 68, rue François-Miron (Paris historique).

« Les appartements d'Anne d'Autriche au Louvre », 14 h 30, sortie métro Louvre (I. Hauller).

« Les salons de l'hôtel de Lassay », 14 h 30, métro Chambre-des-Deputés, carte d'identité (M^{me} Cazes).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Rénovation du passé).

« Passages insoupçonnés au cœur de Paris », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Bassano).

« L'hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Le manoir », 15 heures, Musée du Louvre, Vierge de Samothrace (G. Marbeau-Caneri).

FR 3

18.30 Série : Vivement lundi. 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Daniel Barenboim. 19.50 Loto sportif. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : Garçon ! 22.15 Magazine : Sport dimanche. 23.05 Journal. 23.25 Documentaire : Éclats noirs du monde. 0.20 Musique : Concert. 1.20 Série : Drôles d'histoires. 1.45 Feuilleton : Quelques hommes de bonne volonté. 2.40 Documentaire : Histoire de la vie. 3.30 Feuilleton : Symphonies. 3.55 Documentaire : Histoire naturelle. 4.45 Musique : 5.05 Feuilleton : Ballarina. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

8.30 Magazine : Catin-matin. 9.00 Émissions religieuses. 12.05 Dimanche Martin. 13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin. 15.00 Série : Magnum. 15.50 L'école des fans. 16.40 Feuilleton : Des grives au loup. 17.40 Documentaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau. 18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.40 Téléfilm : Flammes de désir. 22.30 Magazine : Les enfants du rock. 23.35 Journal. 0.00 Magazine : Apos. 0.15 Documentaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau (rediff.).

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 7.50. 7.00 Top 50. 7.50 Cabon cadin. 9.35 Cinéma : Il y a maldonne 0.11.00 Cinéma : Kallidor, la légende du taïwanais 0.45 En clair jusqu'à 14.00. 12.30 Série : Max Headroom. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. 14.00 Série : Taggart. 15.50 Pochettes

surprises. 16.05 Documentaire : Baka. 17.00 Spectacle : La loi de plus fort. 17.55 Sport Flash. 18.00 Cinéma : Le Dernier Vol de l'arche de Noé. En clair jusqu'à 20.30. 19.40 Dessins animés : Ça cartonne. 20.30 Cinéma : Coup double 0.22.15 Téléfilm : La femme cadavre. 16.30 Série : Le voyageur. 16.50 Magazine : Télé-matches. 17.55 Série : Génération pub. 18.55 Journal images. 19.00 Série : 200 dollars plus les frais. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Bananas Joe. 22.20 Magazine : Cluê cinq. 22.30 Cinéma : Histoire très bonne et très joyeuse de Collout Trousech. 0.05 Cinéma : Danger Diabolik. 1.50 Magazine : Cinq Cinq (rediff.). 2.00 Cinéma : Baraka sur X13 0.32 Cinéma : Le vicomte règle ses comptes 0.50 Voisin, voisine (rediff.).

LA 5

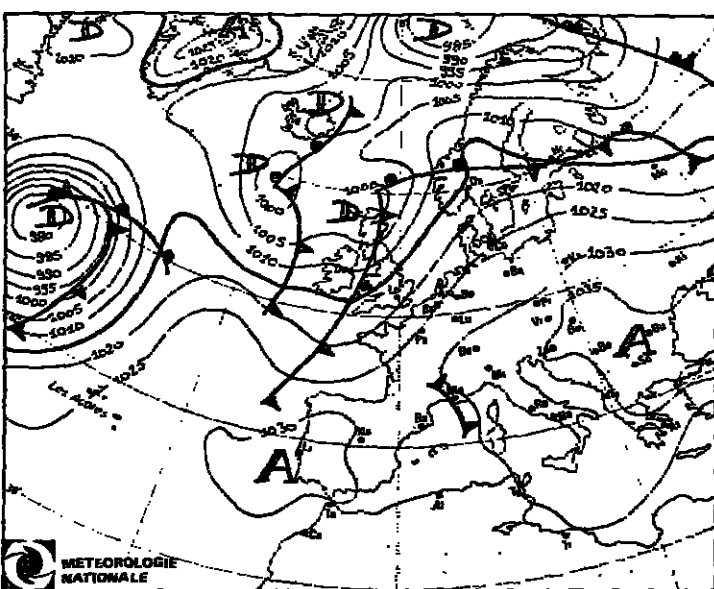
6.30 Journal permanent. De 7.30 à 11.00 Dessins animés. 11.00 Série : Matthew Star. 12.00 Série : K. 2000. 13.00 Journal. 13.25 Téléfilm : La croisière mandala. 14.50 Téléfilm : La femme cadavre. 16.30 Série : Le voyageur. 16.50 Magazine : Télé-matches. 17.55 Série : Génération pub. 18.55 Journal images. 19.00 Série : 200 dollars plus les frais. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Bananas Joe. 22.20 Magazine : Cluê cinq. 22.30 Cinéma : Histoire très bonne et très joyeuse de Collout Trousech. 0.05 Cinéma : Danger Diabolik. 1.50 Magazine : Cinq Cinq (rediff.). 2.00 Cinéma : Baraka sur X13 0.32 Cinéma : Le vicomte règle ses comptes 0.50 Voisin, voisine (rediff.).

M 6

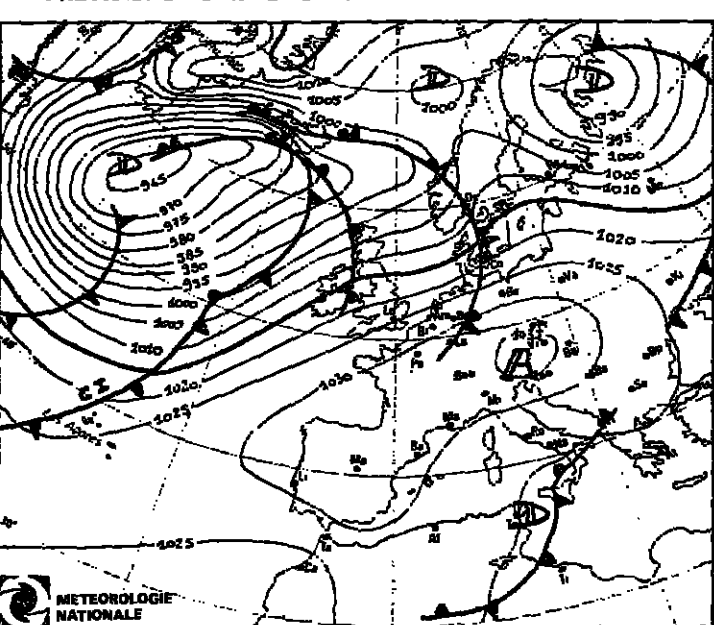
8.40 Dessin animé : La licorne d'Amilcar. 9.00 Jeu : Clip 666. 11.00 Revue quand vous voulez. 11.55 Infocommunication. 12.00 Informations : Cinq 6. 12.30 Série : La petite maison dans la prairie. 13.20 Téléfilm : Le triangle de Seta. 14.25 Téléfilm : Un autre monde. 15.55 Série : L'aveugle. 16.25 Série : Hit, hit, hit, hit. 16.35 Magazine : M 6 aime le cinéma. 17.30 Magazine : Le plaisir et la balance. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Brigade de nuit. 19.00 Série : Espion modeste. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cher oncle Bob. 20.35 Cinéma : Dar l'invincible 0.22.30 Six minutes d'informations. 22.40 Capital (rediff.). 22.45 Cinéma : l'Homme. l'Orque et la vengeance (rediff.). 1.15 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Les sautes chéries (34 épisode). 2.25 Ondes de choc (rediff.). 3.15 Variétés : Caroline FM. 3.40 M 6 aime le cinéma (rediff.). 4.30 Variétés : Caroline FM. 4.55 Les sautes chéries (rediff.). 5.20 Musique : Boulevard des clips.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 JANVIER 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 JANVIER 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 21 janvier à 0 heure UTC et le dimanche 22 janvier 1989 à 24 heures.

Avec le passage d'une perturbation sur le puy samedi et dans la matinée de dimanche, les hautes pressions se sont affaiblies mais, à sa suite, l'anticyclone se positionnera à nouveau sur la France.

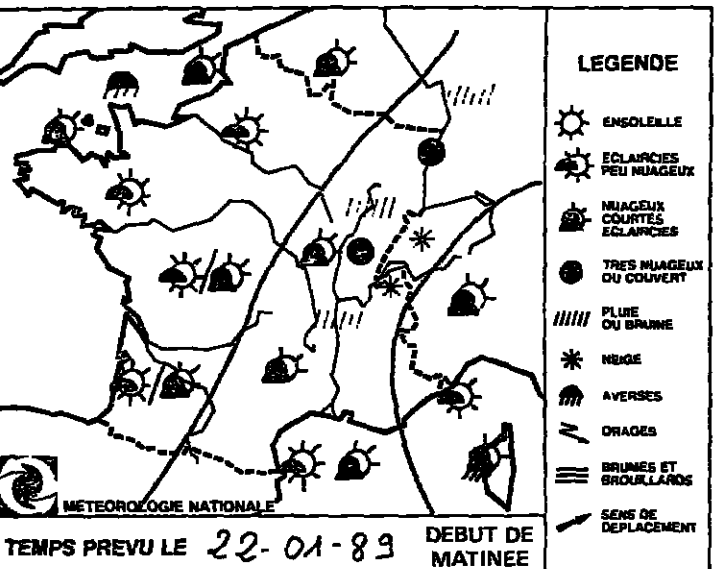
Dimanche : retour des éclaircies. Des régions méditerranéennes à la Lorraine et à l'Alsace, il y aura encore quelques pluies ou quelques averses la nuit. Il neigera un peu à partir de 1 200 mètres, mais une amélioration se dessinera peut-être au cours de la journée. Des éclaircies se développeront. En soirée, les averses n'affecteront plus que la Corse. La tramontane et puis le

mistral se lèveront dans l'après-midi. Ils souffleront modérément.

Sur les régions s'étendant du Sud-Ouest aux Ardennes, au Nord et à la Bretagne, nous aurons droit à du soleil. Belles éclaircies et passages nuageux se succéderont dans notre ciel.

Le temps se gâtera toutefois dans le courant de l'après-midi avec l'arrivée de nombreux nuages sur les côtes de la Manche.

Quant aux températures, elles seront de saison. Il ne gèlera pas la nuit. Nous aurons entre 1 degré et 4 degrés dans l'intérieur. Il fera entre 5 degrés et 8 degrés sur les côtes. Au maximum, nous aurons de 4 degrés à 14 degrés du nord au sud du pays.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-1-1989 à 6 heures TU et le 21-1-1989 à 6 heures TU				le 21-1-1989			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	BOULOGNE	BOURGES	BREST	ALGER	AMSTERDAM	ATHÈNES	BANGKOK
15	10	11	8	17	12	12	32
4	7	11	6	7	3	12	24
N	D	C	P	N	N	D	N
CAEN	CHERBOURG	CLERMONT-FERRAND	DIJON	BARCELONE	BERLIN	BRUXELLES	LYON
6	6	10	-2	15	0	3	17
P	P	N	N	N	N	N	N
CHERBOURG-SHAR	ELLE	LIMOGES	LYON	LE CAIRE	COPENHAGUE	DAKAR	DELHI
-2	3	7	6	17	5	17	20
P	C	C	P	N	C	N	N
GENÈVE	PARIS-MONTMARTRE	PAU	PERPIGNAN	GENÈVE	HONGKONG	ISTANBUL	JERUSALEM
11	7	11	13	16	4	7	9
P	P	P	P	P	P	N	N
RENNES	ST-ETIENNE	STRASBOURG		LES ANDES	LES ANDES	LES ANDES	LES ANDES
7	6	6		14	7	14	7
P	P	P		P	P	P	P

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

مركز الأمل

Régions

AQUITAINE

Pont ou tunnel à Bordeaux

La ville de Bordeaux va lancer un concours international d'architecture pour l'aménagement des quais de la rive gauche de la Garonne. Ces installations s'étendent sur 3 kilomètres en plein centre-ville, en bordure du célèbre quartier des Chartrons, berceau du négoce des vins. Hormis les paquebots de croisière, les quais du port de la Lune n'accueillent plus de navires depuis avril 1987. Les grues portuaires ont été démontées. Les hangars de stockage sont à l'abandon, à l'exception d'un seul, le plus proche du Bordeaux historique, qui abrite désormais des manifestations culturelles.

Au cours de l'été 1987, les élus municipaux et communautaires, des représentants de la chambre de commerce de Bordeaux et du port autonome, ont créé le « cercle de la rivière ». Mission lui fut donnée d'analyser les études et projets établis au fil des années, puis de faire des propositions pour l'avenir. Ainsi s'est dégagée l'idée du concours d'architecture.

Selon le président du port autonome de Bordeaux, « aucune convention ne sera signée » ni aucune décision d'aménagement prise avant que les urbanistes n'aient rendu leur copie, et ce malgré l'intérêt croissant que manifestent des investisseurs privés, en particulier des négociants en vins, pour les quais abandonnés.

Par ailleurs, le cercle de la Rivière retient le principe d'un franchissement de la Garonne par exemple par un pont à travée tournante, susceptible de laisser passage aux paquebots de croisière dont on voudrait multiplier les escales dans le port de la Lune.

La chambre de commerce a, pour sa part, demandé que l'on étudie le franchissement de la Garonne par un tunnel. Aucune décision en faveur de l'une ou l'autre solution n'a pour l'instant été prise.

HAUTE-NORMANDIE

Autour du pont

« Aller plus loin que 1 + 1 = 2 ». Telle est l'ambition des promoteurs de l'opération « Grand Estuaire », réflexion générale sur les conséquences de la construction du futur pont de Normandie entre Le Havre et Honfleur dont l'ouverture est prévue en 1993.

Présidé par Antoine Rufenacht, député RPR du Havre, « Grand Estuaire » va associer les partenaires économiques, politiques et sociaux de l'estuaire de la Seine pendant un an avec un objectif : « Faire émerger des idées nouvelles d'aménagement et de développement ». Car si les Havrais rêvent de faire un estuaire de la Seine à l'image de ses homologues du nord de l'Europe, il apparaît au fil du temps que personne n'ose avancer la moindre hypothèse. Antoine Rufenacht estime que « lorsque le pont sera là, les choses vont bouger d'une façon difficile à imaginer aujourd'hui ».

Crainte d'autant plus fondée que « le voisin d'en face », le département du Calvados en Basse-Normandie, n'a pas encore répondu à l'invitation et préfère réfléchir à son propre projet avant de rejoindre la Haute-Normandie autour d'une même table.

LIMOUSIN

Sauver la mémoire orale

Une « agence régionale du patrimoine immatériel » est en cours de constitution en Limousin. Elle doit assurer la montée en puissance d'une initiative qui se développe actuellement dans la région : la collecte systématique de la « mémoire orale ».

Durant toute l'année 1988, l'association des « Films du Genèvre », a parcouru, avec l'aide financière de la région et du ministère de la Culture, les campagnes limousines et enregistré des témoignages, des photos et des images vidéo. Elle a réalisé quatre films sur le chant et la musique traditionnels et élaboré un magazine radio « Mémoire limousine », diffusé par plusieurs stations privées de la région. En 1989, les deux stations décentralisées de service public Radio-France Creuse et Radio-France Limoges collaboreront à leur tour à la diffusion de ces travaux de collecte. Une rencontre nationale sera organisée pour confronter les problèmes et les méthodes de travail, et amorcer un pré-inventaire des documents photo-

LA GESTION DU PERSONNEL DANS LE VAL-DE-MARNE

L'informatique change la vie

ON VA POUVOIR RÉGLER LES AVANCES QUI AVAIENT DU RETARD !



RESIN

De la sorcellerie

Un pas avait été franchi en 1985 avec un premier fichier informatique — l'âge de pierre — qui a fait regagner une partie de ce retard. Mais, en 1987, la situation se compliquait. L'autonomie s'accroît du fait de la décentralisation, l'intégration des personnels anciennement d'Etat dans un nouveau cadre d'emploi va tomber au 1^{er} janvier 1988. Les agents grognent, les syndicats s'impatientent. Pendant ce temps-là, les cent cinquante fonctionnaires de la direction du personnel (cent soixante-dix personnes quatre ans plus tôt) font toujours leurs additions à la main : promotions, primes, heures supplémentaires, congés maladie... Une « épicerie pas possible », reconnaît Dominique Perand, l'une des chefs de bureau. Un « retard résiduel » de deux ans et demi — selon l'expression de Marielle Richerand, directrice du personnel, la quarantaine énergétique — demeure incompressible.

On décide de s'adresser au secteur privé. Comme partout ailleurs, il y a à Créteil un service informatique (quarante-cinq personnes). Mais, comme ailleurs, il est peu performant — le mot est faible, — de l'avis même des responsables. Une raison simple : avec des salaires et des perspectives de carrière sans rapport avec ce qu'offre le privé, la fonction publique ne récolte pas les meilleurs... C'est SEMA-GROUP (département progiciel de gestion, France) qui emporte l'appel d'offres.

De janvier à octobre 1988 : mise en place du progiciel « Prisme » (1), réunions d'information, adaptation aux données de gestion et de comptabilité du département, stages de formation pour les cinq personnes qui vont être davantage impliquées. La révolution — car c'en est une — est en marche : on va passer en quelques mois d'une organisation compartimentée de la direction du personnel (certains s'occupent des congés maladie, d'autres de la paie, d'autres de la liquidation de retraite, d'autres encore des frais de déplacements...) à une gestion unifiée de chaque dossier. Lorsque tout sera terminé (courant 1989), une même « gestionnaire » (il n'y a que six hommes au service du personnel) suivra l'intégralité de la carrière de cent à cent cinquante agents. La paie mensuelle (supplément service autonome) devient alors un « sous-produit » de la gestion des dossiers.

L'essentiel de l'opération a été réalisé en trois mois et demi (d'avril à juillet) avec la saisie de l'historique de chaque carrière. Heures supplémentaires à la clé. Après cela, tout est fini, ou presque, puisque « Prisme » reconstitue les plans de carrière, calcule les primes, attribue automatiquement les augmentations indiciaires et les promotions, etc.

La démonstration va être éblouissante fin septembre. Lorsque « Prisme » sort sa première paie, il rattrape d'un coup les fameux deux ans et demi de retard « résiduel ». Un très grand nombre d'agents reçoivent des rappels de traitement : 2 500 francs en moyenne pour trois mille personnes, 3 millions de francs de retard de salaires... C'est l'exploit. De la sorcellerie. On ne comprend pas. Avalanche de coups de fil à la direction du personnel. Des fonctionnaires qui avaient surtout des contacts avec la papeterie doivent répondre au téléphone, subir des agressions verbales. C'est un choc. Des tracts syndicaux circulent. On accuse l'informatique d'avoir réalisé la paie à l'insu du service...

Casser la routine

« Les gens sont tellement habitués au discours sur « l'informatique, ça ne marche pas », analyse Roger Perroin, chef du département SEMA, qu'on ne veut pas nous croire quand on annonce ce qui va se passer. Ils ne veulent pas croire que le système va pouvoir accomplir leur propre travail ».

Trois mois après, la pression est retombée. On peut déjà pren-

dre un peu de recul et s'apercevoir que l'informatique change bien des choses. Passons sur les difficultés qu'ont certaines à s'adapter, à changer une routine vieille de dix ou quinze ans, ou tout simplement à apprendre à se servir d'une imprimante... Tout cela « va trop vite ». Dominique Odry, chef de section, le dit éloquentement : « Il faut sans cesse se remettre en question, on n'a pas le temps de faire le point, d'assimiler tout. Ça s'est bousculé. On est stressé. On ne peut pas respirer ». Remise en question ? Oui. Et même des compétences. L'informatique est implacable. Une anomalie sur la fiche de paie est souvent la conséquence d'une mauvaise connaissance des textes, voire du langage administratif lui-même (que « Prisme » parle parfaitement, lui). « Cela a parfois été douloureux », avoue Marielle Richerand. A terme, cela peut vouloir dire formation, reclassement...

La « révolution » — eh oui ! — est venue ici et là de cette fiche paie. Quand les « gestionnaires » se sont rendus compte que la moindre erreur de saisie avait une conséquence immédiate sur la paie avec, à la clé, un réajustement au téléphone. Du coup, la relation entre le département et ses agents perd de son anonymat et, chacune, à la direction du personnel, est responsabilisée. La potion magique informatique va à terme faire passer de la gestion des dossiers (suspens...) à celle des hommes et des femmes.

Pour les responsables du Val-de-Marne (un département à direction communisale), le temps gagné doit servir à mieux renseigner, mieux accueillir, mieux suivre chaque cas, améliorer les rapports humains. Michel Camy-Peyrat, directeur général des services, est formel : « Pas de licenciements. L'objectif est de faire mieux en termes de qualité et de délais ». L'administration telle qu'on la rêvait...

YVES AGNÈS.

(1) Coût de l'opération : 1,1 million de francs. Depuis le 1^{er} janvier 1989, « Prisme », avec de nouveaux développements, est devenu « Pléiades ». L'installation dans le Val-de-Marne d'un nouvel ordinateur central (Bull) en 1988 a, en outre, coûté 20 millions de francs.

tie est financée par la commune grâce à un emprunt. L'Etat, la région et le département apportent le complément.

Cet ascenseur, installé sur les terrains du diocèse qui a signé un bail avec la municipalité, ne détermine rien le site ni l'esprit du pèlerinage qui s'y déroule : les pèlerins qui le désirent pourront continuer selon la tradition à gravir sur les genoux les deux cent seize marches de la « Via Sancta ».

PME PERFORMANTE EN MOSELLE

Les secrets du vinaigre doux

IMAGINEZ un produit fabriqué en France dont la vente ne soit autorisée que dans trois départements. Impossible à l'heure de l'ouverture du marché unique européen. Pourtant, il existe. Depuis plus d'un demi-siècle même. Son nom : Melfor.

Ce vinaigre d'alcool adouci, aromatisé au miel et au jus de plantes, est produit artisanalement à Ars-sur-Moselle, aux portes de Metz. Sa particularité est de ne titrer que 3,8 % d'acide acétique. Ce taux lui vaut l'interdiction d'être commercialisé en France à l'exception de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'un décret du début de ce siècle fixe impérativement à 5 % le taux minimum d'acidité des vinaigres. Une telle réglementation n'existe qu'en France. Par dérogation spéciale, la société Melfor peut néanmoins fabriquer et vendre son produit dans l'Est, l'Alsace et la Moselle ayant pris l'habitude de consommer des assaisonnements doux durant la période d'annexion à l'Allemagne, entre 1870 et 1918.

De la framboise à la cerise

Cette habitude reste bien vivante. Avec quelque 6 millions de litres par an, Melfor et deux autres PME alsaciennes se taillent la part du lion, occupant 75 % du marché du vinaigre dans l'Est. Ce constat met en lumière une différence entre les coutumes alimentaires des pays du nord et des pays du sud de l'Europe. Au sud, où l'on produit davantage de vin, celui-ci sert aussi à la production de vinaigre, que l'on préfère souvent assez fort. Au nord,

la betterave sucrière remplace le vin. L'alcool alimentaire, issu de sa distillation, est passé dans un acétificateur. Les produits ayant la préférence du consommateur y sont aussi plus doux, explique M. Robert Rollin, PDG de Melfor.

La dérogation spéciale accordée en Alsace et en Moselle est une arme à double tranchant pour cette PME messine. Elle lui assure une relative protection contre tant des habitudes alimentaires existantes (en raison de l'éloignement de ce marché, les grands groupes nationaux le délaissent). Parallèlement, la limitation géographique du droit de vendre du vinaigre Melfor est un frein à tout développement national.

Dès lors, l'exportation constitue une planche de salut, sur laquelle l'entreprise travaille depuis le début des années 80. Pour autant, exporter du vinaigre n'est pas une sinécure. Qu'à cela ne tienne, la société Melfor a développé une stratégie tout en finesse. Une gamme spéciale de vinaigres aromatisés aux herbes, aux plantes et aux fruits a été élaborée. Elle comporte plus de vingt-trois parfums différents, de la framboise à la cerise et à la fraise en passant par l'ail, l'échalote, l'estragon et le thym, sans oublier la champagne et le cidre au miel. Les derniers-nés sont les vinaigres de cognac et de mirabelle.

Melfor a également su se fonder dans des circuits de distribution appropriés. Au Japon par exemple, où l'entreprise réalise 10 % de son chiffre d'affaires, elle s'est glissée sur le marché du cadeau, qui y est très développé. L'astuce a été de conditionner le produit dans des bouteilles gravées à la main ou dans des carafes de cristal.

Melfor met aussi un point d'honneur à participer aux plus grands Salons professionnels internationaux : le SIAL en France, Anuga en RFA, Fancy Food Shows aux Etats-Unis, Foodex au Japon... « Cette présence nous a permis de nous faire connaître », affirme M. Rollin, qui a trouvé par ce biais 90 % de ses clients à l'étranger (importateurs, distributeurs).

Pour donner envie aux consommateurs étrangers d'acheter ses produits, Melfor a également entrepris de les éduquer. « Il faut dire ce que l'on peut faire avec le vinaigre », explique Mme Marie-Claude Antoine, responsable de l'exportation de la société. C'est ainsi que Melfor édite dans toutes les langues des fascicules de recettes adaptées aux coutumes alimentaires des pays où l'entreprise exporte (Etats-Unis, Allemagne, Japon, Arabie saoudite, Islande, Australie, Hongkong...).

En 1993 depuis six ans

Aujourd'hui, cette PME de quinze personnes (pour un chiffre d'affaires annuel de 12 millions de francs) réalise 40 % de son activité hors de l'Hexagone. « Nous sommes déjà en 1993 depuis six ans », dit avec le sourire M. Rollin, qui ne reste pas pour autant les bras croisés. Conseiller du commerce extérieur de la France depuis 1987, il sait aussi que son entreprise doit se préparer à affronter une concurrence plus vive encore. La perspective ne l'effraie pas. Dans l'optique de trouver des partenaires industriels à l'étranger, des contacts sont déjà pris.

JEAN-LOUIS THIS.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Braconniers en colère

Tempête chez les braconniers varois après l'arrêt que vient de rendre le préfet du département : il interdit la vente et le transport des pigeons destinés à la capture des oiseaux ainsi que la vente des fournitures (les aludes) utilisées comme appâts pour lesdits pigeons. En fait, il ne s'agit là que d'un rappel de la législation. L'emploi des pigeons étant interdit depuis le siècle dernier.

La plupart des volatiles font l'objet d'un commerce restant, puisqu'ils sont vendus de 8 à 10 F la pièce.

Il en va de même pour les aludes, qui, ramassés en été, sont conservés dans un tube de roseau humidifié par une touffe d'éponge ; elles sont vendues 80 F le cent et on estime à 100 000 celles qui sont proposées ainsi sur un marché tout aussi parallèle que celui des oiseaux !

Jusqu'à là, la législation tolérante la vente de pigeons, mais pas leur emploi. Avec le nouvel arrêté préfectoral, « c'est une atteinte à la tradition », estiment les braconniers, qui rappellent que, lors des fêtes calendaires d'antan, il était de mise de farcir les faisans de ces petits oiseaux. Sans parler du manque à gagner pour quelques-uns d'entre eux, qui possèdent jusqu'à 300 pigeons par jour...

Le handball à l'ordinateur

Comment former scientifiquement et massivement les arbitres de handball, le sport le plus pratiqué par les scolaires ? Telle est la question que se sont posés, il y a trois ans, deux professeurs du lycée professionnel l'Etoile de Gardanne, Josiane Petit et Joseph Romeo. Ils y ont répondu en « inventant » un système qui marie vidéo et ordinateur. L'apprenti arbitre visionne en match de handball et répond (sur son clavier) aux questions qui sont affichées à l'écran.

En réalité, ce n'est pas un match mais une infinité de séquences filmées qui sont sélectionnées de manière aléatoire par l'ordinateur. On trouve, par exemple, douze mises en jeu possibles. Naturellement, le travail en laboratoire est complété par une formation sur le terrain.

Le système PERO (du nom des deux auteurs) devrait être opérationnel au printemps 1989. Commercialisé par l'éducation nationale, il intéresserait deux cents à trois cents clients français par an.

POITOU-CHARENTES

Talents de Poitiers

Cette année est organisée la troisième édition de l'opération « Poitiers affiche ses talents », pilotée par la mairie. Un comité a sélectionné cinquante jeunes qui se sont distingués dans des domaines aussi divers que le sport, l'économie, la littérature, l'action humanitaire, la musique, le théâtre ou l'artisanat. Parmi eux, Bruno Liège, champion de France 1985 de vol à voile, Laurence Allain, responsable de l'antenne locale Emmaüs, le groupe Abouit, composé de jeunes en difficulté qui ont décidé d'aider des gens encore plus en difficulté qu'eux dans le sillage du Paris-Dakar, Philippe Gisson, responsable du club Elan de l'ENSMA (Ecole nationale supérieure de mécanique et aéronautique), qui a réalisé une rampe de lancement pour le CNES, et une pléiade de comédiens et de musiciens qui font les beaux soirs des étudiants poitevins.

Pour cette troisième édition, la municipalité a décidé de passer la vitesse supérieure en associant à la sélection finale fixée au 21 janvier des jeunes des villes jumelles de Barcelone, Marburg, Coimbra, Northampton, Namur et Parme. Les sept « eurotalents » élus gagneront, outre les honneurs, un titre de transport gratuit à travers le Vieux Continent.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Etienne Bazzet, Georges Chastin, José Lenzini, Michel Lévêque, Ginette de Matha.

Coordination : Jacques-François Simon.

entretien a

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

Braconniers en colère

Tempête chez les braconniers

La plupart des volatiles font l'objet

Il en va de même pour les aludes,

Jusqu'à là, la législation tolérante

La « révolution » — eh oui ! — est

Pour les responsables du Val-de-

La « révolution » — eh oui ! — est

Comment former scientifiquement

En réalité, ce n'est pas un match

Le système PERO (du nom des deux

POITOU-CHARENTES

Talents de Poitiers

Cette année est organisée la troi-

Pour cette troisième édition, la

Cette page a été réalisée par nos

Coordination : Jacques-François

L'association change de fon

La loi de 1901 sur les associations

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Le décret du 16 mai 1901

Un entretien avec Jean Saint-Geours, président du groupe CIC

« Il y a contradiction entre le discours sur la culture d'entreprise et les mœurs actuelles du capitalisme financier »

Le ministre de l'Economie a décidé la prise de contrôle du groupe CIC (Crédit industriel et commercial) par le GAN (Groupe des Assurances Nationales). Proche de François Mitterrand, M. Jean Saint-Geours, président de la Compagnie financière du CIC, s'exprime pour la première fois, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, sur ce rapprochement imposé. Estimant que cette décision abrupte ne facilitera pas une coopération possible, mais difficile, entre les deux groupes, il entend poursuivre la constitution d'une « fédération de banques » jouant l'Europe au niveau des régions.

« A l'occasion du rapprochement GAN-CIC imposé par M. Bérégovoy, on a parlé d'un mariage entre deux cadavres botteurs. Quel est l'état de santé du groupe des banques du CIC ?

— 1988 aura été pour nous une très belle année, puisque nos bénéfices devraient dépasser le milliard de francs. Le groupe multiplie ainsi presque par deux les profits de 1987, et retrouve la tendance de ces dernières années. Les deux banques qui ont rencontré récemment des problèmes d'adaptation aux nouvelles conditions du marché, le CIC Paris et la Bordelaise de CIC (elles représentent moins de 20 % du produit bancaire du groupe), ont pris les mesures nécessaires, et il est permis de penser qu'elles montreront rapidement de meilleurs résultats. Par son action commerciale, le CIC Paris, qui a réduit son personnel de plus de 10 % en deux ans, devrait être bénéficiaire en 1990.

« Cet effort, je compte l'intensifier dans tout le groupe : nous devons faire, comme d'autres réseaux, des gains de productivité en fonction de l'émergence des nouveaux métiers, de l'évolution des demandes de la clientèle et des contraintes liées à l'ouverture du marché unique de 1993. Les effets de ces mutations pourraient nous conduire à une réduction des effectifs du groupe supérieure à celle que nous connaissons depuis quelques années.

— Alors que dans la perspective du marché européen de 1993 les grandes manœuvres vont bon train entre banquiers et assureurs, vous avez exprimé des réserves sur la montée du GAN de 34 % à 51 % dans le capital de la Compagnie financière de CIC, holding du groupe. Pourquoi ?

— Je n'y suis pas opposé par principe. Mais cette augmentation de la part du GAN aurait dû intervenir le cas échéant comme le couronnement d'une coopération fructueuse. Au lieu de cela, à peine avons-nous entamé véritablement sur le terrain ce rapprochement que l'opération a été annoncée de façon imprévue. Un rapprochement qui ne se justifie pas par nos besoins financiers, que nous pouvons aisément satisfaire. Pour respecter l'objectif du ratio Cooke (1), il nous faut 3 milliards en quatre ans, sur la base d'une progression annuelle de nos engagements de 8 %. Or nous sommes déjà à quelques dixièmes

de point de ce ratio (à 7,5 exactement) : pour la seule année 1988, nous avons augmenté nos fonds propres de 3,6 milliards, dont 2,2 par l'émission de titres subordonnés.

— Vous ne croyez pas aux perspectives de coopération entre banque et assurance ?

— C'est une voie de développement délicate dans la mesure où il faut tenir compte des différences touchant aux mentalités et aux comportements ainsi qu'aux modes d'approche des clients. Le groupe des banques CIC est bien placé pour le savoir, puisqu'il est le premier, et le seul, à avoir ouvert cette voie dès 1985 et à pratiquer ce rapprochement depuis trois ans à pas, pour mettre au point des produits financiers et bancaires mixtes. Les premiers résultats sont tangibles. La Socapi, société d'assurances commune au GAN et au CIC, a distribué, au cours de son premier exercice de plein régime, pour 1 milliard de francs de produits de retraite et de capitalisation et devrait doubler ce chiffre cette année. De plus, le GAN participe à des opérations de financement organisées par le groupe, au travers de ses banques et établissements spécialisés. Enfin, des expériences vont se mettre en place dans deux banques pour la vente de produits d'assurances incendies - accidents - risques divers. Est-on sûr que l'on avancera plus vite en dormant - ou en faisant croire que l'on donne - à l'assureur un pouvoir sur le banquier ?

— N'est-il pas plus efficace de détenir la majorité plutôt qu'une minorité de blocage ?

— En théorie oui. Mais, déjà, avec la minorité de blocage, le GAN pourrait empêcher que des modifications essentielles, notamment sur le capital du CIC, ne s'opèrent sans son accord. De plus, l'entrée du GAN dans le capital du CIC en 1985 s'accompagnait d'une convention précise organisant la coopération entre les deux partenaires : elle prévoyait l'entrée du président du GAN au conseil d'administration du CIC, et non la réciproque, l'orientation progressive des activités bancaires du GAN sur le CIC et des activités d'assurances du CIC sur le GAN, l'examen du statut de la banque du GAN... La détention de 51 % du capital ne sera pas de nature à modifier sensiblement cette organisation de notre coopération.

— Quelles contreparties équilibrent la prise de majorité du GAN dans le CIC ?

— Dans la logique de cette opération, le GAN va contribuer au développement du groupe, en lui apportant dès 1989, en deux fois, 1 milliard de francs de fonds propres. D'autre part, la loi et les règlements du secteur public continueront de s'appliquer : ainsi le président de la Compagnie financière de CIC sera toujours nommé par décret en conseil des ministres signé par le président de la République.

— Il est prévu, en outre, que le président du GAN et moi-même

allons établir ensemble un protocole, dans le prolongement de la convention de 1985, qui définira les règles du jeu de notre coopération.

— Vous êtes toujours favorable à l'ouverture du capital de certaines banques régionales du CIC ?

— Naturellement, d'autant plus qu'il a été indiqué que cette ouverture se ferait à l'égard de l'épargne de proximité et des salariés. Il reste à en définir les modalités et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

— Décidément, les Français n'arrivent pas à s'habituer aux structures confédérales. Pourtant l'autonomie, je ne dis pas l'indépendance, est la logique propre d'un groupe comme le nôtre. Regardez ce qui se passe dans chacune de nos filiales : nous y avons 100 % du capital ; nous assurons le financement de l'ensemble ; le président - ou un directeur - de la compagnie siège au conseil d'administration, figure au tour de table des principales sociétés de participation. Nous concertons les

budgets et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

— Décidément, les Français n'arrivent pas à s'habituer aux structures confédérales. Pourtant l'autonomie, je ne dis pas l'indépendance, est la logique propre d'un groupe comme le nôtre. Regardez ce qui se passe dans chacune de nos filiales : nous y avons 100 % du capital ; nous assurons le financement de l'ensemble ; le président - ou un directeur - de la compagnie siège au conseil d'administration, figure au tour de table des principales sociétés de participation. Nous concertons les

budgets et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

— Décidément, les Français n'arrivent pas à s'habituer aux structures confédérales. Pourtant l'autonomie, je ne dis pas l'indépendance, est la logique propre d'un groupe comme le nôtre. Regardez ce qui se passe dans chacune de nos filiales : nous y avons 100 % du capital ; nous assurons le financement de l'ensemble ; le président - ou un directeur - de la compagnie siège au conseil d'administration, figure au tour de table des principales sociétés de participation. Nous concertons les

budgets et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

— Décidément, les Français n'arrivent pas à s'habituer aux structures confédérales. Pourtant l'autonomie, je ne dis pas l'indépendance, est la logique propre d'un groupe comme le nôtre. Regardez ce qui se passe dans chacune de nos filiales : nous y avons 100 % du capital ; nous assurons le financement de l'ensemble ; le président - ou un directeur - de la compagnie siège au conseil d'administration, figure au tour de table des principales sociétés de participation. Nous concertons les

budgets et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

— Décidément, les Français n'arrivent pas à s'habituer aux structures confédérales. Pourtant l'autonomie, je ne dis pas l'indépendance, est la logique propre d'un groupe comme le nôtre. Regardez ce qui se passe dans chacune de nos filiales : nous y avons 100 % du capital ; nous assurons le financement de l'ensemble ; le président - ou un directeur - de la compagnie siège au conseil d'administration, figure au tour de table des principales sociétés de participation. Nous concertons les

budgets et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

— Décidément, les Français n'arrivent pas à s'habituer aux structures confédérales. Pourtant l'autonomie, je ne dis pas l'indépendance, est la logique propre d'un groupe comme le nôtre. Regardez ce qui se passe dans chacune de nos filiales : nous y avons 100 % du capital ; nous assurons le financement de l'ensemble ; le président - ou un directeur - de la compagnie siège au conseil d'administration, figure au tour de table des principales sociétés de participation. Nous concertons les

budgets et les plans. Nos représentants ont donc une très bonne visibilité du développement et des initiatives des filiales qui bénéficieront, en cas d'alliances, de l'accord et plus souvent encore de l'appui financier de la compagnie.

— Il reste que la cohérence et la cohésion du groupe gagneraient à ce que les présidents des banques CIC cessent d'être nommés en conseil des ministres et soient désignés par le président de la compagnie.

— Septième groupe bancaire en France, le groupe a-t-il une taille suffisante pour jouer un rôle à l'étranger ?

— Ce n'est pas une question de taille mais de présence. Tout ne se joue pas au niveau des grandes unités : le groupe CIC a le record des introductions au second marché. Une structure décentralisée avec une capacité de décision au niveau régional n'est pas un handicap. C'est un avantage qui nous rend rapides, flexibles, adaptés au terrain, « en intelligence avec nos clients », comme le proclame notre nouvelle signature.

— En revanche, il est vrai que nous devons rationaliser au niveau du groupe la partie « industrielle » de la banque par la mise en commun des moyens en informatique, la conception de nos produits, l'animation du réseau international, la gestion d'une partie du personnel. Pour améliorer l'intégration du groupe, je compte beaucoup sur la mise en place du nouveau plan comptable bancaire, qui prendra effet dès 1991.

— Au-delà des modalités d'intégration à l'Europe, quels sont les axes essentiels de votre politique de développement ?

— Je suis persuadé que la croissance du groupe, compte tenu de ses spécificités et de ses moyens, est directement liée à l'amélioration de ses capacités d'ingénierie financière : le groupe consacre actuellement aux prises de participations dans les entreprises de moyenne dimension 1 000 millions de francs, un chiffre important par rapport à ses fonds propres consolidés. Second axe, la gestion des valeurs mobilières où la France occupe le premier rang en Europe : le groupe fait 100 millions de francs de gestion de patrimoine dont 70 en SICAV et en fonds communs de placement.

— Vous avez la volonté de construire un groupe et de lui donner une culture d'entreprise. Le traumatisme suscité par la prise de majorité du GAN dans le CIC ne porte-t-il pas atteinte à cette volonté ?

— Je confirme bien notre ambition. Et nous espérons que l'accroissement du rapprochement y contribuera, au lieu d'élever quelque obstacle. Cependant, vous ne pouvez pas d'un côté prôner la culture d'entreprise et, de l'autre, admettre sans sourciller qu'un cadre apprenne brusquement un matin qu'il appartient à un nouveau groupe, qu'il s'agit d'un groupe qui a été créé par la loi, et qui n'a pas de culture d'entreprise.

— Si la Compagnie financière de CIC, société holding, n'existe que depuis quatre ans, nous constituons de fait une fédération de banques petites ou moyennes, la plupart régionales, certaines ayant déjà des participations étrangères, en somme un groupe qui a la capacité de mettre en œuvre une stratégie originale « de la région française à la région européenne ».

— Ainsi nous avons établi des relations privilégiées avec des partenaires étrangers mais régionaux en vue d'homogénéiser l'espace bancaire par-delà les frontières. Nous pourrions offrir, les uns et les autres, dans des conditions semblables, les mêmes services bancaires et financiers en France et dans les pays et régions limitrophes. C'est le cas avec le Monte dei Paschi di Siena, en Italie, avec la Baden-Württembergische en Allemagne et avec le Banco Pastor, deuxième banque régionale espagnole, centrée sur la Galice mais disposant d'un réseau national et international : des maintenant nous visons à exercer ensemble, de part et d'autre des Pyrénées, les métiers de banque mais aussi, grâce à d'autres accords, le leasing, l'ingénierie financière ou la gestion de patrimoine.

— Une telle stratégie européenne ne risque-t-elle pas d'accentuer la volonté d'autonomie de certaines de vos banques ?

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les chances de la place financière suisse

Environ 12 % de l'ensemble des obligations lancées sur le marché international des capitaux en 1988 ont été libellées en francs suisses. Cette monnaie est la plus utilisée après le dollar, distançant non seulement chacune des autres grandes devises européennes, y compris le mark ou le sterling, mais également le yen. En particulier, les emprunteurs français ont été nombreux à solliciter cette source de financement à longue échéance dont la rémunération est la plus faible qui soit au monde. Or le marché suisse depuis deux semaines est secouru par une vigoureuse montée du loyer de l'argent que le relèvement du taux de l'escompte et du Lombard annoncé jeudi n'a fait que souligner. Les cours de certains emprunts se sont effondrés, l'un des plus récents cédant en quelques jours plus d'une année d'intérêts.

M. Markus Lusser, le président du directoire de la Banque nationale suisse que nous interrogeons sur l'avenir du marché suisse, se montre convaincu des chances de son pays. Celui-ci devrait être en mesure de faire valoir ses atouts, même si, du fait de sa neutralité, il ne s'intègre pas au marché financier européen que l'on vise à établir à l'intérieur de la Communauté.

« Ce n'est pas d'un gouverneur de banque centrale ou d'un chef de gouvernement de décider quel sera le rôle ni surtout l'importance ou la taille d'une place financière », estime M. Lusser, respectueux des forces du marché. Mais sous des apparences parfois modestes, ses intentions sont ambitieuses, à la mesure de la puissance d'un pays où la somme des fonds gérés atteint environ l'équivalent de cinq millions de milliards de francs français (1 200 milliards de francs suisses au bas mot).

Ce que M. Lusser préconise, ce n'est pas nécessairement de faire de la Suisse une place qui puisse offrir toute la gamme des services financiers dont on peut disposer à New-York ou à Londres ; c'est plutôt d'améliorer les qualités traditionnelles du pays. Un renforcement de l'activité des banques dans la gestion de fonds pour le compte de grands investisseurs institutionnels s'impose alors que jusqu'à présent on s'est pour l'essentiel préoccupé des portefeuilles des particuliers. Si en va ainsi, les banques suisses seront en mesure de maintenir intacte leur énorme capacité de placement, et continuer à occuper une place de choix dans le domaine des émissions. Or à cette fin il est également impératif de développer un véritable marché secondaire et de favoriser l'activité boursière. « C'est actuellement notre principal problème, c'est là que se situe notre point faible en Suisse », estime M. Lusser qui se montre très soucieux de la transpa-

rence des opérations conclues sur le marché secondaire. Sur ce point, le modèle à suivre lui paraît être celui des directives de la Communauté européenne.

Mais il ne saurait y avoir de véritable place financière sans l'attrait d'une monnaie internationale. « Nous maintiendrons la stabilité de la monnaie et nous la défendons », assure le gouverneur de la Banque nationale suisse pour qui son franc demeure une monnaie forte en dépit des récentes attaques qu'il a subies. M. Lusser laisse entendre qu'une correction devrait se produire cette année face au deutchmark. « La politique monétaire que nous poursuivons est en effet légèrement plus restrictive que celle de la Bundesbank », explique-t-il. Pour autant aucun cours ni aucune zone de change n'ont été fixés. On peut toutefois envisager une évolution du mark entre 80 et 85 centimes suisses, comme c'est le cas depuis huit ans, avec des dépassements dans un sens ou dans l'autre.

Toujours la brutale montée du niveau de l'intérêt à court terme, M. Lusser est très clair. La hausse de ces taux a été voulue par l'Institut d'émission. Elle participe d'un nécessaire ajustement de l'approvisionnement de l'économie en liquidités. Un resserrement s'impose parce que l'économie suisse est menacée de surchauffe et que resurgit le spectre de l'inflation. Les prix de gros ont progressé de 4 % l'an passé. L'augmentation du coût de la vie pourrait approcher les 3 % cet été, un niveau jugé insupportable. Il reste que la politique monétaire suivie, (celle d'un retour à une croissance à moyen terme de l'ordre de 2 % de la « monnaie centrale ajustée ») a de fortes conséquences sur

le marché des capitaux. La progression des taux à long terme devrait cependant être limitée, ainsi que l'a assuré M. Lusser à la revue IFR, soulignant que les pouvoirs publics suisses en étaient plutôt à rembourser leurs dettes et que les entreprises du pays étaient dans une situation particulièrement confortable si bien que leur recours à l'emprunt serait faible cette année.

Quant à la surveillance des marchés des valeurs mobilières, la Banque nationale suisse souhaite un renforcement de la coopération internationale. Il convient, dit M. Lusser, d'agir à deux niveaux. Les diverses commissions d'opérations de Bourse et les organismes de surveillance bancaire devraient harmoniser leurs efforts à l'intérieur de leurs propres pays tout en envisageant une collaboration par-delà leurs frontières. Sur le plan intérieur, l'unification est rendue nécessaire par la disparition – même en Amérique – de la distinction entre les banques selon l'activité qu'elles déploient, à caractère financier ou commercial. Sur le plan international, la collaboration s'impose du fait même de l'entremêlement des marchés. Il convient d'établir des normes communes afin d'éviter que, soudainement, on se lance dans une surenchère au plus grand laxisme possible en la matière, ce qui ne manquerait pas de déstabiliser le système dans son ensemble. « Dans différents pays, la réflexion va dans le même sens. Il serait bon que dès à présent, on en vienne à échanger ses idées et à harmoniser les plus récentes des réglementations », souhaite M. Lusser pour qui, toutefois, ce serait une utopie que de songer à établir un seul organisme suprême de surveillance boursière.

Enorme opération italienne

Deux emprunteurs français, la Compagnie bancaire et Thomson Brandt ont déjà sollicité cette année le marché suisse des capitaux. Un troisième s'est annoncé, la Compagnie financière des Nouvelles Galeries dont le projet, une émission de type classique, pourrait se matérialiser prochainement. Sur l'Euro-marché proprement dit, l'Italie a retenu l'attention grâce à une énorme opération obligataire d'un milliard de dollars qui, bien acceptée, se traitait vendredi à l'intérieur des commissions. Ses conditions sont les suivantes : coupon de 9,625 %, durée de dix ans, prix d'émission de 101,625 % du pair. Le tout est placé sous la direction de J.-P. Morgan Securities.

De son côté la CEE s'est efforcée de raviver l'intérêt pour les obligations en unités de compte européennes par le biais d'un emprunt de 25 millions d'ECU destiné à être syndiqué et placé exclusivement

dans la principauté de Monaco. Dirigée par la Compagnie monégasque de banque, cette transaction est la première du genre et les réactions initiales se sont révélées tout à fait positives. Le coupon est de 8 % pour une durée d'environ deux ans et demi.

En euros francs français, Pernod-Ricard a fait jeudi 19 janvier la proposition suivante : 500 millions de francs à cinq ans d'obligations rémunérées au taux de 8,75 % l'an sur la base d'un prix d'émission de 101,25 %. Sortie avant le relèvement des taux directeurs en Europe, cet emprunt a subi le contre-coup de la hausse de 7,75 % à 8,25 % du taux d'intervention de la Banque de France. Compte tenu des circonstances, l'accueil réservé à cet emprunt que dirige la Société générale, est considéré comme tout à fait satisfaisant.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVICES ET OR

Un dollar matraqué

Jeudi 19 et vendredi 20 janvier, les banques centrales européennes et américaines sont intervenues massivement (plusieurs milliards de dollars) pour essayer de « casser » la spirale de hausse du billet vert qui s'envolait littéralement en dépit des résultats assez catastrophiques du commerce extérieur des États-Unis. A la veille du week-end, ces banques y étaient arrivées sans que les opérateurs soient entièrement convaincus de l'efficacité absolue du coup d'arrêt.

Au début de la semaine, le dollar commençait par monter, dopé par les déclarations du ministre des finances allemand, M. Stollenberg, selon lesquelles les parités actuelles du dollar étaient acceptables sans intervention aucune. Puis il s'affaiblissait dans l'attente des résultats du commerce extérieur américain pour novembre, que certains voyaient plutôt mauvais, avec un déficit de 11 milliards à 11,5 milliards de dollars. Mercredi, en début d'après-midi, heures européennes, les chiffres tombaient : 12,5 milliards de dollars contre 10,35 milliards en octobre (chiffre révisé). C'était vraiment très mauvais !

Logiquement, le billet vert aurait dû fléchir sensiblement, ce qu'il fit effectivement... pendant une demi-heure, avant de se redresser très vigoureusement, pour atteindre sa hausse jeudi, touchant 1,8765 DM, 6,35 F et 129 yens. Outre l'attrait de taux d'intérêt élevés aux États-Unis, le marché avait pris en compte les propos plutôt explosifs du conseiller sortant de la Maison-Blanche pour les affaires économiques, M. Beryl Sprinkel, pour qui

les interventions des banques centrales n'ont guère d'effet à long terme sur la valeur du dollar.

En outre, les opérateurs avaient noté qu'en novembre le rythme des exportations américaines avait fléchi, ce qui pouvait laisser présager une diminution de l'activité économique et donc une atténuation de la surchauffe, phénomène de nature à renforcer la confiance dans le dollar. Par ailleurs, si la surchauffe se poursuivait, la Réserve fédérale serait incitée à durcir sa politique et à faire monter les taux, phénomène également susceptible de doper le billet vert. Donc, dans tous les cas, la hausse était inévitable. Devant cette envolée, les banques centrales d'Europe, Bundesbank en tête, en liaison avec cette même Réserve fédérale, faisaient donner l'artillerie lourde, deux à trois milliards en deux jours, jeudi d'abord, avec un succès relatif, puis vendredi, plus efficacement.

En même temps, la Banque fédérale d'Allemagne relevait d'un demi-point ses taux directeurs, ce qui n'avait guère d'effet dans l'immédiat. A ce sujet, on estime à Francfort que de profondes divergences ont surgi entre le ministre des finances, M. Stollenberg, et les responsables de la Bundesbank. Le ministre, on l'a vu, se déclarait satisfait des parités actuelles du dollar et, en outre, ne jugeait pas utile un resserrement de la politique de la Banque centrale. Cette dernière en a jugé autrement, ce qui donne la mesure de son indépendance vis-à-vis du gouvernement. Dès le début de la semaine d'ailleurs, un des membres de son directoire, M. Claus

Kochler, avait indiqué qu'une dépréciation du mark n'était pas souhaitable : c'est un souci constant des autorités monétaires allemandes pour qui conserver une monnaie forte est une attitude fondamentalement vertueuse et recommandable.

En fin de semaine les opérateurs étaient devenus prudents, avec un dollar re tombé à 1,845 deutchmark, 6,28 francs et 128 yens dans la crainte d'une nouvelle salve d'artillerie des banques centrales. On notera à ce sujet que l'année 1988 avait commencé par de telles salves, mais c'était alors pour soutenir un dollar chancelant, dont le cours avait chuté à 1,57 deutchmark, 5,35 francs et 120 yens.

Maintenant les milieux financiers internationaux vont attendre la réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde, qui se tiendra les 2 et 3 février prochain à Washington. Dans cette tourmente, le franc s'est à nouveau bien tenu face à un mark affaibli, dont le cours est resté inférieur à 3,41 francs. La devise française est, pour l'instant, solidement armée à la devise allemande dont elle épouse fidèlement les variations par rapport au dollar.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 16 AU 20 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	S.E.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florio	Lire italienne
New-York	1,7678	—	15,9299	43,8162	54,2741	2,5913	48,0748	8,0739
Paris	1,7780	—	16,0008	44,0615	54,5553	2,6055	48,3558	8,0743
Bruxelles	1,0952	—	2,7775	—	206,20	348,76	16,3571	301,20
Zurich	1,1102	—	2,7991	—	206,20	348,76	16,3571	301,20
Amsterdam	2,7688	1,5678	24,0625	—	85,8474	4,8686	75,3345	1,1590
Frankfurt	2,7755	1,5610	24,9763	—	85,1669	4,8672	75,4836	1,1597
Bruxelles	3,2556	1,8425	29,3513	117,58	—	4,7745	88,5817	1,3627
Paris	3,2598	1,8338	29,3280	117,42	—	4,7759	88,6363	1,3618
Amsterdam	68,1885	38,29	61,473	24,6266	205,44	—	18,5529	2,8542
Bruxelles	68,2396	38,38	61,4708	24,5868	205,38	—	18,5598	2,8514
Paris	68,2457	38,39	61,4737	24,5899	205,42	—	18,5600	2,8516
Amsterdam	2,6769	2,6680	33,0884	132,46	112,83	5,3882	—	1,5364
Milan	2,2863	1,262	21,537	862,79	735,76	35,0349	650,87	—
Paris	2,2918	1,266	21,536	862,77	734,31	35,0703	650,87	—
Tokyo	226,35	126,16	284,06	81,7485	69,5257	3,3195	61,2865	0,8947
Tokyo	224,74	126,40	282,24	80,9737	68,9589	3,2934	61,1218	0,8939

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 janvier, 4,9004 F contre 4,9446 F le vendredi 13 janvier.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Le diktat allemand

La Banque fédérale d'Allemagne ayant jugé bon, jeudi 19 janvier 1989, de relever ses taux directeurs, la Banque de France l'a immédiatement imitée, bien qu'aucune véritable raison ne l'y obligât. « On s'est couché », maugréait un opérateur à la veille du week-end, vitupérant contre la dépendance où se trouve notre pays vis-à-vis de son puissant voisin. Sa mauvaise humeur, il est vrai, se nourrissait du coup porté à l'optimisme, un peu excessif, qu'entretenait le marché de Paris depuis huit jours en pleine et joyeuse anticipation sur une baisse des taux, à court et long terme, jugée théoriquement inévitable dans l'année qui vient. Pour l'instant, cet optimisme échecé vient de prendre un grand coup sur le nez mais il n'apparaît pas foncièrement ébranlé.

Dès le début de la semaine, les milieux financiers internationaux se doutaient que quelque chose allait se passer en Allemagne. La Bundesbank annonçait que, contrairement à la précédente prise en pension, effectuée au taux fixe de 5 %, la prochaine serait adjugée dans une fourchette, Mercredi la fourchette fut de 5,20 % à 5,50 %, ce qui laissait prévoir aux observateurs attentifs un grand coup sur le nez mais il n'apparaît pas foncièrement ébranlé.

Effectivement, jeudi, la banque centrale allemande annonçait un relèvement d'un demi-point des taux directeurs en question, portés de 3,50 % à 4 % pour le taux d'escompte et de 5,5 % à 6 % sur le Lombard. L'important, c'était le Lombard qui, en principe, coiffe le taux de prise en pension, dont la hausse était déjà acquiescée comme on l'a vu. Les raisons de la Bundesbank, on les connaît bien : crainte d'une inflation qui pourrait passer de 2 % à 2,25 % dans le courant de 1989 et gonflement trop rapide de la masse monétaire M3, + 6,7/8 % sur une base annuelle en novembre. De tels dérapages imposent à ses yeux de serrer un peu la vis dans l'immédiat afin de « ne pas avoir à manier la hache plus tard ». Ajoutons-y, comme il a été indiqué plus haut (rubrique devises et or), la volonté de freiner la baisse du mark, mauvaise pour l'inflation et de nature à gonfler encore un excédent commercial énorme et gênant, en stimulant les exportations.

Immédiatement et sans tarder, la Banque de France, soucieuse de défendre le franc en maintenant avec l'Allemagne un écart d'environ 3 points, relevait d'un demi-point ses taux directeurs, portés de 7,75 % à 8,25 % pour ses appels d'offres, et de 8,25 % à 9 % pour ses pensions à cinq-dix jours. Un tel relèvement est la troisième depuis la fin du mois d'août, date à laquelle le taux d'appel d'offres était encore de 6 3/4 %, venant de 7 1/4 % en mai. Le voilà rehaussé d'un point et demi, retrouvant son niveau de novembre 1987, de quoi ruiner les espoirs de M. Pierre Bérégovoy, apôtre d'une baisse des taux pour tout bon soudeur des marchés financiers, qui a été dépassé par les événements.

A cette occasion, on se demande ce que vont faire les banques : au début du mois, elles avaient accepté de ne pas répercuter la précédente hausse des taux du marché monétaire qui les aurait autorisées à relever leur taux de base de 0,15 %. La suppression de la taxe sur les encours bancaires (1,4 milliard de francs d'économie) figurant dans la loi de finances de 1989 leur apportait une compensation à peu près équivalente. Cette fois-ci, les banques devraient pratiquer une augmentation de 0,15 point, leur taux de base passant de 9,25 % à 9,40 %. Mais sans doute elles accepteront de n'en rien faire.

Dans l'immédiat, le renchérissement du loyer de l'argent au jour le jour, qui, à Paris, n'était guère supérieur à 8 1/2 % vendredi soir, ne compromettra guère les investissements, se contentant d'élever, à due concurrence, le coût des crédits « spot » de trésorerie indexés sur le taux du marché interbancaire.

Il n'est pas exclu qu'à la Banque de France on ne soit pas trop mécontent de voir les taux monter « de l'extérieur » : manière élégante de freiner un petit peu l'écoulement de crédits aux entreprises et aux particuliers, qui progressent trop vite en ce moment au gré des autorités monétaires.

Ces événements en tout cas ont jeté une ombre, encore légère, sur le marché de Paris où les taux à court terme commencent à dépasser les taux à long terme, engageant le processus d'inversion habituel aux marchés anglo-saxons mais encore peu

courant chez nous. Sur le MATIF, le cours de l'échéance de mars qui frôlait 109 la semaine dernière s'est replié à 107,80 ce qui est considéré comme une remarquable résistance.

Sur le front des émissions, la semaine a été morose en raison précisément des tensions sur les taux à court terme, qui ont nettement assombri l'atmosphère. Au cours des huit jours précédents, tout s'était arraché comme des petits pains, les émissions s'envolant littéralement. Mais dès le début de la période soumise, le climat se déteriorait sensiblement et à la veille du week-end, pas mal de papiers traînaient par-ci par-là. L'emprunt le plus chancieux a été le premier lancé dans les temps, celui de la Caisse centrale de coopération économique, 1,3 milliard de francs à quinze ans et 8,60 % nominal (8,68 % réel) qui est très bien parti. En revanche, la Caisse autonome de refinancement (C.A.R.), émanation de la Caisse des dépôts, a eu moins de chance avec son milliard et demi à 8,50 % : la demande s'est montrée très réticente.

Enfin, l'emprunt de 2 milliards et demi du Crédit foncier de France à trois tranches, dont l'une de 1,7 milliard à taux fixe de 8,60 % nominal et 8,61 % réel, a été mieux accueilli. La Société générale, chef de file, ayant vendredi stoppé net un petit accès de faiblesse.

F. R.

GE
MAGAZINE

- L'abandon des enfants du XVII^e siècle : l'étude de Muriel George
- Les réponses de Jean Guirton
- L'ascendance de Paul et Camille Claudel : Champagne et Lorraine
- Pierre de Mascaret, l'espion de Richelieu
- L'autorité des nobiliaires
- Les archives militaires
- La Centre généalogique de Touraine
- De l'entraide, des conseils, etc.

Le renouveau de la généalogie

N° 68 - 26 F

Chez les principaux marchands de journaux ou BP 99, 75922 PARIS Cedex 11

MATIÈRES PREMIÈRES

Caoutchouc : une hausse des cours difficile à gérer

Paradoxe des matières premières : alors que les pays membres de l'Organisation internationale du cacao (OICO) sont réunis à Londres pour essayer de remettre sur pied un accord aujourd'hui incapable de soutenir les cours de cette denrée, Aldo Hofmeister, le directeur du stock régulateur de l'accord international sur le caoutchouc, s'écrit, par ses ventes, à faire baisser le prix de la gomme naturelle.

Syndrôme du SIDA oblige, le caoutchouc naturel a connu un boom en 1988 en raison de la frénésie qui s'est emparée du marché du latex. La demande des fabricants de préservatifs et surtout de gants chirurgicaux, en particulier aux États-Unis, a provoqué une ruée d'acheteurs sur les places d'Extrême-Orient. Selon un profes-

sionnel parisien, la consommation mondiale de gomme naturelle a dépassé 5 millions de tonnes l'année dernière pour une production estimée à 4,92 millions de tonnes. La consommation des manufacturiers de pneumatiques, notamment pour les poids lourds, a également contribué à ce déficit de la production.

Tout au long de l'année, le stock régulateur du caoutchouc a procédé à des ventes pour ramener les cours sous le plafond défini par l'accord international. De lavis de tous les observateurs, ces interventions ont été couronnées de succès. Mais aujourd'hui Aldo Hofmeister ne dispose plus que de quelques 15 000 tonnes de gomme alors qu'au début de ses ventes d'intervention, en septembre 1987, il se trouvait à la tête d'une réserve évaluée à 370 000 tonnes. La situation est d'autant plus critique que la moyenne mobile (sur cinq jours) du prix indicateur publié par l'Organisation internationale du caoutchouc (INRO) en remontée cette semaine au-dessus du plafond fixé par l'accord international. A cela s'ajoute la prochaine arrivée de la période d'hivernage (fin février-mai), au cours de laquelle le ralentissement du rythme de saignée des hévéas se traduit par une baisse de production de 30 % à 50 %. Selon les professionnels malaisiens, le stock régulateur aura probablement épuisé ses réserves à la fin du mois de février.

Or les analystes prévoient encore une demande soutenue, du moins pour le premier semestre 1988. Faute de moyens d'intervention, l'accord international sur le caoutchouc risque donc d'être paralysé.

Cela ne serait pas pour déplaire aux producteurs, qui voient leurs

réserves de devises gonfler au fur et à mesure que les cours montent. Si les cours devaient remonter durablement à la hausse, il est fort probable que l'INRO, qui doit se réunir fin mars-début avril, décide de ramener de 5 % ou plus la fourchette défendue par l'accord international.

Cette décision ne sera toutefois peut-être pas nécessaire. Si tous les professionnels estiment que les cours du caoutchouc devraient rester soutenus, ils s'accordent également pour constater que « la folie sur le latex » appartient au passé. Le boom de la demande a entraîné la création d'une myriade de petites unités de production de préservatifs et de gants chirurgicaux en Extrême-Orient. Mais, très vite, les contrôles de qualité ont révélé les imperfections d'une majorité de produits, et les importations occidentales sont devenues beaucoup plus sélectives, réduisant d'autant les débouchés de ces nouvelles activités.

« En 1989, l'espérance ne voit que des professionnels sur le marché », déclare un gros importateur.

« Cette année, la grosse inconnue du marché sera la Chine populaire car on ne connaît pas les chiffres de sa production », remarque en outre un négociant. La Chine, dont la consommation aurait dépassé 550 000 tonnes en 1988, a réussi à développer des clones très résistants au vent et au froid. Elle exporte maintenant des pneumatiques vers de nombreux pays africains, peu soucieux de problèmes de qualité ou de résistance. Le négoce international s'interroge également sur l'évolution de la production en Inde et de la consommation en URSS.

ROBERT RÉGIER.

PRODUITS	COURS DU 20-1
Café b. p. (Londres)	1 533 (+ 57) Livres/tonne
Trois mois	—
Aluminium (Londres)	2 218 (- 27) Dollars/tonne
Trois mois	—
Nickel (Londres)	17 700 (+ 1 900) Dollars/tonne
Trois mois	—
Sucre (Paris)	1 750 (+ 83) Francs/tonne
Mars	—
Café (Londres)	1 218 (+ 40) Livres/tonne
Janvier	—
Cacao (New-York)	1 463 (+ 111) Dollars/tonne
Mars	—
Blé (Chicago)	445 (+ 4) Cents/boisseau
Mars	—
Maïs (Chicago)	267 (- 23) Cents/boisseau
Mars	—
Soja (Chicago)	241,10 (- 22,30) Dollars/c. court
Janvier	—

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

حسبنا الوحي

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'entrée en fonctions de M. Bush. 4 Un entretien avec le président ougandais, M. Museveni. 5 Tchétchoulovaque : les autorités pratiquent à nouveau une répression massive.	6-7 L'affaire Pechiney : la riposte de M. Boublil. 7 Point de vue : « La France doit faire le ménage chez elle », par Gilberte Beaux. « Livres politiques », par André Laurens.	8 Des théologiens français et allemands critiquent le conservatisme moral du Vatican. - Sports : le Rallye Monte-Carlo. - Les préfets invités à examiner les dossiers d'étrangers en situation irrégulière.	13 En marge de l'exposition Gauguin : Miot au Musée d'Orsay ; la vague bretonne à la Bibliothèque nationale. - Ouverture du 23 ^e MIDEM à Cannes : le marché du disque tourne rond ; les fausses notes du classique.	17 Un entretien avec Jean Saint-Geours, président du CIC. - L'association La Source change de forme juridique. - Escroquerie aux subventions communautaires. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 15 Météorologie 15 Mots croisés 15 Radio-télévision 15 Spectacles 14	• Jouez avec le Monde JEUX • Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE • L'actualité vue par le Monde JOUR • Abonnez-vous au Monde par minitel ABO 3615 tapers LEMONDE

La démission de M^{me} Jacqueline Beytout

Conflits de pouvoir au groupe les Echos

Coup de théâtre au sein du groupe de presse économique les Echos, au matin du vendredi 20 janvier : juste avant un conseil d'administration, M^{me} Jacqueline Beytout annonce qu'elle a décidé de quitter la présidence de la société qui édite le quotidien les Echos (87 800 exemplaires vendus en 1987), mais aussi le Panorama du médecin, la Revue du praticien, Dynasties, etc. « Malgré de vains efforts qui ont duré plus de cinq mois pour éviter un clash, expliquait ensuite dans un communiqué lapidaire celle qui dirigeait les Echos depuis 1964, un désaccord profond existe tant sur la façon de gérer le journal les Echos dans l'avenir que sur le choix des gestionnaires. »

Un an après avoir vendu son groupe de presse au conglomérat britannique Pearson PLC, éditeur du Financial Times, M^{me} Beytout en abandonne donc les rênes. M. Franck Barlow, directeur général du quotidien économique britannique et responsable des activités presse du groupe Pearson, est aussi porté à la présidence « à titre provisoire ». Nommé six mois au plus, M. Barlow devrait, en effet, laisser la place « à un président français, qui pourrait ne pas appartenir au monde de la presse, mais qui fournirait toutes les garanties d'indépendance », indique un des responsables des Echos. La nomination de M. Barlow, approuvée par le conseil d'administration du groupe de presse, s'accompagne de la confirmation dans leurs fonctions des membres de l'équipe de direction. M. Alain Sourisseau est ainsi confirmé à son poste de directeur général du groupe les Echos, et, sur proposition de M. Barlow, est nommé directeur de la publication du quotidien les Echos et directeur des rédactions ; M. Gilles Brochen demeure directeur-général adjoint du groupe tandis que M. Nicolas Beytout, petit-fils par alliance de M^{me} Beytout, est confirmé à ses fonctions de rédacteur en chef. Devant la rédaction, M. Barlow a indiqué que M. Beytout serait « le garant de la ligne éditoriale du titre les Echos ».

Depuis sa démission, l'ancienne présidente des Echos se refuse à tout commentaire. Mais M^{me} Beytout devrait parler devant les cinquante-neuf journalistes des Echos, lundi matin. L'origine de la tension entre celle que le Financial Times appelait il y a un « la grande dame de la presse française » et les trois membres de la direction qu'elle avait accepté de nommer, en juin dernier,

afin qu'ils lui succèdent au bout des deux ans de présidence qu'elle s'était promis d'accomplir, semble nette.

Après avoir assumé la totalité du pouvoir au sein de son groupe, M^{me} Jacqueline Beytout n'a pu se résoudre à une mise à l'écart. Propriétaire de la majorité du capital, la cession de presque deux tiers de ses parts à Pearson PLC, en janvier 1988, avait fait d'elle une présidente selon le mode britannique, à laquelle était seulement concédée la définition de la stratégie du groupe. Privée de la gestion quotidienne de ses journaux, M^{me} Beytout s'est aussi émue de l'importance prise au sein des Echos par M. Alain Sourisseau. Ce diplômé de l'ESSEC, âgé de trente-quatre ans, avait été appelé par M^{me} Beytout en 1985, après avoir fait ses armes chez Arthur Andersen, Schlumberger et au groupe Stratégies. Il fut l'un des principaux artisans de la négociation entre les Echos et le groupe Pearson. Une série de désaccords entre M. Sourisseau et M^{me} Beytout, envenimés par un récent déménagement qui, de l'avis de tous, « s'était mal passé », a conduit à une rupture et à la démission de la présidente des Echos.

Le coup de théâtre précède cependant une dernière scène. Celle qui, le 5 mai prochain, devrait voir le groupe Pearson prendre le contrôle du reste du capital des Echos (34 %) encore aux mains de M^{me} Beytout. En 1988, M. Edouard Balladur, alors ministre des finances, avait mis son veto à une vente immédiate de l'ensemble des parts, en prenant prétexte de la présence du magnat américain M. Rupert Murdoch dans le capital de Pearson. Celle-ci aurait privé le groupe britannique de son appartenance à la Communauté européenne. Mais un compromis avait été trouvé et M. Murdoch a redouté, depuis, sa participation de 20,5 % à 18 %.

M^{me} Beytout souhaitait vendre son groupe de presse afin de le préserver et d'éviter à ses héritiers le paiement d'importants droits de succession. Prospère, le groupe les Echos a reçu de la part de M. Barlow et des dirigeants de Pearson, des gages de sa totale indépendance, notamment à l'égard du Financial Times. Mais avec le départ de M^{me} Beytout, une page de l'histoire de ce groupe, fortement marqué par sa personnalité et son omniprésence, semble tournée.

YVES-MARIE LABÉ

Le Conseil d'Etat condamne sous astreinte TF1 et la 5

Le Conseil d'Etat a fait droit, « pour l'essentiel », vendredi 20 janvier, aux nouvelles demandes de sanction réclamées par la CNCL à l'encontre de TF1 et de la 5 (le Monde daté 15-16 janvier). La Commission reprochait à la Une non seulement de ne pas respecter ses quotas d'œuvres françaises (la chaîne en produit 34 % au lieu de 50 %) et européennes (39,2 % au lieu de 70 %), mais encore de détourner l'essentiel des textes en programmant massivement (pour 50 %) ce type d'œuvre de nuit, alors que l'audience est quasi nulle. Le Conseil d'Etat a suivi la CNCL et enjoint à TF1 de se conformer à ses obligations en 1989 et après, sous astreinte variant de 20 000 F à 60 000 F par heure manquante, selon la nature et l'importance de celle-ci. Le Conseil a également ordonné que les pourcentages requis soient atteints aux heures d'écoute habituelles (entre 6 h 30 et 1 heure du matin le lendemain), « neutralisant » en quelque sorte les diffusions de nuit.

La CNCL reprochait, en outre, à la Cinq d'avoir à plusieurs reprises dépassé le plafond de publicité (10 minutes 45 secondes par heure) qu'elle lui avait imposé jusqu'au 31 juillet 1989, et que la chaîne contestait. Estimant « légale » la décision de la Commission, le Conseil d'Etat a enjoint la Cinq de la respecter sous peine d'astreinte proportionnelle à la durée du dépassement et calculée sur la base de 5 400 F par seconde. « Le juge, explique-t-on au Conseil d'Etat, n'a pas à modifier les cahiers des charges des chaînes, mais à les faire appliquer. »

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Pour acheter et vendre des objets d'art

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

Le devoir familial de M. Rocard

L'axe de la politique familiale traditionnelle sera conservé : le pouvoir d'achat des prestations sera maintenu. M. Michel Rocard est venu vendredi 20 janvier à la conférence annuelle de la famille affirmer ces deux principes de base, comme le doit un premier ministre à sa première visite aux mouvements familiaux.

M. Rocard a joué la continuité en opposant au « suicide par la démographie » de la plupart des pays européens « la permanence d'un effort financier plus important que chez nos voisins », qui « peut être rapproché du maintien d'un taux de fécondité meilleur ou plus exactement moins mauvais ».

Mais il a voulu souligner deux orientations propres pour la politique familiale de son gouvernement. D'abord souligner d'assurer l'accès des familles aux prestations, notamment en matière de logement : « Deux cent mille familles qui auraient droit à l'allocation de logement familial n'en bénéficient pas. Tous les services

concernés doivent unir leurs efforts pour aider les familles à connaître et faire valoir leurs droits. » Ensuite simplifier le système pour la garde des jeunes enfants : on prévoit d'aménager la « prestation sociale d'assistance maternelle » (remboursement forfaitaire des cotisations « patronales » en cas d'emploi d'une assistante maternelle), touchée par seulement 50 000 familles, et l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) créée par le précédent gouvernement et qui a totalement échoué, puisqu'elle compte environ... cinq mille bénéficiaires.

C'était bien le moins. Quelques heures plus tôt, le président de l'Union nationale des associations familiales, M. Roger Burnel, avait souligné que l'on retrouve sur la politique familiale le même « desengagement » que sur les salaires. Au cours de la journée, les délégués de l'UNAF s'étaient aussi inquiétés des difficultés croissantes de logement rencontrées par bon nombre de familles, notamment les plus modestes.

Celles-ci recourent à la fois les effets pervers d'une politique

du logement axée sur l'accession à la propriété qui pousse à l'endettement ; l'augmentation du « taux d'effort » exigé des familles à revenus modestes (passé de moins de 10 % en 1982 à près de 19 % aujourd'hui pour un smicard avec deux enfants) ; l'insécurité d'un parc de logements sociaux constitué dans les années 60 et 60 et qui ne correspond plus aux besoins de familles plus diverses et plus modestes ; l'éclatement des structures familiales (« 20 % des impayés dans le cas d'accession à la propriété sont liés à l'éclatement de la famille », a déclaré Mme Catherine Bonvolet, chargée de recherches à l'Institut national d'études démographiques) ; enfin les résistances rencontrées pour admettre les familles en situation précaire dans les logements sociaux.

Autant de difficultés auxquelles les mesures prises jusqu'ici (par exemple l'attribution de l'allocation-logement à tous les bénéficiaires du « revenu minimum ») ne répondent que partiellement.

Après trois ans d'interdiction

Premier match international de football à Téhéran

Après trois ans de trêve, due à la guerre contre l'Irak, l'équipe nationale d'Iran a pu disputer un match international sur son territoire, vendredi 20 janvier, contre le Japon (2-2). Un jour historique pour les footballeurs de la République islamique.

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

L'imam Khomeiny est grand. Son portrait, dessiné à la peinture noire sur le socle de béton du stade Azadi de Téhéran. Le regard sombre et la barbe grise, le guide de la révolution islamique semble surveiller ces 70 000 supporters qui ont pris place sur les gradins encaissés de cette gigantesque enceinte (100 000 places) construite du temps du chah.

L'imam est grand et le peuple est heureux. Car ce vendredi 20 janvier 1989, jour de prière, est également un jour historique. L'équipe nationale d'Iran dispute, face au Japon, son premier match à domicile depuis trois ans. En raison du conflit Iran-Irak, la Fédération internationale de football (FIFA) avait interdit toute rencontre internationale sur le territoire des deux pays.

Aujourd'hui, la guerre est finie et le football sort des abris. Alignés devant la tribune officielle, jambes rougies par le froid, les joueurs nippons doivent se demander ce qu'ils font là, à écouter des versets d'un Coran qu'ils ne comprennent pas, à redouter cette foule assouffie de victoire, à penser sans cesse à la phrase inscrite

SALVADOR

Soixante-quatorze maires ont démissionné

Soixante-quatorze des deux cent soixante-deux maires que compte le Salvador ont démissionné ces dernières semaines, de crainte d'être assassinés par les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), a annoncé, vendredi 20 janvier, le COMURES, un organisme officiel qui regroupe les élus locaux.

Dans la province d'Usulután, au sud-est du pays, les maires et les juges ont été autorisés à porter des armes à feu, et ceux qui ont reçu des menaces de mort se sont vu accorder une protection.

La Conférence épiscopale du Salvador a voté jeudi une résolution condamnant l'assassinat, par le FMLN, de huit maires en 1988. Par ailleurs, deux voitures piégées ont explosé vendredi à proximité d'une caserne à San Salvador. L'assaut, revendiqué par le FMLN, a fait un mort et sept blessés, dont cinq grièvement. — (AFP, Reuters.)

Aucune femme

Au stade, le dispositif de sécurité se veut également dissuasif. Les spectateurs doivent franchir plusieurs barrières de policiers et de militaires qui les fouillent de la tête aux pieds. Certains supporters, jugés trop expansifs, sont expulsés manu militari par un service d'ordre zélé.

Mais c'est en fait une foule bon enfant qui s'est installée sur les gradins de béton. Parmi ces milliers d'amoureux du football en manque de sensations internationales, aucune femme. Les vendeurs ambulants zigzaguent entre les spectateurs, une énorme théière dans une main, des piles de gobelets dans l'autre, distribuant des rasades de thé aux supporters frigorifiés ou proposant des sachets de pistaches ou de pépins salés.

A chaque belle action de jeu, le public frappe des mains, hurle « Iran ! Iran ! », se dresse comme un seul homme, drapeaux au vent pour pousser les siens vers la victoire. Parfois, volontiers frondeur et critique, il réclame la démission de l'entraîneur national, applaudit les visiteurs ou scandent en riant le titre d'une série télévisée japonaise « Osbin », sorte de « Dallas » à la sauce nipponne — qui pulvérise chaque samedi l'Audimat iranien.

En quatre-vingt-dix minutes, les 70 000 personnes semblent effacer tout air de frustration et d'ennui. L'image de cet étudiant, Wahid, vingt et un ans, spectateur passionné : « Cela fait si longtemps que l'on doit se contenter de nos équipes de club et d'images venues au compte-gouttes d'Europe. Trois ans à rêver de Maradona ou de Platini ! ». En attendant les vedettes, les Japonais sont arrivés. Et c'est bien là l'essentiel.

PHILIPPE BROUSSARD.

La préparation des élections municipales

M. Jospin : faire preuve de réalisme

M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, a invité, vendredi 20 janvier à Lyon, où il venait d'inaugurer un forum européen sur l'éducation, les socialistes à « faire preuve de réalisme » avec les communistes au sujet des municipales. L'ancien premier secrétaire du PS a précisé : « S'il ne faut pas accepter l'insupportable, il n'est pas raisonnable de jouer le jeu de la primauté. » Il s'est dit « surpris de voir que quelques camarades, dont certains notables, envisagent comme cela de partir aux élections sans communistes sur leurs listes », avant d'ajouter : « Je souhaite que le PCF évite car il ne serait pas sage de se figer sur les positions de 1983, mais je souhaite aussi que nous soyons capables de réalisme. »

M. Le Pen : référendum local

Dans une interview diffusée par l'ACP, vendredi 20 janvier, M. Jean-Marie Le Pen plaide pour l'instauration du référendum local d'initiative populaire, « occasion pour les citoyens de constater tel ou tel choix fait en leur nom par des élus qui n'ont pas respecté leurs engagements électoraux ». Il ajoute : « Ainsi, j'ai bien l'intention de faire entrer en force le Front national au Conseil de Paris, où l'on s'occupe de problèmes aussi importants que les finances locales, les transports, la circulation... autant de sujets sur lesquels je proposerai aux Parisiens de s'exprimer par référendum. »

A propos de l'élection municipale de Marseille, le président du Front national précise : « Si M. Gaudin ne veut pas s'entendre avec nous entre les deux tours, il sait très bien que nous aurons des élus qui arbitreront la majorité municipale. Et au troisième tour, nos élus pourront très bien voter pour M. Vigouroux, puisqu'il n'est plus socialiste. C'est à voir. »

M. Briant : faire mieux que le FN

L'objectif du CNI pour les élections municipales est d'« urbaniser la représentation tout en la consolidant en milieu rural ». M. Yvon Briant, secrétaire général du CNI, qui présidera vendredi 20 janvier, à Bordeaux, le congrès aquitain de son parti, a estimé, en outre, qu'une fraction importante de l'électorat du Front national se déplacerait vers les candidats du CNI : « Je parle, a-t-il affirmé, que nous aurons cinq fois plus d'élus que le FN dans les grandes villes. Nous disons aux électeurs du Front national qu'avec le Pen et son équipe ils sont engagés dans une impasse. Pourtant leurs préoccupations méritent d'être entendues et chez nous ils continueront à exprimer dans une large mesure les convictions qui sont les leurs. »

Thomson ne souscrit pas à FOPA sur Plessey

Thomson a démenti, samedi 21 janvier, les informations parues la veille dans le quotidien britannique Evening Standard selon lesquelles il allait prendre 15 % du capital de Plessey. Cette firme d'électronique britannique fait l'objet d'une OPA conjointe du britannique GEC et de l'allemand Siemens. Le groupe nationalisé français, qui cherche des alliés européens dans ses activités d'électronique militaire, a été tenté de se porter à son secours. Tel ne sera pas le cas. Thomson « dément formellement qu'il s'apprête à prendre une participation dans Plessey et qu'il en aurait demandé l'autorisation à son actionnaire » (l'Etat).

Deux Boeing accidentés aux Etats-Unis. — Un Boeing-737 de la compagnie Piedmont Airlines a perdu l'un de ses deux moteurs, vendredi 20 janvier, au décollage de Chicago, ont annoncé les autorités. L'avion a été obligé de se poser à nouveau à l'aéroport international d'O'Hare de Chicago. Il n'y a pas eu de blessés. Un autre accident concerne un Boeing-737 des Eastern Airlines qui a dû faire demi-tour, un panneau de l'aile gauche s'étant détaché peu après le décollage.

M. Marchais : les « exigences » injustifiées du PS

Devant une assemblée de militants communistes, réunie vendredi soir 20 janvier à Saint-Quentin (Aisne), où le maire socialiste, M. Daniel Le Meur (PC), devait conduire une liste d'union avec le PS, M. Georges Marchais a reproché aux responsables locaux du PS de faire « le plus souvent état d'exigences n'ayant rien à voir avec le contenu » de la déclaration qu'il a signée avec M. Pierre Mauroy, le 12 janvier. Pour le secrétaire général du PCF, les reproches faits à son organisation « d'exigences démesurées », de « radicalisme », voire de « menaces » sont « totalement injustifiés » car « beaucoup de demandes (du PS) sont à l'évidence irréalistes et inacceptables ». M. Marchais a estimé qu'il « faut, dans chaque localité, poursuivre les discussions avec le PS pour aboutir à un accord répondant aux engagements pris » le 12 janvier.

M. Mauroy : admettre la représentativité du PS

Dans l'éditorial de l'hebdomadaire du PS, Vendredi, M. Pierre Mauroy assure que, pour les municipales, « l'état de la cité des socialistes » et « le succès à la portée de la main », ce qui explique, dit-il, « les tensions et les coups que l'on cherche à nous porter ». Il ajoute : « Pour certains, il faut atteindre les socialistes et les atteindre à tout prix pour les empêcher de devenir ce qu'ils représentent déjà : la seule force de gouvernement crédible pour la France. » Evoquant la « volonté de rassemblement » des socialistes, le premier secrétaire du PS appelle les fédérations et les sections du PS à « négocier et à conclure des accords locaux » avec le PCF, « à la condition bien entendu que la représentativité des socialistes soit admise en fonction de l'expression même du suffrage universel. »

M. Durafour ne sera pas candidat. — M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a décidé de ne pas se présenter aux élections municipales, « ni à Paris ni ailleurs ». La candidature éventuelle de M. Durafour, un des ministres de « l'ouverture », dans la capitale avait entraîné des protestations de la fédération socialiste de Paris.

Le Mouvement réformateur français présentera des listes. — M. Robert Benedetti, secrétaire général du Mouvement réformateur français, a annoncé, vendredi 20 janvier, que sa formation présentera des listes autonomes dans vingt-deux villes dont Cannes, Toulon et Dragagean, et participera à des listes « majoritaires d'union » dans une trentaine d'autres. Ce mouvement avait soutenu M. Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle et M. François Mitterrand au second.



Kirk Douglas à l'Apostrophe : l'homme qui croyait à son étoile

